

LE CAPITALISME DÉVOYÉ

ET LA FINANCIARISATION
DES TERRES ET DE LA NATURE



^ 9.600.000.000.000

^ 510.000.000

^ 1917

SEPTEMBRE 2020

PUBLIÉ PAR

FIAN International, Transnational Institute, Focus on the Global South



FIAN
INTERNATIONAL



ÉDITEURS

Philip Seufert, Roman Herre, Sofia Monsalve (FIAN International), Shalmali Guttal (Focus on the Global South)



Ce document est le résultat d'une réflexion et d'une discussion collectives des membres du groupe de travail sur la terre et les terroirs du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), ainsi que d'organisations amies. Le CIP est une plateforme mondiale autonome et auto-organisée d'organisations de petits producteurs et petites productrices alimentaires, de peuples autochtones et de travailleurs ruraux, hommes et femmes, pour faire progresser la souveraineté alimentaire au niveau mondial et régional.

Les organisations suivantes ont contribué aux discussions qui ont alimenté le présent document :

La Via Campesina, Housing International Coalition-Housing and Land Rights Network (HIC-HLRN), Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Australian Food Sovereignty Alliance, Friend of the Earth International, ETC Group, Society for International Development (SID), Kesatuan Nelayan Tradisional Indonesia (KNTI), Northwest Atlantic Marine Alliance, Observatori DESC, Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, Centre for Financial Accountability, Convergence Malienne contre l'Accaparement des Terres.



Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Commission européenne (CE). Les articles qu'elle contient engagent la seule responsabilité des responsables de la publication et ne peuvent aucunement être considérés comme reflétant le point de vue de la CE.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE CE DOCUMENT	4
<hr/>	
CHAPITRE 1 QU'EST-CE QUE LA FINANCIARISATION? C'EST LE CAPITALISME DÉVOYÉ!	7
<hr/>	
1.1 POURQUOI NOUS DISONS CAPITALISME DÉVOYÉ?	8
CHAPITRE 2 QUELLES SONT LES SOURCES DU CAPITALISME DÉVOYÉ?	12
<hr/>	
2.1 IL ÉTAIT UNE FOIS DES RÉGLEMENTATIONS	13
2.2 LA FINANCIARISATION POUR LE NOUVEAU MILLÉNAIRE	17
CHAPITRE 3 À QUOI RESSEMBLE CE CAPITALISME DÉVOYÉ SUR NOS TERROIRS?	19
<hr/>	
3.1 LES TERRES ET L'AGROINDUSTRIE	20
3.2 LA FINANCIARISATION DES OCÉANS	31
3.3 LES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES ET LES COULOIRS ÉCONOMIQUES TRANSNATIONAUX	37
3.4 LE LOGEMENT ET LES VILLES	43
3.5 L'EAU	50
3.6 L'ÉCONOMIE VERTE OU COMMENT ATTRIBUER UN PRIX À LA NATURE	55
CHAPITRE 4 COMMENT SE COMPORTE LE CAPITALISME DÉVOYÉ?	61
<hr/>	
4.1 LES ACTEURS	62
4.2 LES LIEUX : CENTRES FINANCIERS OFFSHORE, PARADIS FISCAUX ET CENTRES BANCAIRES PARALLÈLES	75
4.3 LES POLITIQUES	79
4.4 LES DISCOURS ET LES IMAGINAIRES	93
4.5 LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES ET LE « BIG DATA »	95
CHAPITRE 5 RÉSISTANCE : LES NOUVEAUX DÉFIS POUR LE MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE	104
<hr/>	
5.1 LES LUTTES EN COURS CONTRE LE CAPITALISME DÉVOYÉ	107
5.2 QUESTIONS POUR UNE RÉFLEXION CRITIQUE	118
RÉFÉRENCES	123
<hr/>	

À PROPOS DE CE DOCUMENT

Le présent document de discussion entend servir de base aux mouvements populaires, militant-e-s de la base et autres organisations de la société civile (OSC) pour les aider à développer/renforcer leurs connaissances sur le processus de « financiarisation », dans le but d'élaborer des stratégies résister, inverser et prévenir. Il a été développé par les membres du Groupe de travail Terres et Territoire du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), qui a identifié la financiarisation des terres et de la nature comme l'un des défis communs et stratégiques que rencontrent leurs organisations membres.

Ce document se base sur l'expérience et l'analyse des organisations membres du Groupe de travail Terres et Territoire du CIP et vise à stimuler une réflexion et une discussion collectives entre toutes les organisations intéressées sur la manière dont il est possible de s'opposer au pouvoir, à l'influence et au contrôle croissants de la finance mondiale sur nos territoires. Plutôt que de mener une réflexion théorique ou de conduire une analyse approfondie de tous les aspects de la financiarisation, ce document entend aider les organisations de base à comprendre ce processus et ses implications pour les individus et les communautés à travers la planète. Ce document fait la lumière sur les différentes formes que prend le capitalisme financier sur les territoires des communautés, ainsi que sur les acteurs, les lieux, les institutions et les politiques qui impulsent cette évolution. Les différents chapitres et le document en soi concluent par une série de questions en mesure d'orienter une réflexion et une discussion plus poussées.

Nous pensons qu'il est essentiel pour nos luttes pour la souveraineté alimentaire et la souveraineté des peuples de comprendre ces nouvelles dynamiques et les mécanismes en jeu. Les communautés et les personnes du monde entier sont directement touchées par la financiarisation. Les impacts violents sont visibles, mais nous devons surtout comprendre les facteurs sous-jacents afin d'être efficaces dans nos luttes. Nous espérons donc que ce document servira de point de départ à une réflexion tournée vers l'action, nous permettant de continuer à développer notre vision





politique et d'affiner nos stratégies et nos modes d'organisation, dans le but de stopper et de faire reculer la privatisation et la marchandisation de la nature et de la vie.


Le processus d'élaboration de ce document a été achevé avant que la pandémie COVID-19 ne se propage dans le monde entier au début de 2020. Cette pandémie a exposé les conséquences dévastatrices du capitalisme contemporain. L'accaparement des ressources et la destruction des écosystèmes ont créé les conditions nécessaires à l'émergence de nouveaux agents pathogènes. Dans le même temps, la financiarisation des systèmes de santé et d'autres services publics a réduit la capacité des sociétés à réagir à la propagation du nouveau Coronavirus, créant une profonde crise sanitaire. Partout dans le monde, les personnes et les communautés qui ont été dépossédées et marginalisées au cours des dernières décennies ont été particulièrement touchées par la pandémie.

COVID-19 a également aggravé la crise du capitalisme néolibéral. Les fermetures qui ont été imposées par un grand nombre de gouvernements ainsi que l'arrêt brutal de nombreuses activités économiques ont temporairement donné l'impression que le capitalisme avait été suspendu. Les marchés financiers ont plongé au début de la pandémie, ce qui a incité les gouvernements à intervenir pour les stabiliser. Le monde est entré dans une récession mondiale, qui aura de graves répercussions sur les populations et les communautés rurales et urbaines du monde entier. En réaction, les gouvernements ont mis en place des plans de sauvetage, faisant craindre que les grandes entreprises et la finance mondiale ne soient à nouveau sauvées et renflouées avec l'argent des contribuables, comme cela s'est produit lors de la crise financière mondiale de 2008/2009. En effet, quelques mois après le début de cette nouvelle crise, les marchés boursiers sont déjà revenus à leurs niveaux d'avant la crise.

S'il existe un risque réel que cette nouvelle crise renforce encore le pouvoir des grandes entreprises et de la finance mondiale et accroisse les inégalités existantes, la manière dont la pandémie a mis en évidence les profondes failles du système actuel peut également être l'occasion d'avancer vers un réel changement. En ce sens, ce document est également une contribution à un débat sur les points d'entrée les plus stratégiques pour façonner le monde post-COVID-19 d'une manière qui place les personnes et les communautés ainsi que leurs droits au centre.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AATIF	Fonds africain pour le commerce et l'investissement agricoles
APD	Aide publique au développement
CEDAW	Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CHEC	Chinese Harbour Engineering Company
CIP	Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Forum économique mondial
GDP	Produit intérieur brut
GEF	Fonds pour l'environnement mondial
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PPP	Partenariat public-privé
PRI	Principes pour l'investissement responsable
PSE	Paiement pour les services environnementaux
REDD	Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts
SLC	Schneider Logemann Company
TLFF	Instrument de financement des paysages tropicaux / Tropical Landscapes Finance Facility
UE	Union européenne
USD	Dollar des États-Unis
WWF	Fonds mondial pour la nature



QU'EST-CE QUE LA FINANCIARISATION? C'EST LE CAPITALISME DÉVOYÉ!

Aux quatre coins de la planète, les communautés rurales sont confrontées à une augmentation spectaculaire de la dépossession et de la destruction de leurs terres, rivières, pâturages, forêts, océans en maisons ; en d'autres termes, nous sommes en train de perdre l'accès à nos territoires et le contrôle efficace sur ces derniers, alors même qu'ils constituent le fondement de nos communautés et de notre tissu social.

Qu'est-ce qui explique cette augmentation spectaculaire ? C'est le capitalisme financier.

DANS CE CHAPITRE, NOUS :

- Nous proposons un nouveau terme pour décrire la puissance du système financier mondial: le capitalisme dévoyé.

1.1

POURQUOI PARLONS-NOUS DU CAPITALISME DÉVOYÉ ?

D'après Wikipédia, le capitalisme financier « désigne la subordination des processus de production à l'accumulation de profits monétaires dans un système financier. [...] Depuis la fin du XXe siècle, à la faveur d'un processus parfois appelé « financiarisation », il est devenu la force prédominante de l'économie mondiale, apparaissant sous une forme néolibérale ou autre »¹. D'autres définitions décrivent la financiarisation comme « l'importance grandissante des marchés financiers, des incitations financières, des institutions financières et des élites financières dans le fonctionnement de l'économie et de ses instances dirigeantes, tant au niveau national qu'international »².

La financiarisation modifie fondamentalement la manière dont la valeur financière est créée et dont les profits sont générés. Les marchés financiers dominent de plus en plus l'économie « réelle », c'est-à-dire productive (par exemple, les secteurs industriel, agricole et des services), et les profits sont générés dans la sphère « virtuelle » des opérations financières. En tant que telle, la financiarisation est une manière distincte d'organiser l'extraction capitaliste de la richesse. Le pouvoir de la finance mondiale est évidente, entre autres, dans la manière dont les enjeux économiques sont compris et discutés. Ceci signifie, par exemple, que l'alimentation et la terre sont de plus en plus considérées comme des actifs financiers, et non comme des biens communs et des droits humains.

Bien que le terme « financiarisation » permette de décrire les évolutions du capitalisme contemporain, il demeure très abstrait, vague et complexe. Les impacts de la financiarisation sur nos vies, cependant, sont bel et bien concrets et violents. En effet, même si les profits sont de plus en plus réalisés par le biais de transactions sur les marchés financiers, cela nécessite le contrôle des ressources naturelles et autres ressources matérielles.

L'une des principales caractéristiques de la financiarisation est qu'elle se déploie en grande mesure de manière dissimulée, voire, dans certains cas, secrète. La création de réseaux d'investissements opaques, de systèmes bancaires « parallèles » et de paradis fiscaux offshore pour échapper à l'impôt, à la vigilance

du public et à la réglementation constituent des stratégies délibérées de la finance mondiale pour jeter la confusion sur ses activités, et pour éviter toute forme de reddition de comptes au titre des crimes et de l'injustice structurelle dont est responsable ce système. Bien que les partisans de la financiarisation soutiennent que les marchés (financiers) libres sont gages de sociétés libres, ce processus s'accompagne en réalité d'une augmentation de la répression et de l'autoritarisme. Les formes/manifestations précédentes du capitalisme ont usé de certaines de ces stratégies, ou de stratégies similaires, engendrant destructions et violations sur nos territoires. Nous considérons néanmoins que les dynamiques actuelles ont exacerbé ces caractéristiques d'une manière inédite.

En raison de l'illégitimité des accaparements auxquels la finance mondiale soumet nos territoires et nos vies et de ses conséquences destructrices sur nos communautés, et en raison du fait que les acteurs impliqués cherchent activement à dissimuler leurs opérations, nous proposons de parler de **CAPITALISME DÉVOYÉ**.

**RAPPELÉZ
-VOUS**

QU'EST-CE QUE LA FINANCIARISATION ?

La financiarisation peut être globalement entendue comme la croissance du pouvoir et de l'influence de la finance mondiale. Elle vise principalement à générer des profits financiers à travers l'extraction de richesses et du transfert d'importants flux de revenus des secteurs réels/productifs de l'économie en direction du secteur de la finance.

LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DE LA FINANCIARISATION SONT LES ÉLITES REPRÉSENTANT LES 1 % DE RICHES MONDIAUX.

LA FINANCIARISATION IMPLIQUE UNE AUGMENTATION DE LA DOMINATION⁴:

des institutions financières

Les institutions financières et les acteurs tels que les fonds d'investissement, les fonds spéculatifs, les fonds de pension, les banques de développement et les compagnies d'assurance, entre autres, jouent un rôle grandissant dans l'économie et exacerbent, à travers leurs activités, la dépossession au détriment des individus et des communautés.

des élites financières

La croissance de l'envergure et du pouvoir de la finance mondiale est intimement liée à l'augmentation structurelle des inégalités en termes de revenus et de richesses. Une part de plus en plus restreinte de la population mondiale contrôle une part de plus en plus grande des revenus et des richesses.

des marchés financiers

Les marchés financiers tels que les marchés boursiers décident de l'économie, des politiques des gouvernements et des vies des individus. Les nouveaux instruments financiers tels que les instruments dérivés permettent aux compagnies financières de spéculer sur tous types de ressources.

des motivations financières

Au lieu de suivre la loi de l'offre et de la demande, les acteurs financiers recherchent des rendements rapides, visant à engendrer toujours plus d'argent. Cette logique d'extraction des richesses est intrinsèquement expansionniste, spéculative et destructrice.

des discours financiers

La valeur actionnariale, l'évolution des prix, le retour sur investissement, les économies d'échelle, la notion de « risque » et d'autres paramètres financiers dominent les discussions politiques, y compris celles liées à l'alimentation, aux terres, au logement, aux services publics et à la protection de l'environnement.

des places financières


Les centres financiers tels que Wall Street et la City de Londres exercent un contrôle sur l'économie et la vie des individus. Les compagnies financières font transiter leurs activités par des paradis fiscaux et des centres offshore afin de contourner la réglementation et l'impôt.

RAPPEL-
-VOUS

DU SYSTÈME BANCAIRE AUX MARCHÉS FINANCIERS

Beaucoup de gens pensent d'abord aux banques lorsqu'il s'agit de finance, mais le rôle des banques est à la fois différent et plus étendu que beaucoup ne l'imaginent. La conception commune des banques commerciales est qu'elles agissent comme des intermédiaires financiers : elles recueillent l'épargne, émettent des dépôts, puis canalisent cette épargne sous forme de prêts. Les banques sont des acteurs importants du capitalisme dévoyé (voir chapitre 4.1), mais il est important de souligner que la financiarisation a changé la logique système bancaire classique. En effet, une caractéristique de cette dernière est que l'intermédiation financière a été transférée des banques aux marchés financiers. La manière dont les banques gèrent les hypothèques illustre les profondes mutations qui sont intervenues dans la manière dont la finance est réalisée.

Jusqu'aux années 80, les prêts hypothécaires étaient émis par des banques commerciales, qui les conservaient dans leur bilan pendant toute la durée du prêt. Des prêts étaient accordés pour combler des déficits de financement et étaient ensuite remboursés dans le but d'un remboursement complet et permanent. Aujourd'hui, les banques octroient des hypothèques, qu'ils vendent ensuite à des fonds de titrisation. L'objectif premier n'est plus de rembourser les prêts, mais de transformer la dette en instruments financiers (une « hypothèque » ou un « titre ») qui peuvent être vendus sur les marchés financiers. Les établissements bancaires commerciaux sont désormais de simples « souscripteurs » de l'hypothèque (qui est rapidement vendue et titrisée), tandis que les ménages l'ayant contractée sont désormais des « émetteurs de valeurs » de facto sur les marchés financiers⁵.



QUELLES SONT LES SOURCES DU CAPITALISME DÉVOYÉ?

La domination croissante de la finance mondiale sur nos vies ne surgit pas de nulle part ; elle est le résultat des politiques qui ont été élaborées lors des dernières décennies.

DANS CE CHAPITRE, NOUS :

- Expliquerons comment la déréglementation des marchés financiers, avant et après la crise financière mondiale de 2007/2008, a ouvert la voie pour donner au capital financier mondial le pouvoir qu'il détient aujourd'hui.
- Décrivons le mode de fonctionnement actuel des acteurs financiers et des marchés financiers.

2.1

IL ÉTAIT UNE FOIS DES RÉGLEMENTATIONS...

La dérèglementation de la finance et la réduction du contrôle sur les mouvements de capitaux internationaux sont étroitement liées à la fin du système monétaire de Bretton Woods, dans les années 70⁶. Ce système avait été mis en place après le krach boursier de Wall Street, en 1929, qui fut suivi de la crise bancaire et de la Grande Dépression.

Il empêchait notamment les banques d'utiliser de l'argent public ou privé (à savoir les économies des gens) pour réaliser des investissements spéculatifs et ne les y autorisait à le faire qu'avec leur propre argent.

Ce système donna lieu à une période de stabilité financière relative, qui dura jusqu'aux années 70. C'est à ce moment-là que les États-Unis commencèrent à prendre un certain nombre de mesures qui allaient conduire au démantèlement du système. En 1971, ils décidèrent de mettre fin au système de l'étalon-or – qui permettait jusque-là de convertir le dollar des États-Unis en or (une ressource matérielle limitée) à l'échelle internationale ; cette démarche fut suivie par un certain nombre de pays européens. Plusieurs nouvelles lois suivirent, qui abrogèrent la séparation des banques commerciales et des banques d'investissement, et ouvrirent la voie à de nouvelles possibilités de spéculation financière. La fin de la convertibilité fixe du dollar des États-Unis en or généra également l'émergence de nouveaux centres financiers et la refonte de l'intégralité de l'architecture financière.

Cette dérèglementation des marchés financiers répondait à une crise de l'accumulation du capital, à savoir aux difficultés que rencontraient les acteurs commerciaux à engranger des excédents/bénéfices toujours plus grands de leurs investissements. Dans le système capitaliste, les bénéfices sont créés par l'exploitation de la nature et des humains (de la classe ouvrière) ; cependant, la mécanisation croissante enregistrée dans les pays industrialisés engendra un double défi : tout d'abord, face au remplacement croissant de la main-d'œuvre humaine par

des machines, moins d'excédents pouvaient être générés de l'exploitation des travailleurs ; deuxièmement, les entreprises devaient mobiliser de plus en plus d'argent pour acquérir les machines leur permettant de rester compétitives. Afin de faire face à cette crise, il fut nécessaire de permettre la création de davantage de capital financier et de nouvelles possibilités pour permettre à ceux détenant cet argent de l'« investir ».

La privatisation des retraites aux Etats-Unis et en Europe a été l'un des moyens de créer de nouveaux capitaux d'investissement. Cela a créé une nouvelle réserve importante de capitaux d'investissement qui doivent être investis quelque part. Dans le même temps, les marchés financiers ont subi un certain nombre de modifications qui permettent au capital mondial de pénétrer dans tous les aspects de l'économie et de la vie des gens. L'encadré ci-dessous décrit quelques-uns des nouveaux moyens qui ont permis aux acteurs financiers de générer toujours plus de profits.

RAPPEL-
EZ
-VOUS

LA PRIVATISATION DES PENSIONS:

LA CRÉATION D'UN NOUVEAU CAPITAL-INVESTISSEMENT

La privatisation des systèmes de pension, a été menée par Margaret Thatcher au Royaume-Uni, Ronald Reagan aux États-Unis et Augusto Pinochet au Chili. Ceci créa un nouveau pool croissant de capital-investissement, qui s'élève aujourd'hui à 47 000 milliards d'USD. Le discours désormais communément accepté est que les États ne peuvent plus se permettre de financer les pensions publiques et que ces dernières doivent donc être complétées ou remplacées par l'épargne privée. Il en résulta un sous-financement du secteur public et un surfinancement des marchés de capitaux alimentant une spéculation financière improductive⁷. Au milieu des années 90, la Banque mondiale se saisit de cette question pour promouvoir la privatisation des pensions également dans les pays en développement⁸.

Quels sont les moyens par lesquels la finance mondiale tire profit des terroirs?

Les marchés financiers ont subi un certain nombre de modifications qui permettent au capital mondial de pénétrer dans tous les aspects de l'économie et de la vie des personnes. Nous décrivons ci-dessous certains des nouveaux moyens qui ont permis aux acteurs financiers de générer toujours plus de profits.

nouveaux acteurs

La déréglementation et les nouvelles possibilités de générer des bénéfices ont donné lieu à l'émergence d'une série d'acteurs financiers (sociétés et banques d'investissement, fonds spéculatifs, gestionnaires d'actifs, compagnies d'assurances, fonds de pension, fonds de capital-risque, etc.), ainsi qu'à l'apparition de nouveaux acteurs dans les activités financières (y compris les opérations commerciales n'ayant pas précédemment participé aux marchés financiers) et dans des secteurs qui ne représentaient jusqu'à présent aucun intérêt pour eux. Il est important de souligner que ces acteurs passent souvent par des centres financiers off-shore pour contourner la réglementation et l'impôt

(Voir les chapitres 3 et 4).

nouveaux instruments

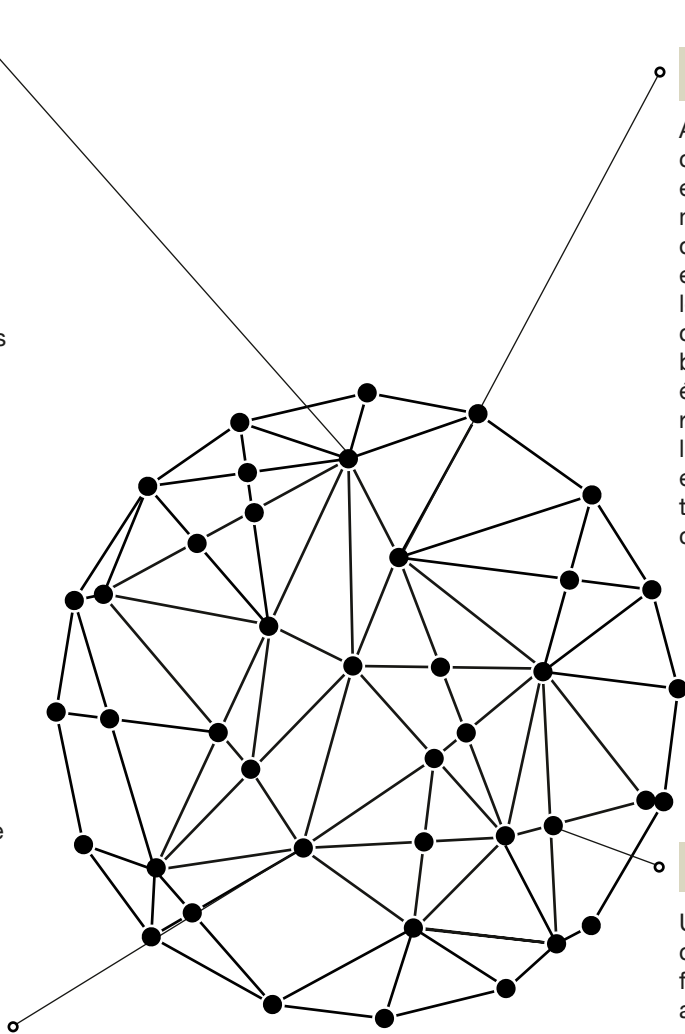
Du fait que nombre de ces nouveaux « actifs » ne peuvent être échangés comme des produits normaux (comme des matières premières, par exemple), il a été nécessaire d'inventer de nouveaux instruments financiers permettant et facilitant d'en faire des objets de spéculation. Des instruments tels que les contrats à terme, les fonds indiciaires ou les instruments dérivés⁹, notamment, ont été développés afin d'engendrer toujours plus d'argent.

nouvelles catégories d'actifs

Afin de fournir de nouvelles cibles au capital financier, il est nécessaire de créer de nouvelles catégories d'actifs. Les terres, les eaux, les océans, les forêts, les villes, la biodiversité, les cycles naturels et les autres biens (communs) ont donc été transformés en ressources pouvant faire l'objet d'investissements et en « opportunités d'investissement » pour les capitalistes.

nouveaux marchés

Une fois les nouvelles catégories d'actifs transformées en outils échangeables, il est nécessaire de créer des marchés sur lesquels les capitalistes peuvent échanger et spéculer pour engranger des bénéfices. La financiarisation s'est accompagnée de nouveaux marchés, tels que les marchés secondaires, les marchés à terme,¹⁰ les marchés des instruments dérivés, etc. Le capitalisme dévoyé se caractérise par la grande déréglementation de nombre de ces marchés et par l'opacité fréquente des transactions.



2.2 LA FINANCIARISATION POUR LE NOUVEAU MILLENAIRE

La crise financière de 2007-2008, qui généra une importante crise économique mondiale, fut le résultat du processus de financiarisation et contribua à l'exacerber. Elle fut en effet déclenchée par la spéculation sur les marchés du logement et de l'immobilier, notamment aux États-Unis et en Europe. Dans un contexte d'augmentation des prix de l'immobilier, les banques octroyèrent des prêts hypothécaires à des clients non-solvables (à risque) et les vendirent ensuite sous la forme de valeurs sur les marchés financiers, transférant ainsi le risque à une série d'acteurs ayant pris part à cette spéculation. Lorsque la bulle éclata et que les prix de l'immobilier s'effondrèrent, plusieurs banques et autres acteurs financiers firent faillite. Cependant, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ceci n'a poussé pas les États à prendre les problèmes sous-jacents à bras le corps, mais augmenta le pouvoir du capital financier. Tout d'abord, plusieurs États se mirent à renflouer des banques et d'autres acteurs financiers – et leurs actionnaires – afin de stopper la contagion sur les marchés financiers. Ensuite, la chute des prix de l'immobilier (et des autres « actifs » tels que les produits agricoles) survenue à la suite de la crise poussa les acteurs financiers à rechercher de nouveaux domaines où investir et spéculer, comme les terres agricoles (voir le chapitre 3).

Pour en savoir plus:

Transnational Institute (TNI). 2019. State of Power. How Capital Rules the World.

En anglais: <http://longreads.tni.org/state-of-power-2019>

• Toussaint, Eric. 2015. Bankocracy.

• Sherman, Matthew. 2009. A Short History of Financial Deregulation in the United States. Center for Economic and Policy Research (CEPR).

En anglais: <http://cepr.net/documents/publications/dereg-timeline-2009-07.pdf>

• Sassen, Saskia, Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale, 2016.

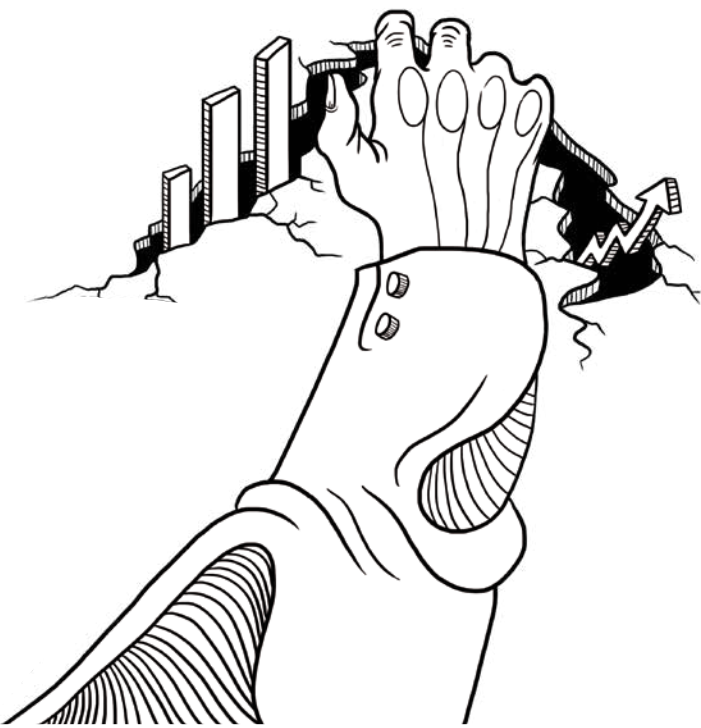
C'est ainsi que l'idéologie économique ayant provoqué la crise demeure intacte et incontestée. Aujourd'hui, la finance mondiale a fait son grand retour : les bénéfices, les dividendes, les rémunérations et les primes propres au monde de la finance ont regagné les niveaux observés par le passé. Les marchés financiers ont atteint de nouveaux sommets record et la prise de risque a de nouveau augmenté. Dans un même temps, les projets de nouvelle réglementation de la finance se sont retrouvés enlisés dans des négociations politiques sans fin. Par là même, le système financier mondial a connu une plus grande concentration et s'est même intégré davantage à la production capitaliste et à l'accumulation. Comme nous le montrerons dans le chapitre suivant, ceci s'est accompagné d'une augmentation de l'exploitation et de la dépossession des communautés et des individus.

MESSAGES CLÉS

- La financiarisation prend sa source dans les décisions politiques néolibérales ayant trait à la déréglementation des systèmes monétaires, aux banques et à leurs opérations, ainsi qu'aux marchés financiers et au commerce.
- Au lieu de faire en sorte que les États abordent les problèmes sous-jacents et règlent à nouveau la finance, la crise financière de 2007-2008 n'a fait qu'exacerber le pouvoir de cette dernière à l'échelle mondiale.
- Les acteurs financiers ont pénétré l'ensemble des secteurs de l'économie, et la logique des marchés financiers a été introduite dans des sphères et des domaines dont elle était précédemment absente.

QUESTIONS POUR LA DISCUSSION

- Quels sont les acteurs et les institutions du domaine de la finance que vous connaissez dans votre pays ou votre région ? Quels acteurs financiers internationaux connaissez-vous ?
- Quel est d'après vous le poids des établissements bancaires et du secteur financier dans votre pays ? Pouvez-vous donner des exemples de la manière dont ils influent sur les vies des individus et sur l'économie ?





À QUOI RESSEMBLE CE CAPITALISME DÉVOYÉ SUR NOS TERROIRS ?

Le capitalisme dévoyé se manifeste sous diverses formes dans les terroirs des communautés et des populations.

DANS CE CHAPITRE, NOUS :

- présenterons les différentes formes selon lesquelles la finance mondiale pénètre nos territoires.
- démontrerons la manière dont elle contribue à la privatisation et à la marchandisation de nos biens communs et naturels.

3.1 LES TERRES ET L'AGROINDUSTRIE

L'implication d'importantes sommes d'argent dans l'agriculture n'a rien de nouveau. Les grands propriétaires fonciers sont les principaux acteurs encourageant l'expansion de l'agroindustrie et des plantations en monoculture ; ils sont aussi les premiers à en bénéficier. La nécessité constante de recourir à des machines et à des intrants onéreux (engrais, produits agrochimiques, semences commerciales et OGM, entre autres), couplée à la ruée vers une production toujours plus importante de matières premières agricoles, a forcé les entreprises de l'agroindustrie à contracter des prêts et des crédits auprès d'établissements bancaires et d'autres investisseurs financiers. Ainsi, l'influence et le pouvoir des acteurs financiers sur la production agricole industrielle lors des dernières décennies s'en sont trouvés consolidés. En revanche, plus récemment, l'intensité, l'échelle, la vitesse et l'ampleur de l'implication du capitalisme financier dans l'agroindustrie ont changé de façon substantielle et alarmante. Les terres sont de plus en plus considérées par la finance mondiale comme une « catégorie d'actif » et un négoce à part entière.

Les exemples suivants font la lumière sur la manière dont tout ceci a intensifié la dynamique de dépossession des personnes vivant en milieu rural et des communautés de leurs territoires.

3.1.1

LORSQUE L'AGROINDUSTRIE ET LES ACTEURS FINANCIERS PRENNENT LE CONTRÔLE DE LA MOITIÉ DU PARAGUAY

La figure ci-dessous montre la transformation complète qu'a connue le Paraguay en l'espace de seulement dix ans. Nombre des entreprises ayant pénétré dans le dénommé Gran Chaco (la partie occidentale du pays) ces dernières années pour y développer l'agriculture industrielle sont des acteurs financiers – ou des acteurs financés par ces derniers.

Par exemple,:

La luxembourgeoise PAYCO S.A détient 144 000 hectares de terres dans le pays. Ses actionnaires sont EuroAmerican Finance S.A. (85 %) et la DEG, une branche financière de la coopération au développement (15 %).

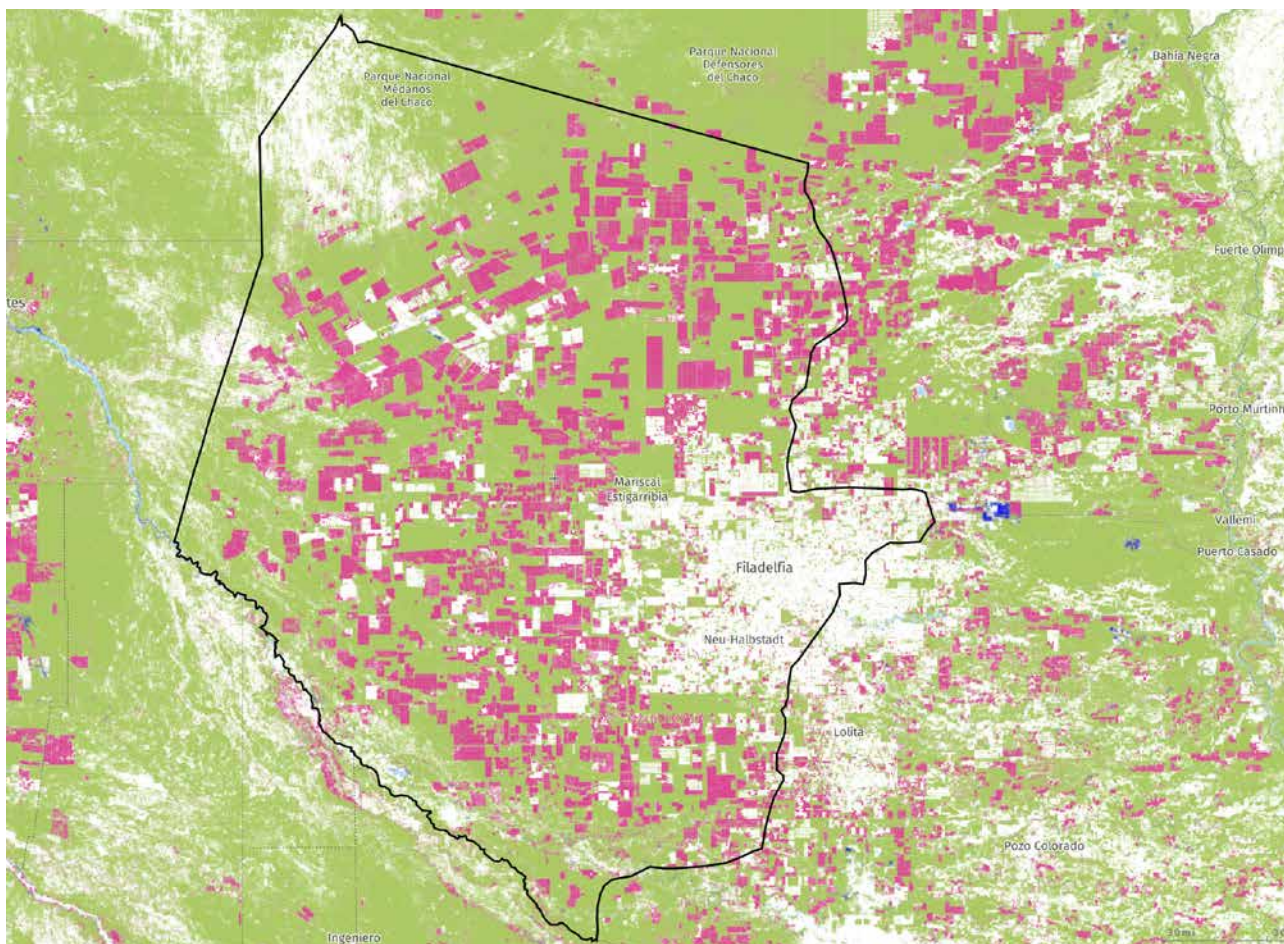


FIGURE: Déforestation et expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle dans la région paraguayenne du Gran Chaco, 2006-2016¹¹

RAPPELÉZ
-VOUS

LES CAPITAUX INTERNATIONAUX ALIMENTENT LA DÉFORESTATION EN AMAZONIE

En juillet et août 2019, la destruction continue de la forêt amazonienne s'est transformée en incendies violents et sans précédent qui ont détruit de vastes parties de cet écosystème crucial. L'expansion de l'agro-business est l'un des principaux moteurs de la déforestation en Amazonie et ailleurs. Les incendies de 2019 sont une conséquence directe de la déforestation¹². Il est prouvé que plusieurs incendies ont été déclenchés de manière planifiée et coordonnée par des accapareurs de terres et de grands propriétaires terriens aux abords de la route BR 163, le 10 août 2019¹³. Cette autoroute a été construite principalement pour permettre aux entreprises agroalimentaires de transporter du soja et des céréales vers le terminal maritime de Miritituba, situé au plus profond de l'Amazonie dans l'État brésilien du Pará, d'où elles sont ensuite expédiées vers des ports plus importants et dans le monde entier. Le développement de la route elle-même a provoqué la déforestation, mais, plus important encore, elle joue un rôle important dans la transformation de l'Amazonie de forêt en plantations de monoculture. Ce n'est pas un hasard que la déforestation dans la région autour du BR 163 ait augmenté chaque année depuis 2004, même si la déforestation en Amazonie dans son ensemble a diminué. La déforestation a véritablement recommencé à augmenter après le coup d'État qui a porté au pouvoir un gouvernement de droite en 2016¹⁴.





Le terminal maritime de Miritituba est géré par Hidrovias do Brasil, une société qui appartient en grande partie à Blackstone, l'une des plus grandes sociétés financières du monde. Blackstone détient directement près de 10 % des actions de Hidrovias do Brasil. En outre, une société de Blackstone appelée Pátria Investimentos possède 55,8 % de Hidrovias do Brasil ¹⁵. D'autres sociétés financières tirent également des bénéfices de l'agroalimentaire et d'autres secteurs qui favorisent la déforestation ¹⁶.

Même si la couverture médiatique internationale s'est concentrée sur les incendies en Amazonie, d'autres écosystèmes critiques au Brésil (comme le Cerrado ¹⁷, voir chapitre 3.1.2) et ailleurs sont également confrontés à une augmentation de la déforestation, notamment par le biais des incendies. Cette situation alimente le réchauffement climatique et détruit les moyens de subsistance et la biodiversité.

3.1.2

LES COMMUNAUTÉS TRADITIONNELLES DU NORD-EST DU BRÉSIL FACE À L'EXPANSION DE LA PRODUCTION DE PRODUITS DE BASE AGRICOLES ET À LA SPÉCULATION FONCIÈRE

Les communautés traditionnelles de l'état brésilien de Piauí sont expulsées de leurs terres, de leurs forêts et de leurs rivières pour faire place à la progression des monocultures de soja. La déforestation, la contamination des sols et des eaux par les produits agrochimiques, la destruction des moyens d'existence, les bouleversements au niveau de la communauté, ainsi que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle rendent la vie de la population impossible. En outre, la violence perpétrée

à l'encontre des communautés par des groupes armés liés à des entreprises de l'agroindustrie est en hausse. La population locale est souvent forcée à migrer vers les bidonvilles (favelas) des grandes villes brésiliennes.

L'accaparement constant des terres et la destruction permanente des écosystèmes sont rendus possibles par les grandes quantités d'argent injectées par des fonds de pension des États-Unis, du Canada et d'Europe. En effet, des entreprises du secteur agroindustriel local et national ont formé des coentreprises avec des acteurs financiers transnationaux. Ces acteurs, qui financent la production de produits de base agricoles par l'agroindustrie depuis plusieurs années, ont récemment pris les terres pour principale cible. C'est ainsi qu'ont émergé de nouvelles compagnies spécialisées dans la spéculation foncière. Le plus grand fonds de pension américain, la TIAA, par exemple, a lancé deux fonds de terres agricoles depuis 2012, appelés TIAA-CREF Global Agriculture LLC I et II (TCGA I+II), pour un montant total de 5 milliards d'USD. Grâce à ces fonds, TIAA a acquis et gère près de 200 000 hectares de terres au Brésil, dont la moitié est située dans Piauí et les États voisins. La majorité des investisseurs dans les fonds TCGA sont des investisseurs institutionnels, en particulier des fonds de pension des États-Unis, du Canada, de la Corée, de la Suède, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Luxembourg et des Pays-Bas. De nombreuses exploitations agricoles appartenant à la TCGA au Brésil ont été achetées par une société appelée Radar Imobiliária Agrícola, qui a été créée par une entreprise commune entre la TIAA et la plus grande société sucrière du Brésil, Cosan. Ces évolutions ont renforcé davantage encore la violence dont sont victimes les communautés rurales.

Lecture complémentaire :

FIAN International, Rede Social de Justiça e Direitos Humanos and Comissão Pastoral da Terra (CPT). 2018. The Human and Environmental Cost of Land Business. The Case of MATOPIBA, Brazil.

En anglais: <http://bit.ly/MATOPIBALandGrab>

LA TERRE COMME UNE NOUVELLE « CATÉGORIE D'ACTIF »

LA SPÉCULATION SUR LE FONCIER

La crise financière et économique qui a ébranlé le monde en 2008 a accentué le rôle que joue le capital financier sur les marchés des terres agricoles, à travers la planète. La spéculation foncière a contribué à garantir la circulation du capital financier dans un contexte d'instabilité économique internationale. Cette tendance est consolidée par les fonds d'investissement recherchant de nouveaux actifs sur lesquels spéculer. Les terres agricoles du Brésil et de nombreux autres pays sont donc devenues la cible du capital spéculatif, notamment après l'effondrement du marché de l'immobilier aux États-Unis et en Europe.

Au Brésil, la crise financière et économique a généré un changement dans le profil de l'agroindustrie. Une série de fusions et de formations de coentreprises a eu lieu entre des entreprises brésiliennes de l'agroindustrie et des sociétés agricoles étrangères, ainsi qu'avec des groupes financiers et des compagnies pétrolières. En raison du contrôle accru acquis par les grandes entreprises et les acteurs financiers sur les terres et les produits agricoles au Brésil, la hausse du cours de leur action sur les marchés boursiers a facilité leur accès à de nouvelles sources de crédit, ce qui leur a permis de poursuivre leur expansion.

Lorsque le cours des produits agricoles tels que le sucre a commencé à chuter, en 2008, plusieurs sociétés sucrières brésiliennes sont entrées en faillite. Cependant,

Adapté de: Fábio T. Pitta and Maria Luisa Mendonça. 2019. "Outsourcing Land Deals and the Financialization of Brazil's Farmlands." Extrait de : *New Challenges and Strategies in the Defense of Land and Territory*. L'ARAN Briefing Paper Series No. 4. P. 11-16.

En anglais: <http://bit.ly/ChallengesStrategiesLandTerritories>





cette baisse des cours des produits agricoles ne s'est pas répercutée sur celui des terrains agricoles du pays. Bien au contraire, les prix du foncier au Brésil ont continué d'augmenter et d'attirer de nouveaux « investissements » internationaux. Les impacts sociaux et environnementaux de ce processus sont énormes et continuent de se faire ressentir aujourd'hui encore.



3.1.3

LES COMMUNAUTÉS PAYSANNES DE ZAMBIE FACE AUX PROJETS DE « DÉVELOPPEMENT » DES INVESTISSEURS FINANCIERS

Les communautés paysannes de Zambie luttent pour défendre leurs terres contre l'investisseur financier Agrivision Africa. Cette entreprise domiciliée à l'Île Maurice, un paradis fiscal, est détenue par la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale, le Fonds norvégien pour l'investissement dans les pays en développement, Norfund, et une société d'investissement sud-africaine dénommée Zeder. Agrivision Africa, à travers sa filiale Agrivision Zambia, a racheté au moins sept domaines agricoles dans le pays, soit près de 19 000 hectares de terres. Un afflux massif de capitaux visant à rendre les exploitations plus productives à travers la mécanisation, l'irrigation et la numérisation, entre autres, a également consolidé cette expansion. Dans le district de Mkushi, proclamé « cœur de l'agroindustrie zambienne », Agrivision a étendu ses champs jusqu'aux zones frontalières utilisées depuis de nombreuses années par la communauté locale des Ngambwa pour produire des aliments. Aujourd'hui, cette communauté a perdu la plupart de ses terres agricoles et s'est vue menacée à plusieurs reprises d'être expulsée par les forces de sécurité privées de la compagnie.

Lecture complémentaire:

FIAN Allemagne / Alliance Hands of the Land, Fast track agribusiness expansion, land grabs and the role of European public and private financing in Zambia, 2014.

En anglais: <http://bit.ly/AgribusinessLandGrabZambia>

RAPPEL
-VOUS

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET L'ACCAPAREMENT DES TERRES AU NIVEAU MONDIAL

Le capital financier international, en provenance notamment d'Amérique du Nord et d'Europe, public et privé, a joué un rôle important dans la récente expansion de l'agroindustrie dans de nombreuses régions du monde. En Zambie, les investisseurs financiers européens soutiennent l'établissement et/ou l'expansion de grands conglomérats de l'agroindustrie directement (comme actionnaires de sociétés telles qu'AgriVision) ou indirectement (par le biais de « structures de financement » injectant des fonds dans le secteur de l'agroindustrie). Beaucoup d'entre eux suivent une stratégie d'intégration verticale (comprise comme le contrôle de la chaîne de valeur dans son intégralité, de la production à la consommation), qui passe par une implication directe dans l'agriculture. Le contrôle direct des terres agricoles en est une composante essentielle. La principale motivation des acteurs financiers est le retour sur investissement pour les « investisseurs », et non pour l'exploitation. Ils cherchent à exercer un contrôle de plus en plus direct sur les activités agricoles, en contrôlant par exemple les actions. Ceci est parfois décrit comme « une gestion active des investissements dans les terres agricoles », ce qui signifie que le capital financier investissant dans les terrains agricoles décide directement des activités agricoles et les contrôle.

Le cas de la Zambie est un bon exemple montrant que les fonds consacrés au développement provenant d'Europe

Adapté de: FIAN Allemagne/Alliance Hands of the Land, Fast track agribusiness expansion, land grabs and the role of European public and private financing in Zambia, 2014.

En anglais: <http://bit.ly/AgribusinessLandGrabZambia>





jouent un rôle significatif dans l'expansion accélérée de l'agroindustrie en Zambie. En présentant ostensiblement leurs activités comme soutenant la production d'aliments, les crédits affectés au développement renforcent la ruée vers les terres et la dépossession des ruraux. L'un des investisseurs d'Agrivision Africa est le Fonds africain pour le commerce et l'investissement agricoles (AATIF). L'AATIF est basé au Luxembourg et se présente comme « une structure de financement publique-privée innovante ». Il a été établi par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et son service d'assistance financière (la Banque de développement allemande, KfW), en coopération avec la Deutsche Bank AG. En mars 2019, le Fonds a déboursé 160 millions d'USD, qui ont généré 40 millions d'USD de revenu d'intérêt – au Luxembourg, et non en Afrique.

3.1.4

LA CONCENTRATION FONCIÈRE EN ALLEMAGNE

La société d'investissement KTG Agrar constituait l'un des principaux propriétaires fonciers d'Allemagne. Elle avait acquis la plupart de ses terres après la réunification de l'Allemagne en 1990, bénéficiant des politiques du gouvernement pour privatiser et vendre les terres que détenait l'État en Allemagne de l'Est. En 2016, KTG Agrar fit faillite, dévoilant un réseau de près de 100 filiales. Peu après, les agriculteurs locaux exigèrent que les terrains de la société soient redistribués aux jeunes agriculteurs et aux personnes pratiquant la petite agriculture, et organisèrent une occupation des terres ainsi que des mobilisations. Ils demandèrent aux autorités d'appliquer les mesures préventives contenues dans la loi foncière allemande, en vertu desquelles les autorités locales peuvent rejeter ou restreindre les transactions foncières. Néanmoins, KTG Agrar parvint à vendre rapidement la plupart de ses terres à deux investisseurs, à savoir la

Lecture complémentaire:

Paula Gioia. 2017. Resisting land grabs in Germany.

En anglais: www.ileia.org/2017/04/18/resisting-land-grabbing-germany.

première compagnie d'assurance au monde, Munich Re, et une fondation privée, Gustav Zech Stiftung, domiciliée dans le paradis fiscal du Liechtenstein. L'entreprise avait contourné les réglementations existantes en rachetant les filiales qui détenaient les terres, au lieu de racheter les terres. Cette manœuvre empêchait toute possibilité que les organismes publics locaux régulent ces transactions foncières.

 **3.1.5****LES MÉGA-FUSIONS
DANS L'AGROALIMENTAIRE**

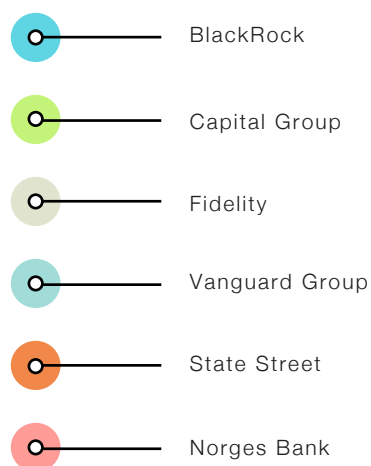
En 2017 et 2018, en l'espace de seulement 12 mois, six entreprises de l'agrochimie et des semences ont scellé les trois plus grosses méga-fusions de l'histoire du secteur des intrants agricoles. Ceci a conduit à une plus grande concentration des entreprises sur le marché des intrants agricoles (semences commerciales, herbicides et pesticides), dont près de 70 % est désormais contrôlé par seulement 4 entreprises : Corteva, ChemChina-Syngenta, Bayer-Monsanto et BASF. Résultat : les entreprises ont vu leur pouvoir de marché augmenter sensiblement, tandis que les paysan-ne-s ont subi des pressions accrues, se voyant enfermés dans un système les convertissant en simples acheteurs d'intrants et leur retirant toute autonomie et toute capacité à développer leurs systèmes agricoles basés sur l'agroécologie.

Ces méga-fusions sont survenues alors que les principales sources de profits ne reposent plus sur les ventes de semences ou de produits de l'agrochimie, mais sur l'information génétique dématérialisée, combinée aux brevets. Dans le cas plus spécifique des semences, la dénommée « dématérialisation » des ressources génétiques va de pair avec le séquençage du génome des organismes vivants, le recueil massif des connaissances détenues par les paysan-ne-s concernant les caractéristiques de ces organismes, ainsi que la numérisation et le stockage de ces informations dans d'immenses bases de données électroniques. Seules de grandes sociétés transnationales sont capables de gérer ces bases de données et la représentation numérisée des séquences génétiques qu'elles contiennent. De surcroît, les brevets portant sur les caractères « natifs » leur permettent de criminaliser les paysan-ne-s et de les forcer à verser des droits de licence pour chaque semence utilisée contenant des séquences protégées.

Pourcentage de parts détenues¹⁹

En 2017 et 2018, en l'espace de seulement 12 mois, six entreprises de l'agrochimie et des semences ont scellé les trois plus grosses méga-fusions de l'histoire du secteur des intrants agricoles.

Dans les six plus grandes entreprises agrochimiques par les grandes sociétés financières avant les méga-fusions



Alors que les dernières méga-fusions en date ont souvent été décrites comme relevant d'un processus d'intégration normal (en vertu duquel les entreprises nouvellement créées combinent les activités agrochimie et semences commerciales, qui sont étroitement liées),

Lecture complémentaire:

Jennifer Clapp. 2017. Bigger is Not Always Better: Drivers and Implications of the Recent Agri-business Megamergers.

En anglais:

<http://bit.ly/BiggerNotAlways-Better>.

le fait que les entreprises en question soient largement détenues par des acteurs de la finance a constitué un facteur important. Les actions détenues par les sociétés financières leur permettent en effet de peser sur les décisions des entreprises, et il y a tout lieu de croire qu'elles ont influé sur la restructuration de ces entreprises par la fusion. Les six grandes entreprises qui prévalaient avant ces fusions avaient obtenu des résultats médiocres à la fin du boom des produits de base causé par la crise financière de 2007-2008, et elles étaient sous pression pour engranger davantage de bénéfiques. Sachant que les fusions représentent une réponse fréquente pour améliorer les rendements des actionnaires, les sociétés financières en ont tiré profit.

3.2 LA FINANCIARISATION DES OCÉANS

Dans le cas de la pêche, des communautés d'artisans-pêcheurs et des travailleurs de la pêche, on constate l'afflux de capitaux mondiaux pénétrant nos territoires sous le label de l'« économie bleue » ou de la « croissance bleue ». Ces expressions au goût du jour englobent une série de politiques et d'initiatives qui visent à attirer les investissements privés dans les ressources des océans. Ce raisonnement s'articule autour de trois axes, qui relèvent d'une grande importance : 1) la nécessité de lutter contre le changement climatique et ses impacts ; 2) la nécessité de fournir des aliments (en l'occurrence des fruits de mer) sains aux populations ; et 3) la nécessité de produire davantage d'énergies renouvelables. Cependant, les mesures encouragées sous ce label redistribuent l'accès et le contrôle des espaces océaniques en faveur de riches acteurs économiques et financiers. Selon le discours de « l'économie bleue », le changement climatique et ses impacts doivent être combattus par des investissements en capital au profit des aires marines protégées et du « tourisme durable ». Dans un même temps, l'aquaculture à grande échelle, à forte intensité de capital et en expansion, est présentée comme apportant des protéines et des fruits de mer sains aux consommateurs. Enfin, l'injection de capitaux dans les parcs éoliens et l'exploitation minière des fonds marins est censée augmenter la production d'énergie renouvelable et générer de nouvelles sources d'extraction minière. Les impacts

sur les communautés de pêcheurs locales, ainsi que les conséquences sociales et écologiques plus larges de ces activités ne sont pas pris en compte. La combinaison des trois domaines mentionnés contribue à une importante reformulation de la politique des océans et à une nouvelle vision de ces derniers, bien éloignée de notre compréhension des terres/mers en tant que terroirs où vivent des communautés – en particulier des communautés de pêcheurs et de travailleurs de la pêche.

L'essentiel de l'« économie bleue » ou de la « croissance bleue » consiste à créer de nouvelles opportunités d'accumulation du capital et des options d'investissement pour tous types d'acteurs, y compris les investisseurs financiers. Les exemples suivants illustrent à quoi cela ressemble dans la pratique.

3.2.1

L'AQUACULTURE INTENSIVE EN TURQUIE

Ces trente dernières années, une transformation majeure s'est opérée dans le secteur turc de la production de produits de la mer, traditionnellement axé sur la pêche de capture, au profit de l'aquaculture. L'aquaculture est devenue l'un des secteurs de la production d'aliments connaissant la croissance la plus rapide, tant et si bien qu'elle représentait, en 2016, près de la moitié de l'offre de poisson destiné à la consommation humaine. Bien que cette transformation ait souvent été encouragée et justifiée par un discours axé sur l'écologie et la durabilité comme moyens pour combattre la surpêche (laquelle s'est exacerbée depuis le développement de la pêche industrielle, à partir des années 50), l'une des principales causes de l'essor de l'aquaculture a été la recherche de nouvelles opportunités d'investissement et l'expansion du capitalisme jusque dans les mers.

En Turquie, la croissance de l'aquaculture a débuté dans les années 90 et le volume de l'aquaculture intensive a plus que quadruplé entre 2000 et 2016 (pour représenter de nos jours 33 % du volume total de la production de produits de la mer). Parallèlement, la pêche de capture a enregistré une tendance à la baisse. Aujourd'hui, la Turquie est le premier producteur de bar et de dorade d'élevage de tous les pays méditerranéens européens, et exporte 75 % de sa production en direction de l'UE. L'augmentation de la production

s'est accompagnée d'une expansion spatiale de l'aquaculture (qui se traduit par un établissement des fermes plus loin du littoral et dans des eaux plus profondes, et par le recours aux cages par des fermes plus grandes et plus nombreuses) et d'une intensification de la production. Ces dernières années ont connu un processus d'intégration entraînant la prise de contrôle d'une poignée d'acteurs sur l'intégralité de la chaîne de valeur, encouragé par des subventions, des changements au niveau de la législation et les cadres institutionnels.

L'essor de l'aquaculture a accentué les pressions exercées sur les communautés d'artisans-pêcheurs et menace à plusieurs titres leurs moyens d'existence. L'aquaculture conduit à l'enclosure des espaces marins, qui se voient alloués aux intérêts privés. La pisciculture a également des effets négatifs sur les écosystèmes marins, du fait qu'elle modifie les caractéristiques physiques et chimiques de l'eau de mer, et provoque une pollution. Par ailleurs, l'aquaculture a entraîné un développement de la pêche de capture ciblant les espèces de petits poissons nécessaires à la production d'aliments pour poissons. Les rares emplois créés sont de mauvaise qualité, et des problèmes portant sur le respect du droit du travail ont été signalés sur plusieurs fermes. Dans l'espoir qu'une plus grande quantité de poissons atteigne la taille marchande plus rapidement, les entreprises aquacoles augmentent aujourd'hui l'utilisation à forte intensité capitalistique des processus de production automatisés (pour le nourrissage, la capture et le conditionnement) et de la biotechnologie.

Lecture complémentaire:

Ertör, Irmak et Ortega-Cerdà, Miquel, The expansion of intensive marine aquaculture in Turkey: The next-to-last commodity frontier? In: Journal of Agrarian Change 2018:1-24.

En anglais:

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/joac.12283>.

3.2.2

LA CONSERVATION DES RESSOURCES MARINES COMME NOUVELLE OPPORTUNITÉ D'INVESTISSEMENT

L'agenda de la croissance bleue a été incorporé sans difficulté aux Objectifs de développement durable (ODD), avec un accent spécifique sur l'ODD 14 (« Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable »). Cet objectif, couplé à l'un des objectifs d'Aichi pour la biodiversité (les objectifs établis par les États pour mettre en œuvre la Convention sur la diversité biologique), qui appelle à la protection de plus de 10 % des eaux territoriales d'ici 2020, a encouragé les

gouvernements à continuer de développer la vision consistant à associer les opportunités d'investissements pour les entreprises et les investisseurs à la conservation des océans. Les aires marines protégées (AMP), notamment les plus grandes, dépassant les 100 000 kilomètres carrés, ont émergé comme une solution clé à ce défi et ont gagné du terrain depuis 2006. Les grandes ONG de défense de l'environnement et les organisations philanthropiques se sont également lancées dans l'aventure : le projet Pristine Seas de National Geographic, le Projet Pew Bertarelli Ocean Legacy de Pew Charitable Trusts et le Programme Seascapes de Conservation International ont joué un rôle central dans l'établissement de 22 grandes aires marines protégées à l'échelle mondiale, en collaboration avec les gouvernements nationaux. Conjointement, des banques privées comme le Crédit Suisse se sont associées au WWF pour plaider en faveur de la conservation en tant qu'opportunité d'investissement attractive. Ces acteurs voient des opportunités lucratives dans les investissements en direction des infrastructures et la gestion durable des services écosystémiques. Ils proposent notamment aux investisseurs de placer leur argent dans des gîtes et des parcours pour favoriser l'écotourisme, dans des panneaux solaires pour produire de l'énergie ou dans la monétisation des services écosystémiques (comme la protection des bassins versants) et des biens dérivés des opérations de foresterie, d'agriculture ou d'aquaculture durables.

Lecture complémentaire:

Transnational Institute (TNI), La formule bleue : Démasquer les dynamiques politiques derrière la promesse de la croissance bleue, document d'information, 2018.

Disponible sur:

www.tni.org/files/publication-downloads/blue_fix_french.pdf

3.2.3

L'EXPLOITATION MINIÈRE DES FONDS MARINS AUX KIRIBATIT

L'intérêt suscité par l'exploitation minière des fonds marins, qui cible notamment les éléments terrestres rares, est allé grandissant ces dernières années. Les Kiribati figurent parmi les pays qui ont intégré l'exploitation minière des fonds marins à leur vision de l'économie bleue. L'ancien président du pays, Aote Tong, est mondialement connu pour avoir hissé au rang des priorités mondiales les conséquences de l'augmentation du niveau des mers pour les États insulaires du Pacifique. En 2014, Tong s'adressait à l'Assemblée générale de l'ONU en ces termes : « L'océan joue un rôle central dans le développement durable de mon pays. Notre vision de l'atteinte du développement durable s'articule autour de l'économie bleue et de la conservation et de l'utilisation durable de nos ressources marines et océaniques ». Sa vision de l'économie bleue a aussi impliqué l'octroi

Lecture complémentaire :

Transnational Institute (TNI), La formule bleue : Démasquer les dynamiques politiques derrière la promesse de la croissance bleue.

Document d'information, 2018.

Disponible sur:

www.tni.org/files/publication-downloads/blue_fix_french.pdf

de concessions en faveur de l'exploitation minière des fonds marins. Cependant, les impacts environnementaux de ces activités sont encore mal compris, malgré les risques importants qu'elles entraînent. En outre, le projet a été promu sans aucune consultation publique. C'est ainsi que certains observateurs parlent d'« accaparement des fonds marins ». La pêche artisanale ne figure pas dans l'agenda de l'économie bleue des Kiribati. Les impacts des activités minières affecteront très probablement les communautés d'artisans-pêcheurs.

**RAPPELÉZ
-VOUS**

LES MOTEURS DE L'EXPLOITATION MINIÈRE DES FONDS MARINS

Selon l'OCDE, l'intérêt accru suscité par l'exploitation minière des fonds marins a été stimulé, sur le plan économique, par « l'augmentation de la demande et la hausse des prix » découlant notamment des « technologies d'énergies vertes » (comme les éoliennes et les batteries photovoltaïques dépendant de ces minerais). Il est également motivé par des motifs politiques, à savoir l'intérêt de l'UE et d'autres pays de se dissocier des pays sources actuels comme la Chine et la République démocratique du Congo (RDC). L'exploitation minière des fonds marins est présentée comme la solution à ces deux problèmes. Comme l'a indiqué le Directeur général de la société minière Nautilus Mining, « [l]es fonds marins contiennent certaines des plus grandes accumulations connues de métaux essentiels à l'économie verte, à des concentrations généralement bien supérieures à celles que l'on trouve sur la terre ; il est donc inévitable que nous finirons par récupérer des ressources





Adapté de : Transnational Institute (TNI), La formule bleue : Démasquer les dynamiques politiques derrière la promesse de la croissance bleue, document d'information, 2018.

www.tni.org/files/publication-downloads/blue_fix_french.pdf

essentielles des fonds marins ». Début 2018, le Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins déclarait que « nous en sommes maintenant à constater que les ressources minérales qu'abritent les grands fonds marins peuvent constituer une source stable et garantie de minerais essentiels [...] ayant le potentiel de fournir, à bas coût et dans le respect de l'environnement, les minerais nécessaires pour impulser l'économie intelligente, et qu'ils pourraient aussi contribuer à l'Économie bleue de plusieurs pays en développement ».

3.2.4

LORSQU'UNE SOCIÉTÉ COTÉE À WALL STREET RACHÈTE DES QUOTAS DE PÊCHE AUX ÉTATS-UNIS

En décembre 2018, la société de capital-investissement new-yorkaise Bregal Partners annonça qu'elle comptait racheter une société d'approvisionnement en espèces de fond exploitant cinq des plus importants bateaux de pêche opérant dans l'État américain du Maine. Mais Bregal Partners ne se contenta pas de racheter une entreprise ou des bateaux, elle racheta aussi des quotas de pêche octroyant à la société les « droits » de propriété privée permettant de capturer d'importantes quantités de poisson. Les quotas de pêche, ou systèmes de partage des prises, ont été introduits dans le but de combattre la surpêche. Cependant, du fait qu'elles répondent à un mécanisme axé sur le marché permettant de vendre et d'échanger des quotas comme s'il s'agissait d'une propriété privée, les politiques de partage des prises ont entraîné une concentration des pêcheries. Ceci signifie qu'un nombre toujours plus restreint d'entreprises – en majorité des entreprises – détient une part grandissante des quotas de pêche.

Dans un même temps, il est controversé si ces politiques aient réellement mis fin à la surpêche. Ces vingt dernières années, les

artisans-pêcheurs, hommes et femmes, se sont organisé-e-s pour lutter contre ces politiques de partage des prises et plaidé en faveur de mesures préventives permettant de protéger les pêcheurs des communautés. Ces groupes ont tiré la sonnette d'alarme sur le fait que ces politiques dépouilleraient les pêcheurs indépendants de tout accès, au profit des investisseurs extérieurs, entraînant d'importantes répercussions sociales, économiques et environnementales. En effet, aujourd'hui, les artisans-pêcheurs sont souvent obligés d'acheter ou de louer des droits de pêche aux sociétés (financières) qui les détiennent. Les organisations d'artisans-pêcheurs ont proposé une série d'alternatives visant à reconquérir les communs des océans comme l'une de nos dernières sources publiques de nourriture. Les responsables de l'élaboration des politiques, cependant, ont largement ignoré les voix des communautés de pêcheurs, ce qui a généré une concentration accrue. En conséquence, aujourd'hui de grandes entreprises et des sociétés financières détiennent de plus en plus de droits de pêche.

Pour plus d'informations :

Center for Investigative Reporting. 2013. Who Owns The Fish? (vidéo).

En anglais:

<http://bit.ly/WhoOwnsTheFish>

3.3 LES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES ET LES COULOIRS ÉCONOMIQUES TRANSNATIONAUX

Le capital financier mondial pénètre également nos terroirs par l'entremise de grands projets d'infrastructures dans le domaine du transport (routier, ferroviaire, aérien et fluvial), de l'énergie, des barrages, des systèmes d'irrigation, l'expansion urbaine, les télécommunications, le tourisme, les industries extractives et l'agriculture. Tous ces secteurs exigent de grands projets d'infrastructures orientés vers le commerce international. Ces projets attirent de lourds investissements publics et privés en capitaux et reconfigurent des régions entières, dans certains cas au-delà des frontières. Cette restructuration de nos territoires, axée sur le capital, bouleverse nos relations socio-écologiques et génère des déplacements et dépossessions, ainsi que des violations massives et systémiques de nos droits.

3.3.1

LES BARRAGES HYDROÉLECTRIQUES AU LAOS

Ces dernières années, les investissements dans les barrages hydroélectriques au Laos ont augmenté avec l'ambition du pays à devenir le courtier en électricité d'Asie du Sud-Est. Ceci a généré la prolifération de projets hydroélectriques à travers le pays, où près de 100 barrages devraient être opérationnels d'ici 2020. Les barrages ont toujours été considérés comme des projets risqués pour les investisseurs et les prêteurs, du fait qu'ils nécessitent une grande quantité de capitaux, sont assortis de longues périodes de développement et comportent des risques élevés. Si les risques inhérents à la construction de barrages constituaient par le passé un obstacle majeur pour attirer des capitaux, ce n'est plus le cas au Laos. Les barrages sont désormais plus populaires parmi les investisseurs et les prêteurs et sont considérés comme des projets risqués mais payants, associés à une grande probabilité de générer des bénéfices et à un profil de risque acceptable. Avec la libéralisation des marchés de l'énergie, des instruments financiers ont été développés et les barrières qui jadis empêchaient le mouvement des capitaux sont tombées.

La viabilité commerciale des projets de barrages les a convertis en un actif important aux yeux des institutions financières. Les instruments financiers utilisés sont souvent caractérisés par leur complexité et incluent des financements mixtes – alliant sources publiques et privées – combinant des subventions à des financements remboursables, les prêts à faible intérêt, les sociétés intermédiaires de financement de groupe, les instruments dérivés, les assurances, ainsi que de nombreux types de fonds d'investissement. Par ailleurs, le gouvernement du Laos ou les banques de développement multilatérales fournissent au secteur privé des garanties et des mécanismes d'atténuation des risques, comme des garanties face aux risques politiques, dans le but d'attirer les investisseurs, tout en protégeant le secteur privé des risques. L'implication du secteur privé dans le secteur de l'énergie hydroélectrique a également été stimulée à travers des accords de financement et contractuels, comme des partenariats public-privé (PPP), du fait que les risques à long terme survenant après la période de concession du barrage sont transférés au secteur public à la fin de cette dernière. Considérés conjointement, ces ré-

formes du secteur de l'énergie hydroélectrique et les instruments financiers ont stimulé l'implication du secteur privé dans l'énergie hydroélectrique, tout en garantissant les bénéfices commerciaux et le partage des risques entre les secteurs. C'est ainsi que la rentabilité des investissements dans le secteur de l'énergie hydroélectrique a été portée à son maximum. Le taux de rendement annuel des investissements dans l'énergie hydroélectrique est estimé entre 7 et 20 pour cent pour les investisseurs, contre 2 à 3 pour cent au-dessus du coût du capital pour les créanciers, pour une période bien plus courte. Au Laos, le barrage de Xayaburi, d'une valeur de 3,8 milliards d'USD et actuellement en cours de construction, démontre cette rentabilité en termes de retour sur capital. La société de construction thaïlandaise CH. Karnchang a investi 30 pour cent du capital du barrage et espère générer des revenus dépassant en moyenne les 4,5 milliards de bahts (environ 140 millions d'USD) par an.

Les importantes conséquences socio-économiques et environnementales des barrages hydroélectriques sont quant à elles bien moins prises en compte. Elles changent foncièrement les relations entre les individus, l'eau et les terres. Les barrages retiennent les sédiments essentiels à l'agriculture pratiquée en aval, modifient de manière irréversible l'hydrologie et l'écosystème d'une rivière, bloquent les migrations de poissons et menacent la biodiversité. Les communautés sont déplacées de leurs terres et perdent tout accès aux ressources naturelles essentielles à leurs moyens d'existence et à leur sécurité alimentaire. Au Laos, le cadre juridique et institutionnel n'est pas équipé pour aborder convenablement ces risques et protéger les personnes affectées.

Lecture complémentaire : Focus on the Global South. 2019. Offloading Risks & Avoiding Liabilities. How Financial Institutions Consider Hydropower Risks in Laos.

En anglais:

<http://bit.ly/HydropowerLaos>.

3.3.2

LE LANCEMENT DE LA PREMIÈRE ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE TRANSNATIONALE D'AFRIQUE DE L'OUEST AU MALI, AU BURKINA FASO ET EN CÔTE D'IVOIRE

En mai 2018, les premiers ministres du Mali, du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire ont formalisé le projet de création d'une Zone Économique Spéciale (ZES) dans le triangle formé par les villes de Sikasso (Mali), Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) et Korhogo (Côte d'Ivoire). Selon les trois gouvernements, le projet fera office d'accélérateur de

l'intégration économique et prévoit la mise en œuvre de projets de développement socioéconomique communs (dans le domaine des infrastructures et des zones industrielles, entre autres).

Cette initiative démontre la priorité accordée par les gouvernements d'Afrique de l'Ouest à la création d'opportunités d'investissement et à l'attraction de capitaux étrangers et nationaux. Cela est fait grâce à une série d'avantages fiscaux et juridiques offerts aux entreprises opérant et investissant dans la région. Étant donné le manque de protection des droits fonciers des communautés - en particulier les systèmes fonciers collectifs et coutumiers - il est probable que l'initiative conduira à la dépossession des populations locales.

3.3.3

LES COULOIRS ÉCONOMIQUES DANS LA RÉGION DU MÉKONG

Depuis 1998, le développement de couloirs économiques a joué un rôle central pour le cadre stratégique du Programme de coopération économique de la sous-région du Grand Mékong. Les couloirs économiques sont des zones ou des poches caractérisées par un important développement d'infrastructures destinées à attirer l'investissement privé dans des secteurs multiples, pour lesquelles les gouvernements hôtes ont mis en place des politiques et des réglementations catalysant la production et la distribution d'énergie, la transformation de produits agricoles, la production manufacturière, le tourisme, la fourniture de services privés, la création de zones économiques spéciales (ZES), de parcs industriels, etc.. Il existe à l'heure actuelle trois couloirs « phares » : Le Couloir économique Est-Ouest, qui s'étend de Danang, au Vietnam, à Mawlamyine, au Myanmar, le Couloir économique Nord-Sud, entre Kunming, en Chine, et Bangkok, en Thaïlande, et le Couloir économique du Sud, entre le Sud du Vietnam et Bangkok. Les investissements dans les infrastructures matérielles, la facilitation du commerce et des transports, le développement des villes frontalières et des couloirs, la promotion des investissements et la création d'entreprises ont été largement axés sur ces trois zones. Ces couloirs économiques seront probablement étendus ou réalignés afin de garantir l'adéquate inclusion du Myanmar, du Laos et des principales routes commerciales transfrontalières entre la Chine et le Myanmar, le Myanmar et la Thaï-

lande et la Chine et le Laos. Il est probable que les routes interrégionales (« couloirs de transport ») seront transformées en couloirs économiques à part entière, à travers le développement de zones économiques spéciales, de zones économiques transfrontalières et de zones de production industrielle, qu'elles absorbent la main-d'œuvre migrante venant du Laos, du Cambodge et du Myanmar, et qu'elles mettent en relation les entreprises locales aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

Quel que soit le secteur ou le discours utilisé pour aborder la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience vis-à-vis du changement climatique, les éléments centraux de la vision du Programme de coopération économique de la sous-région du Grand Mékong sont la marchandisation, la privatisation et le contrôle des marchés par les grandes entreprises. Les couloirs économiques s'accompagnent de couloirs de conservation de la biodiversité, comme c'est le cas au Laos, au Cambodge et au Vietnam ; ces couloirs couvrent deux millions d'hectares de terres forestières et non-forestières et sont présentés comme la composante « verte » d'une approche se réclamant du développement durable. La stratégie agricole passe par la promotion des investissements dans l'agroindustrie, le renforcement de la compétitivité mondiale en termes de sécurité sanitaire des aliments, la modernisation du commerce agricole, le commerce en ligne, les systèmes d'assurance basés sur les conditions météorologiques, les technologies de la biomasse et l'éco-étiquetage pour l'accès au marché, entre autres. L'accent est placé sur l'intégration des personnes de la région pratiquant l'agriculture de subsistance aux chaînes de valeur régionales/mondiales dirigées par des entreprises de l'agroindustrie et sur la réorientation de la production agricole de l'autosuffisance à l'approvisionnement des marchés régionaux et mondiaux. La stratégie du secteur touristique de la sous-région du Grand Mékong vise à développer et à promouvoir la région du Mékong comme une destination touristique unique. La promotion du tourisme est liée au soutien en faveur des couloirs économiques et des projets d'infrastructures tels que la modernisation des aéroports, l'amélioration des routes situées dans les zones d'attraction touristique, le développement des berges des fleuves, l'approvisionnement en eau, l'électricité, les marchés, l'embellissement des paysages, etc.

Lecture complémentaire :

Focus on the Global South. 2016. An Overview of Large-Scale Investments in the Mekong Region.

Disponible en anglais en:

<http://bit.ly/LargeScaleInvestmentsMekong>

3.3.4

L'INITIATIVE CHINOISE « UNE CEINTURE, UNE ROUTE » DÉTRUIT LES MOYENS D'EXISTENCE DES COMMUNAUTÉS PRATIQUANT LA PÊCHE ARTISANALE AU SRI LANKA

L'initiative « Une ceinture, une route » (ou Belt and Road Initiative) constitue le plus grand projet d'infrastructures au monde ; elle illustre l'ambition de la Chine à augmenter ses échanges commerciaux à travers la construction de routes, voies ferrées, pipelines, réseaux de transmission, ports, projets énergétiques, zones économiques spéciales et corridors d'infrastructures. Initialement proposé par le président chinois Xi Jinping en 2013, l'investissement estimé devrait se chiffrer à plus de mille milliards d'USD sur toute la durée de l'initiative. S'il n'existe à ce jour aucune liste officielle des projets concrets, il est estimé que plus de 400 000 milliards d'USD avaient été déboursés, en 2018, au titre des projets développés . Les fonds alimentant l'initiative proviennent de sources différentes, telles que les banques d'État chinoises dites de « développement économique » (comme la Banque chinoise de développement ou la Export-Import Bank of China), les grandes banques commerciales (comme la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), la Banque de construction de Chine, la Banque de Chine ou la Banque d'agriculture de Chine), des entreprises publiques chinoises, un fonds de capital-investissement privé de 40 milliards d'USD du nom de Silk Road Fund, la Banque asiatique d'infrastructure et d'investissement (AIIB), ainsi qu'un fonds de capital-investissement basé à Hong Kong et à Dubaï, dénommé China Ocean Strategic Industry Investment Fund. Le gouvernement chinois a annoncé qu'il étudierait les modèles d'investissement et de co-financement incluant les fonds du secteur privé, les institutions multilatérales et les banques commerciales, dans le but de mobiliser les ressources nécessaires.

Le projet de création d'une cité financière internationale à Colombo (Colombo International Financial City) – précédemment connu sous le nom de Port City – est un projet phare de développement urbain entre la Chine et le Sri Lanka, officiellement lancé en 2014 dans le cadre de l'initiative « Une ceinture, une route ». Fort de son statut d'investissement étranger le plus important jamais réalisé dans l'histoire du Sri Lanka, la cité financière internationale de Colombo devrait se convertir non seulement en une plate-tournante maritime

majeure en Asie du Sud, mais aussi en un centre financier assorti de complexes commerciaux et de tours de bureaux, d'hôtels, etc. Le promoteur du projet est l'entreprise Chinese Harbour Engineering Company (CHEC) Port City Colombo (PVT) LTD., filiale de l'entreprise publique chinoise China Communication Construction Company (CCCC), spécialement établie à cette fin.

Le projet aura des conséquences directes sur la vie de 30 000 personnes, notamment au sein des communautés de personnes pratiquant la pêche artisanale. Ces dernières sont particulièrement affectées par l'extraction de sable, qui détruit l'écosystème marin et les moyens d'existence. L'épuisement des stocks et la réduction de la disponibilité du poisson ont conduit à la malnutrition et forcé les artisans-pêcheurs à se tourner vers d'autres activités. En 2016, une grève de la faim a permis à certains accords de voir le jour entre les communautés d'artisans-pêcheurs et CHEC, afin d'atténuer les répercussions sur les communautés côtières. Pour autant, ces accords n'ont pas été respectés. Le projet empiète aussi sur la souveraineté de l'État sri-lankais en raison des sommes massives investies par la Chine dans le cadre de sa stratégie géopolitique.

Lecture complémentaire :

Safi, Michael. 2018. Sri Lanka's "new Dubai": will Chinese-built city suck the life out of Colombo? The Guardian, August 2, 2018.

En anglais:

<https://www.theguardian.com/cities/2018/aug/02/sri-lanka-new-dubai-chinese-city-colombo>

3.4 LE LOGEMENT ET LES VILLES

La spéculation, les catastrophes survenues dans le secteur du logement et les luttes sociales y étant associées ont toujours fait partie intégrante de l'urbanisation capitaliste. Dans ce processus, le capital financier est à la fois un moteur, un résultat et un champ de bataille. Aujourd'hui, une majorité croissante de la population mondiale vit dans des zones urbanisées. La vie dans les villes, y compris les multiples relations avec les zones rurales, est de plus en plus assujettie aux intérêts du capital financier. Les mouvements de capitaux entre les grandes villes du monde n'ont jamais été aussi libres et aussi importants, le montant des capitaux investis dans les villes n'a jamais été aussi élevé et l'extraction des richesses des zones et des populations urbaines n'a jamais été aussi intense et étendue qu'aujourd'hui.

Le logement est l'une des cibles privilégiées de la financiarisation. La valeur du marché immobilier résidentiel mondial, estimée à près de 162 000 milliards d'US ²¹, attire tous types d'acteurs

financiers à la recherche de profits. Il n'est pas fortuit que la spéculation sur les marchés du logement et de l'immobilier (qui porte notamment sur les prêts hypothécaires à risque) figure parmi les principales causes ayant déclenché la crise financière mondiale de 2007-2008.

Le logement, tout comme l'alimentation, est un besoin et un droit fondamental de l'être humain. S'il vient à lui manquer, une personne est prête à donner tout ce qu'elle peut pour avoir où vivre. Les propriétaires et les capitalistes peuvent ainsi exploiter cette demande fondamentale et extraire des loyers ou des intérêts bien supérieurs aux coûts de construction et d'entretien. Ces revenus, et la sécurité des biens loués ou hypothéqués, servent de base à des opérations financières de plus grande envergure.

La suraccumulation, les politiques de dérèglementation et la libre circulation des capitaux ont créé des conditions ayant permis au capital financier de transformer la valeur des maisons et des logements établis localement en actifs financiers échangés au niveau international. Les entreprises et les plates-formes immobilières financiarisées, qui détiennent souvent des dizaines de milliers de logements, émettent des actions et des obligations, vendent fréquemment des parties de leurs portefeuilles et pratiquent la titrisation d'hypothèques par le biais de nouveaux instruments financiers. Les villes et les logements de millions de personnes se sont ainsi transformés en terrain de jeux des opérations spéculatives de ces entreprises, qui sont devenues complètement détachées des conditions de logement locales réelles.

Le secteur du logement financiarisé fait grimper les prix des loyers et de l'immobilier à des niveaux inabordables pour une part croissante de la population. Les bulles immobilières qui se sont créées dans de nombreuses villes à travers le monde représentent une menace majeure pour la stabilité économique.

3.4.1

LES FONDS VAUTOURS EN CATALOGNE

Ces dernières années, les marchés immobiliers de l'État espagnol ont connu une transformation majeure. La crise financière de 2007-2008 était étroitement liée à une crise des hypothèques,

ce qui a entraîné la saisie du logement et l'expulsion de centaines de milliers de personnes, ainsi qu'une bulle immobilière ayant vu les établissements bancaires – de connivence avec les gouvernements – absorber une grande partie des maisons et des appartements que les gens ne pouvaient plus se permettre de payer. Le nouveau scénario se caractérise aujourd'hui par le prix croissant des logements locatifs et la spéculation sur ces derniers. La transition d'un « produit », comme l'hypothèque, à un autre, comme le logement locatif, s'explique par des motifs d'ordre politique.

La marchandisation du logement découlant de la dérèglementation du marché de l'immobilier espagnol est devenue très lucrative pour les banques, qui ont créé différents instruments pour pouvoir spéculer. Lorsque la bulle immobilière a éclaté, provoquant la crise de 2008, ces mêmes banques ont été secourues à hauteur de 60 milliards € d'argent public. Dans un même temps, on préparait déjà le terrain en vue du prochain négoce à venir : la spéculation sur le logement locatif. C'est ainsi que la loi sur les baux fut réformée, réduisant la durée de ces derniers de cinq ans à trois et accélérant les procédures d'éviction en cas de non-paiement des loyers. Parallèlement, une loi fut introduite exonérant les fonds de placement immobilier (FPI) ²² du paiement de l'impôt même lorsqu'ils engrangent d'importants bénéfices. La même loi établit également le « Golden Visa », qui octroie à toutes les entités étrangères réalisant un investissement immobilier supérieur à 500 000 € tous les avantages dont bénéficient les entreprises espagnoles, quel que soit le type d'« investissement » effectué. À ce jour, 24 095 visas de ce type ont été octroyés.

En moins de trois ans, toutes ces évolutions de la réglementation ont conduit à une augmentation des revenus locatifs, ce qui a entraîné une financiarisation du marché locatif dans de nombreux centres urbains. Les prix du logement dans l'État espagnol ont connu une hausse de 30 % ces dernières années, alors que les salaires réels ont stagné, voire diminué. Cette fois-ci, les principaux acteurs et bénéficiaires de la spéculation immobilière ne sont pas les établissements bancaires – bien qu'ils participent à travers la création de filiales immobilières et de leurs propres FPI – mais les sociétés d'investissement internationales. Couramment désignées sous le nom de « fonds vautours », ces entreprises acquièrent généralement des hypothèques-poubelles et des actifs toxiques afin de les convertir, en l'espace de quelques années, en résidences de luxe ou touristiques. Elles ont dévelop-

Lecture complémentaire:

Observatori DESC, Naciones Unidas acusa a Blackstone de contribuir a la crisis mundial de la vivienda, 2019.

En espagnol: <https://observatoridesc.org/ca/naciones-unidas-acusa-blackstone-contribuir-crisis-mundial-vivienda>

pé un modèle commercial en vertu duquel elles identifient les immeubles résidentiels appartenant à un propriétaire, les achètent, en expulsent les occupants, les rénovent puis les revendent ou en font des locations de luxe.

C'est ainsi que la société d'investissement basée aux États-Unis Blackstone est devenue le premier propriétaire de l'État espagnol. Elle engrange ses bénéfices sur le dos de milliers de familles et de personnes dont le droit au logement a été violé, comme l'a reconnu le Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement convenable²³.

3.4.2

LA FINANCIARISATION DU LOGEMENT DE MASSE EN ALLEMAGNE

Depuis le début du XXe siècle, de nombreux pays industrialisés comme l'Allemagne ont mis en place des réglementations pour assurer une protection contre les risques et construire de nouveaux logements nécessaires à la main-d'œuvre. Avec l'essor du néolibéralisme, nombre de ces réglementations furent abolies, ouvrant la voie à la financiarisation à grande échelle du secteur du logement depuis les années 80. En Allemagne, une mesure-clé fut l'abolition de la réglementation relative aux logements à but non-lucratif, en 1990. Après de nouvelles réformes politiques néolibérales, les reventes massives de logements locatifs à des fonds de capital-investissement immobilier atteignirent leur niveau maximum entre 2004 et 2007. En 2008, plus d'un million d'anciens logements locatifs « sociaux » avaient été vendus à des fonds de capital-investissement. Ces fonds refinancèrent leurs rachats à travers la titrisation, en utilisant des obligations garanties par hypothèque, ce qui vint directement endetter le parc de logements vieillissant.

La crise financière mondiale qui débuta en 2007 interrompit le processus de transactions. Elle contraignit aussi les gestionnaires de fonds à réduire les coûts de maintenance. Certaines des principales plates-formes de logement contrôlées par le capital-investissement immobilier initièrent un processus d'« industrialisation » de l'immobilier, basée sur les technologies de l'information, l'uniformisation des travaux d'entretien et la centralisation des installations (voir l'Encadré n° 18). Lorsque l'économie allemande se releva (partiellement)

de la crise, en 2011, les fonds cessèrent leurs investissements temporaires et réalisèrent des profits principalement à travers des offres publiques sur les marchés boursiers allemands.

Dès lors, l'argent « bon marché » mis à disposition des entreprises et des fonds comme résultat des politiques monétaires de l'après-crise (voir la section 4.3.1) permit aux propriétaires financiarisés tels que Vonovia et Deutsche Wohnen d'investir dans la rénovation et la densification du parc de logements, ce qui augmente les valeurs de marché et les loyers. L'internalisation (insourcing) de services et de personnel externes permet un meilleur contrôle sur l'intégralité de la chaîne de valeur, ce qui étend les conditions et les avantages d'une gestion industrialisée des logements. Les acteurs de la financiarisation du logement cherchent essentiellement à augmenter la rentabilité du capital investi, mais aussi l'efficacité de la gestion de leurs parcs colossaux – certaines compagnies immobilières détiennent des milliers de logements, composés d'appartements et de maisons. Les valeurs des actions de ces entreprises échangées sur les marchés boursiers, tout comme les loyers, ont connu une forte hausse. C'est ainsi que de nombreuses villes allemandes sont aujourd'hui confrontées à une crise, illustrée par des loyers devenus inabordables pour une part croissante de la population.

3.4.3

LES « VILLES INTELLIGENTES » EN INDE

Dans de nombreux pays à travers le monde, les gouvernements et d'autres acteurs promeuvent la création de dénommées « villes intelligentes ». Ce concept renvoie à des politiques de développement urbain censées rendre les villes plus durables et améliorer leurs infrastructures et leurs services. Les technologies numériques sont pour cela essentielles. Les États, les institutions financières internationales (IFI) et les entreprises poussent en faveur de cette transformation urbaine, qui exige des investissements colossaux devant être mobilisés par l'État et les acteurs privés. Les partenariats public-privé (PPP) sont présentés comme le meilleur modèle pour mettre en œuvre ces projets de développement à grand échelle. Les coûts élevés engagés s'accompagnent de nouvelles opportunités de bénéfices pour les entreprises et tous les types d'« investisseurs ». Des villes comme Barcelone, Amsterdam, New York, San Francisco,

Londres et Singapour ont été converties en villes « intelligentes » ces dernières années.

En 2015, le premier ministre indien Narendra Modi a lancé la Mission sur les villes intelligentes. La première phase de ce projet de développement urbain prévoit de « redévelopper » 100 villes du pays afin de les rendre « intelligentes » à l'horizon 2020. Selon le ministère du Développement urbain, le coût approximatif s'élève à 105 000 milliards d'USD. Près de 13 000 milliards seront apportés par les gouvernements central et des différents états, le reste devant être mobilisé auprès d'IFI, d'agences bilatérales de coopération au développement, d'entreprises privées et de sociétés financières. La Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque asiatique d'infrastructure et d'investissement (AIIB) ont toutes manifesté leur intérêt à financer la mission indienne. Il en va de même pour les agences bilatérales de France, d'Allemagne, des États-Unis, du R.U., du Japon et de Singapour. Par ailleurs, plusieurs transnationales sont engagées dans la promotion des villes intelligentes dans le monde et en Inde. Parmi elles, IBM, Microsoft, Oracle, CISCO, General Electric, Siemens, Huawei, Erikson, Hitachi et Toshiba. Ces entreprises sont membres des instances du secteur, comme le Smart City Council (Conseil des villes intelligentes) ou le Congrès mondial Smart City Expo, qui promeuvent ce concept comme un moyen de faire naître de nouvelles opportunités commerciales.

Malgré les campagnes de relations publiques construites autour de l'amélioration de la vie des citoyens, ces derniers ne bénéficient pas nécessairement des sommes exorbitantes déversées dans les « villes intelligentes ». Les résident-e-s ont en effet rarement leur mot à dire dans leur développement et se retrouvent généralement en position de simples récepteurs de directives imposées d'en haut, qui menacent la démocratie participative et toute une panoplie de droits humains, comme le droit à la terre, à un logement convenable, à la participation ainsi que le droit à la ville. L'objectif principal de ces entreprises est de s'immiscer davantage dans la gouvernance des villes et de financiariser le foncier et les services essentiels. Ceci accroît le phénomène de gentrification ainsi que les évictions dictées par le marché, puisque les prix des loyers et des logements augmentent, provoquant l'expulsion des résidents aux revenus les plus bas, qui ne peuvent plus se permettre de vivre dans ces villes « intelligentes ». Le recours massif aux technologies numériques conduit à une augmentation de la surveillance et multiplie les atteintes à la vie privée. La surveillance croissante des habitants des villes à travers

Lecture complémentaire:

Housing and Land Rights Network. 2018. India's Smart Cities Mission: Smart for Whom? Cities for Whom?

En anglais:

https://www.hlrn.org.in/documents/Smart_Cities_Report_2018.pdf

Centre for Financial Accountability. 2019. Smart Cities Mission in India. Footprints of International Financial Institutions.

En anglais:

www.cenfa.org/wp-content/uploads/2019/07/Smart-Cities-booklet-Final.pdf

les caméras de télévision en circuit fermé, les téléphones intelligents, les systèmes d'éclairage à détecteur de mouvement, la surveillance en ligne et les centres de commandement et de contrôle établis par l'État constitue non seulement une violation du droit des personnes à la vie privée, à l'information et au consentement, mais suppose aussi un risque de discrimination accrue à travers le profilage et le ciblage des communautés en fonction de leur race, de leur origine ethnique, de leur religion et de leur caste.

Par ailleurs, le modèle des « villes intelligentes » repose sur le postulat normatif mondial erroné selon lequel « l'urbanisation est inévitable ». En tant que tel, il n'aborde pas les causes structurelles de l'urbanisation croissante, parmi lesquelles la migration de détresse, les crises agraires et alimentaires mondiales et nationales, et le manque d'investissement public dans le développement rural.

3.4.4

URBANISATION, SPÉCULATION ET ACCAPAREMENT DES TERRES AU MALI

Ces dix dernières années, le Mali a été la cible de l'accaparement mondial du foncier. Les organisations paysannes et les OSC ont documenté plusieurs cas de projets agricoles à grande échelle menés dans des zones rurales, dont certains ont pu être stoppés grâce à la résistance des communautés. Mais l'accaparement des terres affecte aussi les zones urbaines et péri-urbaines, notamment à Bamako, la capitale du pays. Comme de nombreuses autres villes africaines, Bamako a connu une croissance exponentielle ; en seulement 30 ans, sa population a été multipliée par cinq, pour atteindre plus de 2,5 millions d'habitants en 2020 ²⁴. Ceci, combiné aux perspectives de poursuite de la croissance, a attiré tous types de développeurs urbains et de spéculateurs.

Encouragé et soutenu financièrement par des institutions financières internationales comme la Banque mondiale ²⁵, le gouvernement malien a mis en place des politiques visant à attirer les investissements privés (nationaux et étrangers). Parmi les mesures prises, il a créé l'Agence pour la promotion des investissements (API), une sorte de guichet unique destiné aux investisseurs privés. De surcroît, le Mali a

connu une prolifération des agences immobilières (SEMA, ACI, SIF-MA, etc.), généralement créées par les élites et des négociants fortunés à la recherche de profits dans les projets d'urbanisation. Ceci a conduit à la marchandisation du foncier et à la dépossession des communautés. Selon les OSC maliennes, les accaparements ont concerné près de 30 000 hectares de foncier situé dans les zones péri-urbaines de Bamako. Les terres visées par les entrepreneurs et les spéculateurs sont régies et gérées par les règles de gestion foncière collective et coutumière propres aux communautés. Bien que les droits fonciers coutumiers soient en principe reconnus par le Code domanial et foncier malien, les communautés ne sont pas efficacement protégées contre la vague actuelle de spéculation et de projets d'« investissement ».

3.5 L'EAU

Dans le contexte de l'eau, la dépossession et les violations des droits des communautés prennent différentes formes, à commencer par l'extraction et/ou le détournement de l'eau pour des activités industrielles, minières ou agricoles ; la pollution causée par ces activités ou d'autres activités ; les projets d'infrastructures, y compris hydroélectriques, entraînant le détournement de fleuves ; la privatisation de l'infrastructure et des services liés à l'eau, etc. L'eau est un bien public et un droit humain universel. Cependant, ces vingt dernières années, les transnationales et la Banque mondiale se sont évertuées, de manière systématique et coordonnée, à considérer l'eau avant tout comme un bien économique, tant dans le domaine de l'approvisionnement et de l'assainissement que de la gestion de la ressource dans le secteur agricole. Cette offensive en faveur de la privatisation a été menée au nom de l'amélioration de l'efficacité économique de l'utilisation de l'eau et au motif que le secteur privé prendrait en charge les investissements nécessaires dans l'infrastructure. Pourtant, en réalité, les conséquences pour les communautés et les personnes ont été une augmentation des prix, des services déficients, voire le refus de l'accès à l'eau pour les activités de production agricole de base et d'autres besoins locaux, entre autres. En outre, des initiatives pilotées par le secteur privé, comme le 2030 Water Resources Group (qui a été créé par le Forum économique mondial et qui compte parmi ses membres Nestlé et

de nombreuses autres transnationales du secteur des produits alimentaires et des boissons) continuent de souligner l'avantage comparatif de détourner l'eau pour des activités plus productives du point de vue économique – c'est-à-dire de la détourner des activités de subsistance, dont la petite agriculture. Le 2030 Water Resources Group promeut activement la modification des politiques à l'avantage des nouveaux centres urbains et de l'industrie, et pour assurer la non-interruption des opérations de la chaîne d'approvisionnement.

Les partenariats public-privés (PPP) développés dans le contexte des services hydriques ont atteint leur apogée dans les années 2000, après quoi leur nombre a diminué, la durée des contrats conclus avec les compagnies d'eau privées a été raccourcie et certains gouvernements (locaux) ont mis en place des réglementations axées sur le traitement des problèmes ayant émergé de la privatisation²⁶. Dans certains cas et comme conséquence des protestations publiques et des plaintes déposées, les municipalités ont résilié leurs contrats avec le privé et remunicipalisé les services de l'eau (voir la section 5.1). Parallèlement, la crise de l'eau – tant en termes de pollution que de pénurie – s'aggravait et ses impacts étaient exacerbés par la crise climatique. Les grandes compagnies d'eau étaient non seulement considérées comme jouant un rôle majeur dans ces catastrophes, mais elles voyaient également leurs marges bénéficiaires réduites comme une peau de chagrin. Comme réponse à la crise, l'eau fit l'objet d'une financiarisation croissante. Diverses propositions et initiatives furent lancées, notamment par le G20, la Banque mondiale, l'OCDE, plusieurs banques de développement multilatérales et certains gouvernements nationaux, afin d'attirer les capitaux privés. Aujourd'hui, les investisseurs financiers exercent un contrôle grandissant sur les compagnies d'eau : BlackRock détient par exemple 4,99 % des actions de Veolia, le premier fournisseur mondial de services hydriques²⁷.

La financiarisation des compagnies d'eau est en train de modifier leur mode de fonctionnement, car elles se concentrent maintenant de plus en plus sur le versement de dividendes, au lieu d'investir dans l'entretien de l'infrastructure, et opèrent à travers des structures de plus en plus complexes pour payer moins d'impôt (voir le chapitre 4). Par ailleurs, de nouveaux instruments financiers, tels que les contrats à terme sur l'eau, sont en train de voir le jour pour transformer l'eau en un actif négociable sur les marchés financiers mondiaux (voir l'Encadré n° 8).

3.5.1

L'EAU ET L'EXPLOITATION MINIÈRE DU CHARBON EN COLOMBIE

La mine El Cerrejón est l'une des plus grandes mines de charbon à ciel ouvert au monde. Située dans la région de La Guajira, dans le nord-est de la Colombie, la mine s'étend sur 69 000 hectares et produit plus de 30 millions de tonnes de charbon par an. Plusieurs formes de violations et d'atteintes aux droits humains y ont été documentées, y compris le déplacement des communautés locales, pour la plupart autochtones et afro-colombiennes. Un problème majeur rencontré par les personnes affectées est l'extraction et la pollution de l'eau. En vertu du permis environnemental qu'elle détient, la mine est autorisée à prélever 25 litres d'eau par seconde du fleuve Ranchería et à utiliser 17 000 mètres cubes d'eau par jour, et ce, en dépit du déficit hydrique dont souffre la région. À cela s'ajoute la contamination de l'eau provoquée par la mine, qui a supposé un déclin des activités dans la pêche et l'agriculture, ainsi que des difficultés pour les personnes pratiquant l'élevage, entraînant une perte des moyens d'existence, une migration de détresse et la malnutrition. L'activité extractive a également généré de nombreux écoulements de pluie dans les puits miniers. Outre la contamination des eaux de surface, il convient aussi de mentionner la pollution des eaux souterraines ainsi que les altérations subies par les cycles hydrologiques.

La situation de la région de La Guajira illustre les graves conséquences de l'extraction minière sur l'eau, qui a été systématiquement considérée comme une simple ressource au service des activités d'extraction, au fi de son importance environnementale et sociale et de sa relation avec les valeurs ancestrales et les cosmovisions des communautés et des peuples, rendue totalement invisible. La mine de El Cerrejón appartient aux géants du charbon Glencore, BHP et AngloAmerican, des sociétés transnationales qui comptent parmi leurs actionnaires certaines des plus grandes sociétés financières. BlackRock, première firme financière au monde (voir l'Encadré n° X), détient par exemple environ 5 % des actions de ces trois compagnies réunies ²⁸.

Lecture complémentaire:

Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe. 2016. Estado del agua en América Latina y el Caribe.

En espagnol:

<http://atalc.org/wp-content/uploads/2017/03/Informe-del-agua-LQ.pdf>

3.5.2

DE LA PRIVATISATION À LA FINANCIARISATION DU SYSTÈME DE GESTION DE L'EAU EN ANGLETERRE

Comme dans d'autres pays, la privatisation du système d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées a commencé en Angleterre dans les années 80. Dans les années 90, des sociétés étrangères, notamment des entreprises d'infrastructures d'Europe et des États-Unis, acquièrent une part importante des actions des compagnies d'eau anglaises, entraînant une concentration de la propriété des compagnies d'eau. Lorsque les perspectives qu'entrevoyaient les nouveaux propriétaires commencèrent à se détériorer en raison de certaines mesures réglementaires introduites par le gouvernement de gauche, ils vendirent leurs actions, principalement à des investisseurs financiers. C'est ainsi que, depuis les années 2000, les neuf compagnies d'eau anglaises sont en grande partie contrôlées par des sociétés financières. Seules trois des entreprises initialement privatisées par le biais de la bourse demeurent cotées à la Bourse de Londres. Les autres sont détenues par des entités à objet particulier créées par des investisseurs financiers. Trois d'entre elles sont enregistrées dans un centre financier offshore (voir la section 4.2).

La financiarisation des compagnies d'eau anglaises a radicalement modifié leurs modèles commerciaux et leurs modes de fonctionnement. Au lieu d'être en partie investis dans l'entretien à long terme de l'infrastructure – selon le principe du « retain and invest » (conserver et investir), considéré comme particulièrement important dans la gestion des infrastructures –, les bénéfices sont presque entièrement redistribués aux actionnaires sous la forme de dividendes. C'est ainsi qu'entre 2007 et 2016, plus de 96 % des 18,9 milliards de livres sterling (soit près de 24 milliards d'USD) de bénéfices générés par les neuf compagnies en question furent redistribués aux actionnaires. Du fait que les bénéfices sont versés en dividendes, la contraction de nouveaux prêts auprès d'institutions financières privées reste la seule option pour financer les investissements en infrastructures. Par conséquent, les coûts financiers (encourus pour rembourser les prêts et les taux d'intérêt) augmentent. Des structures de société complexes furent établies afin de pouvoir relever le niveau d'emprunt et de bénéficier d'avantages fiscaux. Malgré les bénéfices élevés qu'ils engrangent, l'ensemble des fournisseurs d'eau anglais paient très peu d'impôt sur les sociétés.

Lecture complémentaire:

Getzner, M. et al. 2018. Comparison of European Water Supply and Sanitation Systems.

Ezzn anglais:

<http://bit.ly/WaterSupplySystems>

Les bénéfices dégagés par les investisseurs financiers sont payés par le consommateur, contraint de payer un prix élevé contre un service de piètre qualité et malgré une infrastructure décadente. Selon les estimations de l'Autorité anglaise de régulation des services de l'eau (OFWAT), les coûts en capital élevés que paient les compagnies d'eau financiarisées – notamment les versements de dividendes aux actionnaires et les paiements d'intérêts au titre des capitaux empruntés – représentent environ 27 % du prix final payé par le consommateur.

LES MARCHÉS À TERME DE L'EAU

**RAPPELZ
-VOUS**

Le traitement des eaux usées constitue une branche importante des services d'eau. Face au prix élevé du traitement des eaux polluées avant leur élimination ou de leur réutilisation, de nombreux états et/ou collectivités locales rencontrent des difficultés pour entretenir l'infrastructure en eau. Outre la privatisation de ces services et leur externalisation à des entreprises privées, d'aucuns suggèrent de mettre en place des mécanismes fondés sur le marché. Les marchés à terme de l'eau sont censés permettre de relier les acteurs générant des eaux usées à ceux qui la traitent, et les intermédiaires qui vendent l'eau traitée à ceux qui en ont besoin, comme les industries, les entreprises de l'agroindustrie ou les gouvernements. Les eaux usées et les eaux traitées (issues d'eaux usées) sont de ce fait transformées en marchandises, afin de développer de nouveaux produits financiers pouvant être négociés sur les marchés financiers²⁹.

3.6 L'ÉCONOMIE VERTE OU COMMENT ATTRIBUER UN PRIX À LA NATURE

Une autre manière d'intégrer nos territoires aux marchés de capitaux mondiaux est de redéfinir la nature comme une source de services écosystémiques standardisés, comparables et quantifiables (approvisionnement en nourriture et en eau, régulation du climat, soutien au cycle nutritionnel et à la production d'oxygène, bénéfices récréatifs, etc.). L'idée sous-jacente est de donner une valeur économique/monétaire à la nature, en partant du principe que la principale raison pour laquelle les forêts, les prairies et les autres zones naturelles sont détruites serait que leur valeur économique est invisible. Les partisans de cette approche prétendent que l'assignation d'une valeur économique à la nature empêcherait la destruction de l'environnement, en rendant visible le coût économique de la déforestation, de la pollution, etc. Cette transformation des biens naturels et des fonctions écosystémiques en capital-investissement figure au cœur de la dénommée « économie verte », qui promet que la croissance économique, la production et la consommation peuvent être assurées en tenant compte des limites écologiques de la planète. L'Économie verte est étroitement liée à la « bioéconomie », impulsée par l'industrie, qui vise à remplacer les matières premières fossiles par des ressources biologiques (en particulier les agrocarburants et la biomasse issue de plantations d'arbres).

Cette approche a rendu possible l'émergence de nouveaux marchés et de nouveaux types d'actifs, c'est-à-dire de nouvelles « opportunités d'investissement » pour les compagnies et les courtiers. Cela se fait par la création d'une réglementation habilitante par les gouvernements. Deux grands marchés ont ainsi été créés : 1) les marchés de compensation et 2) les marchés des écosystèmes. Les « marchés de compensation » permettent aux entreprises de détruire ou de polluer la nature à un endroit donné tant qu'elles paient ailleurs la compensation de ces dommages ailleurs en protégeant ou en restaurant un service écosystémique d'une valeur correspondante. Les marchés du carbone et les compensations en sont l'exemple le plus connu, mais plus récemment, des marchés de compensation de la biodiversité ont vu le jour. Les programmes/régimes de paiement pour les services environnementaux (PSE, également connu sous le nom

de Paiement pour les services écosystémiques) soutiennent les objectifs de conservation de la nature. Un exemple typique est celui des paiements aux propriétaires fonciers pour maintenir les forêts ou les prairies dans les bassins versants importants. Le programme le plus important est REDD+ (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts).

Par le biais de l'économie verte, le capitalisme contemporain a ainsi saisi l'opportunité de tirer profit des réponses au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la dégradation des écosystèmes. Comme l'on peut s'y attendre, le commerce des « compensations », des « crédits » ou des services écosystémiques est vite devenu une cible pour la spéculation par le capital financier.

3.6.1

LA COMPENSATION DES ÉMISSIONS DE CARBONE À MADAGASCAR

Air France finance le Programme holistique de conservation des forêts à Madagascar (HCPF), un projet qui vise à lutter contre la déforestation à Madagascar. La société prétend ainsi contribuer à la lutte contre le changement climatique. En théorie, ce projet devrait contribuer à préserver la biodiversité, stocker le carbone et garantir un « développement humain durable ». Cependant, les villageois-es vivant à proximité des zones du projet constatent que ce dernier restreint leur accès aux terres. Le HCPF est développé par les organisations de conservation GoodPlanet et WWF Madagascar comme un « programme de solidarité environnementale ». En 2010, Air France déclara sans équivoque que le projet n'était pas un programme de « compensation du carbone ». En revanche, deux ans et demi après, la société admettait que le HCPF générerait en effet des crédits carbone. Elle insistait cependant sur le fait que tous les bénéfices générés par ces crédits carbone iraient aux communautés locales. Un rapport et une vidéo produits par Amis de la Terre France ont démontré le contraire. Selon une recherche réalisée par des OSC, le HCPF retire le contrôle des zones forestières des mains de la population locale, en risquant de déplacer des personnes voyant leurs moyens d'existence compromis. Les personnes dont la

Lecture complémentaire:

Jutta Kill. 2014. Economic Valuation of nature. The Price to Pay for conservation? A Critical Exploration. Publié par la Fondation Rosa Luxemburg.

En anglais:

<http://bit.ly/EconomicValuationOfNature>

survie dépend de l'accès à ces forêts, et dont le mode de vie n'a presque pas contribué à la crise climatique, quant à elles, sont forcées de modifier leur mode de vie pour permettre à une petite minorité de voyageurs réguliers de continuer à polluer la planète.

3.6.2

LE « FINANCEMENT INNOVANT » EN FAVEUR DES PLANTATIONS DURABLES D'HÉVÉA EN INDONÉSIE

L'Indonésie occupe la troisième place mondiale en termes de superficie de forêt tropicale et constitue à ce titre l'une des principales cibles des projets REDD+, avec 35 activités développées en 2014. Plus récemment, de nouveaux « modèles de financement innovant » ont été développés, avec l'objectif déclaré de combiner protection de l'environnement et opportunités commerciales.

En février 2018, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a annoncé qu'une nouvelle facilité financière venait de réaliser sa première transaction, d'une valeur de 95 millions d'USD, dans le but de financer une plantation d'hévéa de 88 000 hectares en Indonésie. La concession de la plantation est détenue par PT Royal Lestari Utama (RLU), une co-entreprise entre la transnationale française Michelin et l'indonésienne Barito Pacific Group. Selon le PNUE, l'argent servira à soutenir « la production intelligente face au climat, respectueuse de la vie sauvage et socialement inclusive de caoutchouc naturel dans les provinces de Jambi, Sumatra et Kalimantan oriental ³⁰. L'« investissement » est censé mettre fin à la déforestation et créer 16 000 emplois rémunérés par un salaire décent dans des régions formant une zone tampon protégeant l'un des derniers lieux en Indonésie où co-existent éléphants, tigres et orangs-outans.

Ce cas met en lumière la manière dont une série de différents acteurs – privés et publics – ont trouvé le moyen de créer de nouvelles opportunités d'investissement au nom de la protection de l'environnement et de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Cette émission d'obligations durables pour un montant de 95 millions d'USD a été réalisée par l'Instrument de financement des paysages tropicaux (TLFF), une entité fondée par le PNUE, le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF),

le gestionnaire de placements hongkongais ADM Capital et la transnationale bancaire BNP Paribas. Le Fonds mondial pour la nature (WWF), associé au TLFF, apporte ses conseils en matière de conservation des forêts et veille au respect des normes environnementales et sociales. Le TLFF accorde des prêts, qui sont ensuite titrisés et revendus à des investisseurs financiers. Afin de les rendre attrayants aux yeux des investisseurs, l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID) a émis une garantie adossée au financement à travers le TLFF. Grâce à ce soutien, une partie des obligations peut être vendue à des investisseurs estampillées du triple A octroyé par l'agence de notation Moody's. Suite au prêt initial consenti en faveur de RLU, 23,75 millions d'USD ont par ailleurs été investis en mars 2019 par &Green Fund, un fonds de financement mixte auquel contribuent le gouvernement norvégien, Unilever, le géant britannico-néerlandais des biens de consommation et le Fonds pour l'environnement mondial (GEF)³².

3.6.3

BRÉSIL : LORSQUE LA RESTAURATION DES FORÊTS DEVIENT UN NÉGOCE

En 2012, le Brésil a révisé son Code forestier. En vertu de ce code, les propriétaires de terres doivent maintenir intactes un pourcentage donné des forêts présentes sur leurs terres. En vertu de l'ancien code, tout propriétaire terrien procédant à plus de coupes que ne l'autorisait la loi sans procéder à aucune restauration s'exposait à une contravention. La Loi stipulait par-dessus tout qu'ils perdraient leur accès aux lignes de crédit rural. Malgré la faible application de la Loi, les propriétaires de terres courraient le risque que les emprunts deviennent plus onéreux. Par conséquent, les taux de déforestation chutèrent sensiblement lorsque la Loi fut appliquée, et les grands propriétaires terriens ressentirent le coût de la destruction illégale de l'environnement. Conjointement aux entreprises de l'agroindustrie présentes sur le terrain, ils plaidèrent en faveur de l'introduction d'un « quota de réserve environnementale » (CRA) au Code forestier de 2012. Ce système fournit aux propriétaires terriens une alternative consistant à acheter un CRA au lieu de restaurer une forêt illégalement défrichée. Le crédit représente la promesse selon laquelle une personne, ailleurs, a protégé plus de forêts du même type que ne l'exige le Code forestier. Selon ce système, cette déclaration de

protection de zones forestières au-delà des exigences légales dans un autre lieu compense la déforestation excessive commise par l'acheteur du CRA. En d'autres termes, le système de crédits revient à acheter un droit à détruire les écosystèmes.

Ces CRA sont désormais échangés, entre autres, sur la Bolsa Verde do Rio de Janeiro, une plateforme d'échange de valeurs environnementales. Dans les régions où le prix des terres est élevé et où les pratiques destructrices sont lucratives, ces crédits permettent aux propriétaires de terres de continuer à détruire plus de forêts que ne le permet la loi. Il suffit à un propriétaire terrien d'acheter suffisamment de CRA pour que la destruction de l'environnement à laquelle il se prête devienne parfaitement légale. Les CRA peuvent également s'acheter dans les régions où la menace de déforestation est bien moindre, voire inexistante.

Lecture complémentaire :

Friends of the Earth International, Financialization of Nature. Creating a New Definition of Nature, 2015.

En anglais:

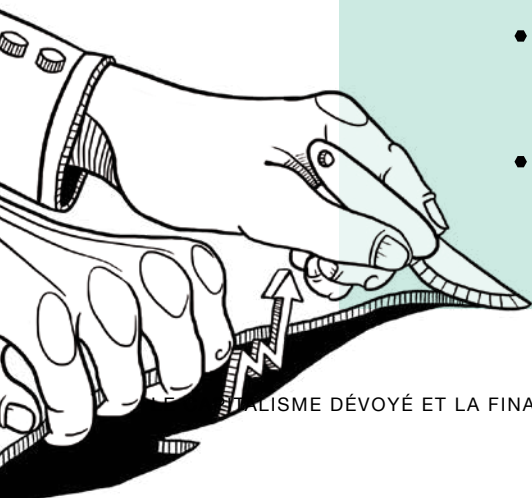
<http://bit.ly/FinancializationOfNature>

MESSAGES CLÉS

- La finance mondiale pénètre dans nos territoires de diverses manières. Les acteurs financiers ont créé différentes formes directes (ex. : commerce des terres, exploitation minière, couloirs économiques, etc.) et indirectes (ex. : conservation, marchés de carbone, etc.) d'extraire des richesses par le biais du contrôle des biens naturels et des biens communs.
- Le capital financier mondial essaie d'imposer sa logique d'accumulation sur la manière dont les individus – les personnes pratiquant l'agriculture, les communautés de pêcheurs, les peuples autochtones, les populations rurales et urbaines – interagissent avec la nature. Ceci implique des changements radicaux dans la relation entre les individus et leurs territoires.
- La concentration de la richesse et des biens naturels entre les mains d'une poignée d'entreprises et d'« investisseurs » devient un enjeu problématique d'envergure mondiale.
- Les différentes formes d'accumulation et d'extraction des richesses par le capital financier mondial vont de pair avec l'augmentation de la violence employée pour la dépossession des ressources naturelles et la répression de la résistance à son encontre.

QUESTIONS POUR LA DISCUSSION

- Quels « projets de développement », « projets environnementaux » ou « projets d'atténuation du changement climatique » sont actuellement en cours dans votre pays ou votre région ?
- Quels acteurs et quelles politiques en assurent la promotion ?
- Quels acteurs financiers sont-ils impliqués, ostensiblement ou de manière dérobée ?
- Quels sont les impacts de ces projets sur les individus et les communautés ?
- De quelles autres manières le capitalisme dévoyé vous affecte-t-il et/ou affecte-t-il d'autres communautés dans votre pays/région ?



COMMENT SE COMPORTE LE CAPITALISME DÉVOYÉ ?

Les exemples fournis au chapitre précédent ont montré les multiples manières selon lesquelles la finance mondiale essaie de prendre le contrôle de nos terroirs.

DANS CE CHAPITRE, NOUS :

- expliquerons qui sont les acteurs principaux du capitalisme dévoyé.
- montrerons comment le capitalisme dévoyé opère.
- examinerons les éléments qui permettent à la finance mondiale de s’immiscer dans tous les aspects de l’économie et de la vie.

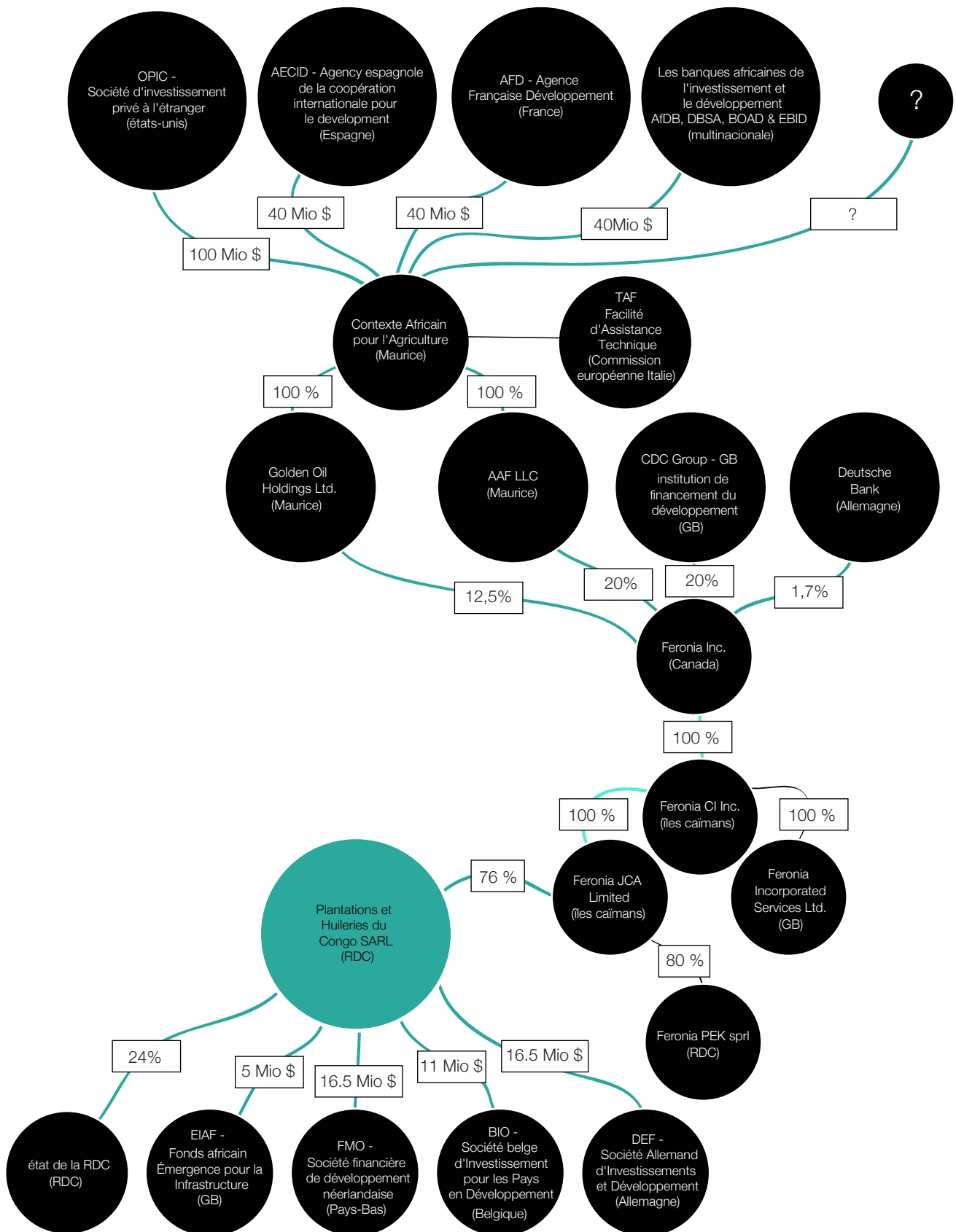
4.1

LES ACTEURS

Comme nous l'avons vu, le capitalisme dévoyé se manifeste par le fait que les acteurs financiers considèrent de plus en plus la terre, l'eau et la richesse naturelle comme des options d'investissement attractives. Si ces acteurs sont parfois visibles, la plupart du temps, sur le terrain, les fonds ou investisseurs financiers mondiaux sont invisibles pour les communautés et les populations. Ceci s'explique par le fait que les investisseurs financiers mondiaux opèrent souvent à distance et reposent sur un complexe réseau d'intermédiaires, d'entreprises et d'investisseurs internationaux, nationaux et locaux pour faire main basse sur nos territoires (par exemple des voleurs, des escrocs, des agents de police, des militaires, des paramilitaires, des ONG de conservation, des ONG servant les intérêts des entreprises, des cabinets d'avocat, des cabinets comptables, des chercheurs et des universitaires corrompus, des autorités corrompues, etc.). Ils achètent généralement des actions d'entreprises ayant été créées, par exemple, pour accumuler des terres. Grâce à ces accords d'actionariat, ils ne sont pas considérés comme les propriétaires légaux des terres, mais comme des « investisseurs », bien que leur influence en tant qu'actionnaires leur donne le contrôle effectif de l'entreprise détenant les terres, et donc, des terres. Ces accords leur permettent de contourner les lois qui limitent la propriété étrangère des terres. Ils leur permettent également de se soustraire à leurs responsabilités au titre de l'accapement des terres et de « sous-traiter » le processus d'accapement à des intermédiaires locaux. Les acteurs financiers ont recours à de complexes structures d'investissement, ou réseaux d'investissement, impliquant divers acteurs, comme des entreprises filiales, pour éviter tout type de reddition de comptes concernant les impacts de leurs opérations.

Les communautés et les organisations qui veulent savoir qui finance et bénéficie de projets de développement ou d'« investissement » dans leur région, doivent se lancer dans un processus de recherche compliqué. En outre, attribuer la responsabilité des violations et des abus des droits humains aux différents acteurs impliqués devient un défi de taille pour eux comme pour nous, mais aussi pour les systèmes judiciaires existants.

Réseau d'investissement d'un projet agroindustriel en République démocratique du Congo ³³



4.1.1

LES FONDS DE PENSION

Les actifs globaux des régimes de retraite s'élèvent à 47 000 milliards d'USD, dont deux tiers sont investis depuis les États-Unis³⁴. En Europe continentale, également, les systèmes de retraites privés ont été promus et se développent. La recherche d'une diversification des portefeuilles et des rentes dans des environnements à faibles taux d'intérêt a rendu l'émergence des régimes de retraite dans le domaine des investissements fonciers de plus en plus irrésistible. Les importantes sommes d'argent impliquées convertissent ces fonds en poids lourds du système financier mondial, dont le moindre mouvement génère d'importantes vagues. Dans de nombreux cas, les fonds de pension ont créé ou investi dans des fonds qui achètent des terres agricoles et d'autres « actifs ». Bien que les fonds de pension prétendent souvent que leurs investissements visent le long terme et qu'ils ne se prêtent donc pas à des activités spéculatives, ces fonds alimentent l'accaparement des terres et bénéficient directement de l'augmentation des prix du foncier, du logement, etc.

Lecture complémentaire:

GRAIN, L'accaparement des terres perpétré par les fonds de pension dans le monde doit cesser, 2018.

En anglais:

<http://bit.ly/LandGrabPension-Funds>

4.1.2

LES ENTREPRISES (MULTINATIONALES)

Une manifestation de la financiarisation de l'économie est le fait que les entreprises qui se sont traditionnellement concentrées sur la production sont de plus en plus impliquées dans les activités financières. L'agro-industrie, c'est-à-dire les entreprises directement impliquées dans la production, la transformation et le commerce de produits agricoles, deviennent de plus en plus des acteurs financiers mondiaux à part entière. Nombre d'entre elles disposent aujourd'hui de leur propre succursale financière qui investissent dans toutes sortes de produits financiers. Une illustration parfaite est fournie par l'entreprise SLC (Schneider Logemann Company), dont la succursale SLC Agricola figure parmi les premiers producteurs de soja du Brésil, alors que la succursale SLC Land Co. est devenue un acteur majeur du négoce des terres. SLC contrôle près d'un demi-million d'hectares de terres au Brésil. En 2015, elle a généré pour la première fois plus de revenus de ses achats et de ses ventes de terres agricoles que de son activité de base historique dans la culture du soja³⁵.

Dans un même temps, la plupart des entreprises sont fortement dominées par des structures d'actionnariat. Les acteurs financiers ont donc une importante influence sur le fonctionnement de ces entreprises. La transnationale de l'agroindustrie Olam International, qui gère 3 millions d'hectares de terres à l'échelle mondiale, par exemple, est en grande partie détenue par la société d'investissement financier Temasek Holdings. Cette société, basée à Singapour, décrit les services financiers portant sur les produits de base comme l'un de ses cinq secteurs d'activité ³⁶.

4.1.3

LES BANQUES

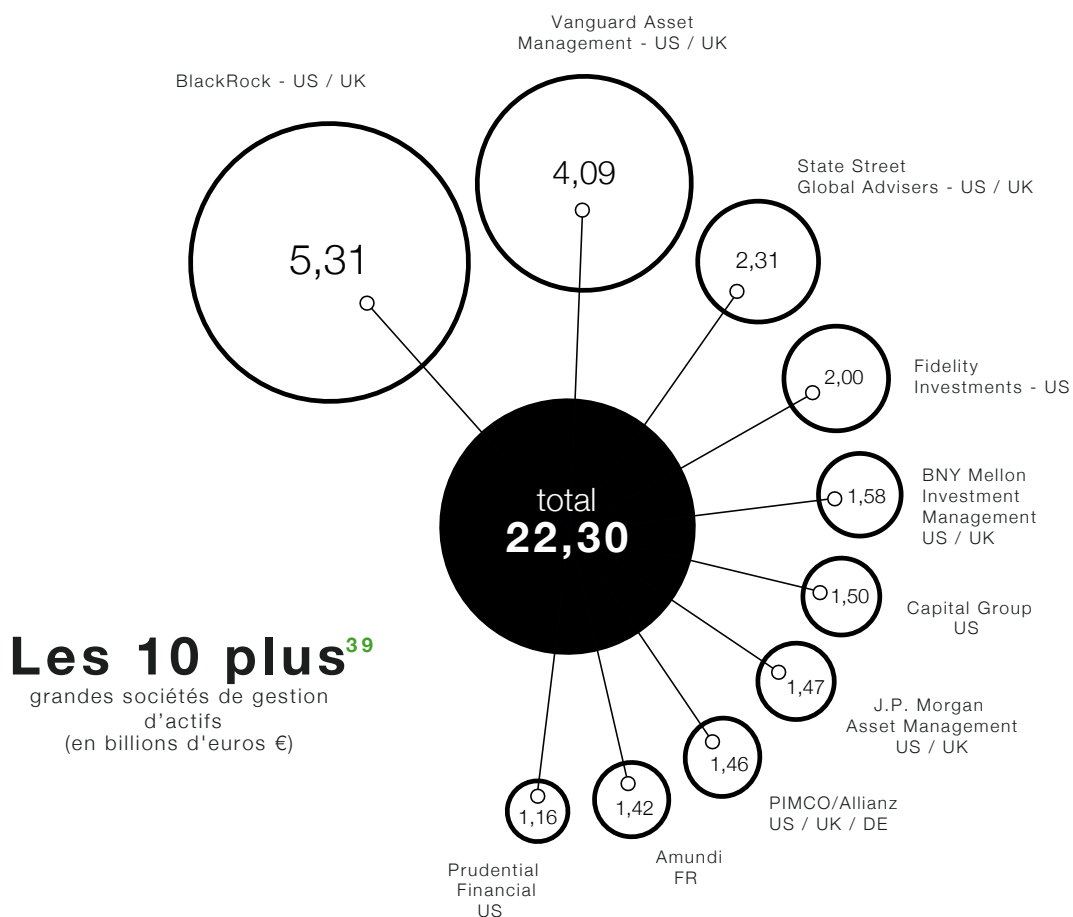
Il existe deux grands types de banques : les banques d'investissement et les banques commerciales. Une même société financière multinationale dispose souvent d'une branche d'investissement et d'une branche commerciale. Les banques commerciales constituent d'importants acteurs financiers. Plusieurs des premiers acteurs financiers au niveau mondial sont en effet des banques. Elles sont tout d'abord d'importants prêteurs fournissant des capitaux aux entreprises, ce qui permet à ces dernières de mener à bien leurs activités commerciales, grâce à des prêts et des crédits, par exemple. Du fait que les fonds qu'elles fournissent seront remboursés moyennant des intérêts et des frais, les banques profitent directement de ces opérations. Deuxièmement, les banques pratiquent aussi la gestion d'actifs et se comportent elles-mêmes comme des investisseurs, en achetant par exemple des actions d'entreprises. Troisièmement, elles sont d'importants intermédiaires qui permettent au système financier d'opérer.

Les banques d'investissement prennent quant à elles en charge les premiers appels publics à l'épargne lorsqu'une entreprise est introduite en Bourse et mettent des actions en vente sur le marché boursier. De même, elles achètent, vendent et spéculent sur des obligations, des actions et d'autres instruments financiers. Certaines gèrent des fonds de gestion d'actifs.

4.1.4

LES SOCIÉTÉS DE GESTION D'ACTIFS

Les sociétés de gestion d'actifs prennent le capital des investisseurs (particuliers, entreprises ou investisseurs institutionnels tels que les fonds de pension) et le placent dans différents investissements, y compris des actions, des obligations, des biens immobiliers, du capital-investissement et autres. Les 10 premières sociétés d'investissement privées se situent aux États-Unis et en Europe, notamment au Royaume-Uni. Elles détiennent, à elles toutes, 22,3 billions € (22 300 000 000 000 €). En seulement quatre ans, le capital qu'elles gèrent a augmenté de 60 pour cent³⁷. Les sociétés de gestion d'actifs sont également des actionnaires importants de nombreuses grandes entreprises mondiales (voir tableau 1). Elles agissent généralement en tant qu' « investisseurs actifs » : comme elles sont généralement récompensées en fonction de leurs performances d'investissement, elles sont fortement incitées à pousser les entreprises dans lesquelles elles investissent à obtenir de meilleurs rendements³⁸.



RAPPELEZ
-VOUS

BLACKROCK,



PREMIÈRE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE AU MONDE

BlackRock est une société américaine d'envergure mondiale spécialisée dans la gestion d'investissements basée à New York. Initialement fondée en 1988, BlackRock est aujourd'hui le premier gestionnaire d'actifs mondial, avec plus de 5,31 billions d'USD d'actifs sous gestion. BlackRock opère à l'échelle mondiale, avec 70 bureaux dans 30 pays et des clients dans 100 pays. Cette entreprise a considérablement accru son pouvoir pendant la crise financière de 2008, lorsque le gouvernement des États-Unis a chargé BlackRock d'évaluer la santé de plusieurs grandes banques et assurances et de gérer leur sauvetage financier. Depuis lors, la société a évalué les risques des sociétés financières et a agi en tant qu'auditeur pour le compte de pays comme l'Irlande et la Grèce⁴⁰.

BlackRock est également un actionnaire important de l'agroalimentaire, de l'immobilier, de l'énergie, des mines et d'autres entreprises dans le monde entier, et ses dirigeants siègent au conseil d'administration de plusieurs grandes organisations de protection de la nature. En raison de son pouvoir et de l'ampleur et de la portée de ses actifs et activités financières, BlackRock a été qualifiée de première banque du système bancaire parallèle au monde⁴¹.

4.1.5

LES INDIVIDUS ULTRA-RICHES ET LEURS BUREAUX DE GESTION DE PATRIMOINE

En 2018, 265 490 individus détenaient à eux seuls 32,3 billions d'USD⁴². Ces personnes éminemment riches disposent généralement de leurs propres entreprises privées pour gérer leur capital. Ces bureaux de gestion de patrimoine ont proliféré rapidement ces dernières années. Et leurs activités figurent probablement parmi les plus dissimulées du secteur de la finance. Les bureaux de gestion de patrimoine ont par exemple investi dans le Fonds africain pour le commerce et l'investissement agricoles (AATIF) afin de tirer des bénéfices des activités du Fonds présentées comme contribuant à la « réduction de la pauvreté » (voir le chapitre 3, Encadré n°X). Une fois que les investisseurs sont convaincus des rendements possibles, les mécanismes mis en place pour acheminer des capitaux sont divers et garantissent un examen bien plus approfondi. Les exemples incluent les obligations « bleues » ou l'Institution financière du WWF pour le recouvrement des écosystèmes marins (FIRME, de son sigle anglais).

4.1.6

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES ET LES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

En comparaison avec celui des acteurs mentionnés précédemment, le volume financier des banques de développement (comme la DEG allemande, la FMO hollandaise, la Banque mondiale, les banques de développement régionales) et des fonds de développement (comme le Fonds africain pour le commerce et l'investissement agricoles, Norfund, la société de gestion d'actifs de la Société financière internationale de la Banque mondiale) est relativement bas. Néanmoins, ces acteurs sont de plus en plus imbriqués dans la finance mondiale et en font partie. Par exemple, alors que la part des fonds prélevés sur le marché des capitaux par l'aide publique au développement (APD) allemande était de 2 % en 2006 (160 millions €), elle est montée en flèche pour atteindre 25 % en 2015 (4 milliards €)⁴³. De plus, ces acteurs constituent d'importants actionnaires dans de nombreux

partenariats public-privé (PPP). Du fait que leurs engagements portent généralement à plus long terme (raison pour laquelle ils sont parfois appelés investisseurs « d'ancrage »), ils présentent un intérêt pour la couverture de risques, la réputation positive et apportent leur expertise et leurs contacts aux pays du Sud. Toutes ces caractéristiques ne peuvent pas être facilement fournies par les autres acteurs financiers, mais font l'objet d'une demande importante parmi eux.

Les institutions financières internationales et les institutions de financement du développement ont connu une forte augmentation ces dernières années. Les banques de développement n'ont cessé de croître et leurs volumes d'investissement visant à réaliser des profits devraient dépasser l'APD vers 2024⁴⁴. Leur portefeuille à l'échelle européenne a plus que quadruplé entre 2005 et 2018 (passant de 10,9 à 41,2 milliards €)⁴⁵. L'essor des institutions de financement du développement et leur implication dans l'agroindustrie et les accaparements de terres illustrent bien comment la logique de la finance a pénétré dans différents secteurs, en l'occurrence la coopération au développement. Plusieurs exemples montrent que les institutions de financement du développement se comportent de plus en plus comme tout autre investisseur financier, malgré leur mission publique de contribuer aux politiques de coopération au développement des États ou multilatérale. Il est également important de noter que les institutions de financement du développement investissent de manière croissante dans les institutions financières, dans le cadre d'une approche considérant le secteur financier privé comme un acteur du développement et le soutenant à l'aide de ressources publiques. Certaines institutions de financement du développement européennes investissent près de la moitié de leurs portefeuilles totaux en intermédiaires financiers (par exemple, les banques et les institutions de microfinance). Sous la bannière de l'« inclusion financière », les agences de coopération au développement sont également devenues des acteurs clés pour faciliter l'accès des populations pauvres et rurales aux industries financières. Il est important de noter que l'un de ses principaux piliers, le secteur du microcrédit, exige des terrains privés et transférables pour les prêts hypothécaires correspondants. Les micro-assurances, y compris les assurances agricoles/récoltes pour les petits agriculteurs, sont un autre secteur de plus en plus soutenu par les acteurs de la coopération au développement.

Comme le démontrent plusieurs exemples dans le présent document, les institutions financières internationales ont été des moteurs importants des politiques de privatisation, qui ouvrent la voie aux entreprises et aux acteurs financiers. La Banque mondiale, par exemple, encourage depuis longtemps la formalisation des droits fonciers par le biais de titres fonciers individuels, qui ont, dans de nombreux cas, entraîné la perte de terres agricoles par les populations rurales. La Banque mondiale et les banques régionales de développement sont également d'importants financeurs de grands projets d'infrastructure, et encouragent la privatisation des services publics ainsi que les partenariats public-privé. Les institutions financières internationales conditionnent souvent leurs prêts aux gouvernements à des mesures politiques favorables aux investisseurs au lieu de protéger les droits des personnes et des communautés. Avec une initiative intitulée « Enabling the Business of Agriculture » (EBA), la Banque mondiale a créé un ensemble d'indicateurs pour évaluer et classer les pays en fonction de leur convivialité pour les investisseurs⁴⁶.

Plus récemment, les institutions financières internationales et les institutions de financement du développement ont créé leurs propres sociétés de gestion d'actifs. Ces fonds dits de développement, c'est-à-dire des fonds d'investissement et de participation qui devraient soi-disant contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement. La Banque mondiale a créé sa propre société qui gère ces fonds. Créée en 2009, la Société de gestion d'actifs de Société financière internationale gère aujourd'hui 10 milliards d'USD par le biais de 13 fonds⁴⁷.

QUAND « L'INCLUSION FINANCIÈRE » ET LE MICROCRÉDIT

MÈNENT À LA DÉPOSSESSION :

L'EXEMPLE DU CAMBODGE

Depuis les années 90, le microcrédit est devenu un élément central du discours sur le développement et des boîtes à outils élaborées par les agences de développement. Selon ses partisans, il autonomiserait les personnes pauvres en leur donnant accès au capital, leur permettant ainsi de se convertir en petits entrepreneurs. En réalité, la microfinance n'est autre que l'approche de la lutte contre la pauvreté adoptée par le capitalisme financier, qui consiste à en faire une source de profits. Au lieu de mettre fin à la pauvreté, la microfinance en crée une nouvelle forme plus financiarisée, qui soutire d'importantes ressources aux personnes pauvres tout en créant de nouvelles formes de dépossession. Ce phénomène s'est exacerbé depuis que le secteur de la microfinance à but non lucratif s'est commercialisé, pour se convertir aujourd'hui en industrie mondiale de l'inclusion financière ⁴⁸.

Le Cambodge est le pays le plus pauvre d'Asie du Sud-Est et se hisse au rang de quatrième marché mondial en matière de microfinance. En 2017, les sept plus grandes institutions de microfinance (IMF) du pays ont engrangé à elles seules 130 millions d'USD de bénéfices. Des bénéfices réalisés sur le dos de la population rurale, activement encouragée à contracter des microcrédits. Pour accéder aux prêts, un million de personnes au bas mot ont été forcées à mettre leurs terres et leurs logements en





gage pour pouvoir emprunter aux institutions de microfinance. La dette contractée auprès des IMF entraîne des atteintes aux droits humains, telles que des ventes forcées de terres, le travail des enfants, la migration forcée, ainsi que l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Afin de rembourser leurs prêts, les populations rurales pauvres vendent leurs terres agricoles productives et leurs logements. Les ventes forcées surviennent souvent après des pressions exercées par les IMF ou les autorités locales, et des menaces de poursuites judiciaires. Les populations prennent ces menaces au sérieux, car les institutions de microfinance prennent physiquement possession de leurs titres fonciers. En désespoir de cause, nombreux sont les Cambodgiens et les Cambodgiennes à emprunter davantage d'argent pour rembourser leurs prêts, ce qui les enferme dans une spirale d'endettement ⁴⁹.

L'« inclusion financière » attire donc certaines des personnes les plus pauvres vers les marchés financiers mondiaux, extrayant ainsi des millions de dollars des communautés rurales et urbaines. Le modèle commercial de l'industrie de l'inclusion financière repose sur le désespoir des personnes et sur la complicité généralisée des autorités locales. Il a également créé ses propres régimes d'autoréglementation, comme la campagne SMART ⁵⁰. À noter que plupart des grandes institutions de microfinance cambodgiennes sont soutenues ou détenues par des banques étrangères, des sociétés d'investissement et des agences de développement occidentales, ainsi que par des institutions financières internationales.

Lecture complémentaire:

LICADHO/Sahmakum Teang
Tnaut, Collateral Damage. Land
loss and abuses in Cambodia's
microfinance sector, 2019.

En anglais:

<http://bit.ly/CollateralDamage-Cambodia>

4.1.7

LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Les compagnies d'assurance sont des « institutions financières non bancaires » qui vendent des instruments et des polices qui offrent une protection contre différents risques. L'extraction des richesses des terroirs de nos communautés se fait aussi par le biais des assurances. On peut notamment citer les assurances agricoles (ou les assurances-récoltes), considérées comme un « marché émergent » majeur dans le monde de l'assurance financière. À travers ces programmes d'assurance, un agriculteur/propriétaire terrien/une entreprise de l'agroindustrie verse une prime à une compagnie d'assurance calculée en fonction du nombre d'hectares qu'il ou elle cultive. En cas de perte de récolte, en raison par exemple d'une sécheresse, de maladies ou d'un incendie, la compagnie d'assurance lui verse un montant prédéterminé afin de compenser (en partie) les pertes. Le marché de l'assurance est le secteur ayant connu la croissance la plus rapide de l'agroindustrie ces 5 dernières années, avec un taux de croissance annuel de 20 pour cent⁵¹. À ce jour, le lien entre les accaparements de terres, l'extraction financière et le secteur de l'assurance a rarement été tissé. On peut citer en exemple le cas de Cezar Franco Neto, agriculteur au Brésil, produit du soja sur l'exploitation agricole de Santa Cecilia. L'exploitation se situe sur le territoire autochtone de Guiraroká. Sa production est assurée par Allianz Seguros S.A, une filiale de la transnationale allemande Allianz SE⁵². Grâce à cette assurance, Allianz extrait des richesses du territoire autochtone brésilien à travers les primes versées par l'agriculteur. Globalement, au Brésil, les assurances agricoles ont été promues par un vaste programme de subventions publiques ayant entraîné la couverture de 10 millions d'hectares en 2014, dont un tiers est utilisé pour produire du soja⁵³. Ceci engendre d'importants transferts de capitaux en direction de compagnies d'assurance du monde entier (par exemple, en 2014, les compagnies d'assurance ont gagné quelque 400 millions d'USD rien qu'au Brésil).

4.1.8

LES GROUPES DE CONSERVATION

Les organisations telles que Conservation International, the Nature Conservancy, World Wide Fund for Nature (WWF), Wildlife Conservation Society et Flora and Fauna International prennent part à de nombreux projets de carbone forestier et dénommés projets de « compensation de la biodiversité » (voir le chapitre 3 pour consulter des exemples). Elles promeuvent aussi activement différents programmes de « compensation » comme une manière lucrative et favorable aux entreprises de rémunérer les services environnementaux ⁵⁴. En tant que telles, elles sont activement impliquées dans la reconfiguration de la nature comme un ensemble d'actifs dans lesquels investir et pouvant être échangés sur les marchés. Le fait que plusieurs groupes de protection de l'environnement comptent des représentants de grandes sociétés financières dans leur conseil d'administration illustre leurs liens avec la finance mondiale. Par exemple, les organisations Flora and Fauna et Rare ont des dirigeants de BlackRock dans leur conseil d'administration ⁵⁵. Et inversement, les institutions de financement du développement ont des groupes de protection de la nature dans leurs conseils d'administration (par exemple, la DEG allemande a le WWF dans son conseil d'administration ⁵⁶.)

4.2 LES LIEUX : CENTRES FINANCIERS OFFSHORE, PARADIS FISCAUX ET CENTRES BANCAIRES PARALLÈLES

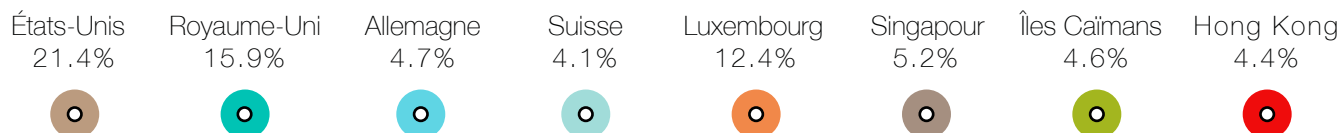
Lors du siècle dernier, certains pays et certaines villes se sont imposés comme des lieux spécialisés dans les activités et les services financiers. Ces endroits attirent généralement les entreprises et les acteurs financiers grâce à des taxes extrêmement faibles, une importante opacité financière et la mise à disposition de services financiers hautement spécialisés. D'importantes sommes d'argent sont acheminées par le biais de ces centres financiers mondiaux. Bien que les principaux acteurs du capitalisme dévoyé ne soient pas nécessairement basés dans ces endroits, leurs activités transitent souvent par ces derniers.

Les centres financiers offshore sont au cœur du capitalisme financier. Le Fonds monétaire international (FMI) les définit comme « un pays ou une juridiction fournissant des services financiers à des non-résidents à une échelle sans commune mesure avec l'ampleur et le financement de son économie nationale ⁵⁷. Bien que l'adjectif « off-shore » puisse mener à penser à un État insulaire exotique, il signifie plutôt que ces lieux offrent une législation spéciale particulièrement favorable aux individus, aux entreprises et aux institutions souhaitant conduire des activités financières. Plusieurs de ces centres n'ont rien de lieux lointains, comme c'est le cas de l'État américain du Delaware et de la City de Londres. En fonction de la définition utilisée, plus de 100 juridictions à l'échelle mondiale peuvent être classées dans la catégorie des centres financiers offshore.

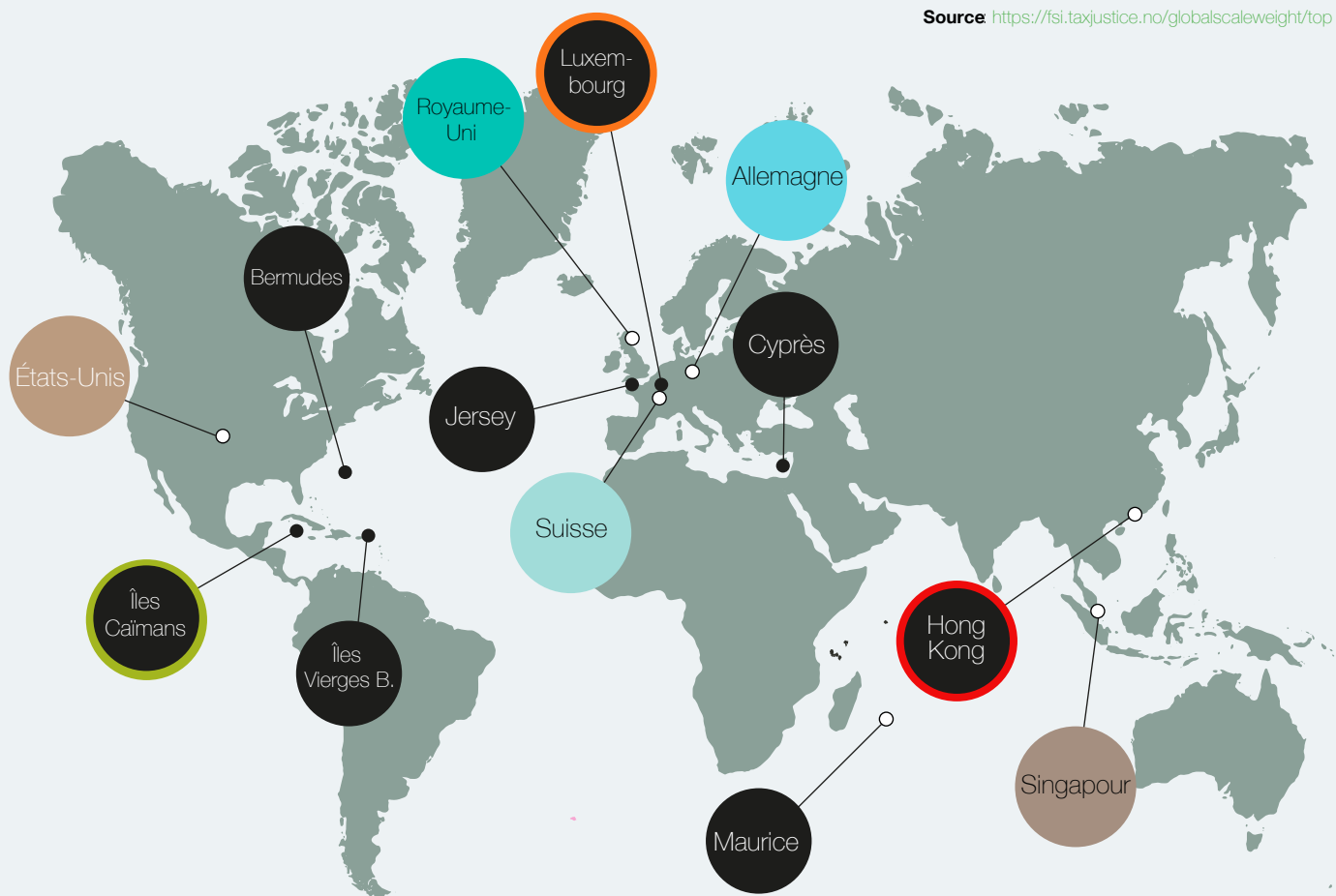
La géographie du pouvoir financier

Les plus grands centres financiers du monde

(Sur la base de sa part du marché mondial des services financiers offshore) **58**



Source: <https://fsi.taxjustice.no/globalscaleweight/top>



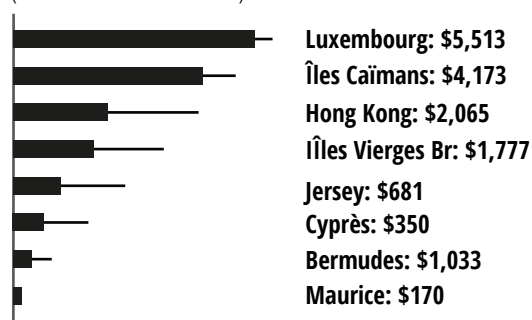
Les anciens paradis fiscaux à travers le monde

On estime qu'entre 21 et 32 milliards de dollars sera stocké dans des centres financiers extraterritoriaux (données 2010.)

Les pertes fiscales globales sur ces revenus et la perte de richesse est calculée pour 500 milliards de dollars chaque année.

Source: <https://longreads.tni.org/state-of-power-2019/geography-of-financial-power/>

(en milliards de dollars)



CFO sont des paradis fiscaux qui attirent et retiennent les capitaux étrangers

Les centres financiers offshore fonctionnent comme des paradis fiscaux et/ou des juridictions opaques, c'est-à-dire qu'ils sont tenus à une obligation faible, voire nulle, de divulgation et de transparence sur les transactions financières. Les centres financiers offshore sont aussi utilisés comme plates-formes pour contracter des dettes, structurer des fonds, former des entreprises, « protéger » les investissements de l'examen public etc. Alors que les centres financiers offshore développent de plus en plus des stratégies de niche, leurs sous-catégories sont devenues encore plus spécifiques : alors que certains ciblent leur action sur la garantie du secret et la protection du patrimoine pour occulter les fonds illicites, d'autres répondent aux besoins des sociétés et des banques qui cherchent à organiser les flux financiers mondiaux. En dépit de ces différences, le fait essentiel est que la finance offshore constitue en fin de compte un espace intégré au niveau mondial opérant hors du contrôle de tout État. En d'autres termes, les centres financiers offshore permettent au capital mondial de se déplacer à travers des réseaux opaques intégrés au niveau mondial soumis à aucune forme de réglementation public.

Deux chiffres illustrent l'importance des centres financiers offshore et des paradis fiscaux pour le capitalisme dévoyé⁵⁹:

- Au moins 30 % de tout l'investissement direct étranger et près de 50 % du commerce transitent par les paradis fiscaux.
- Un sixième de l'ensemble du patrimoine privé mondial est caché dans des paradis fiscaux.

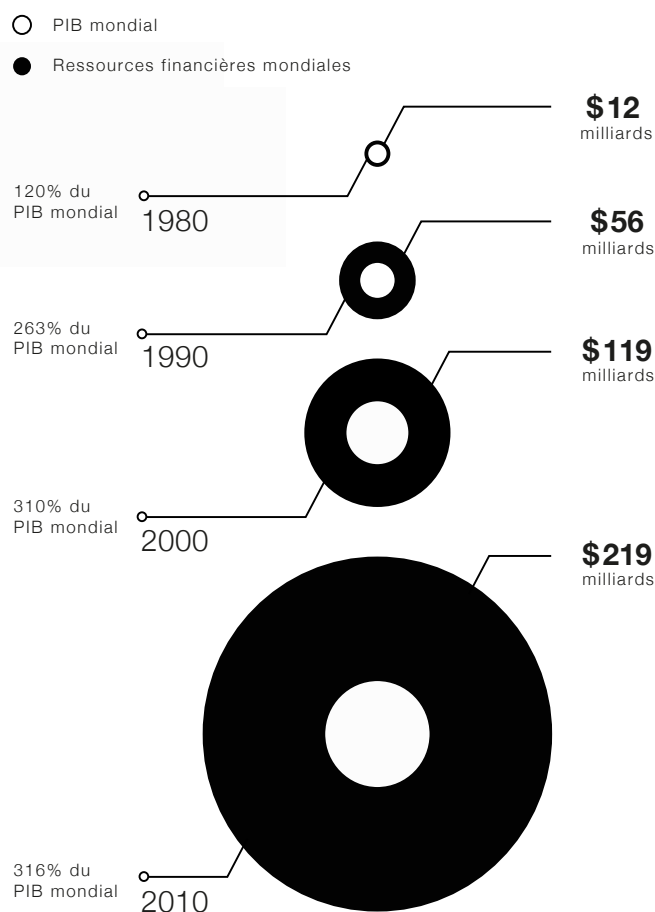
Il convient de noter que les institutions de financement du développement, qui disposent généralement d'une mission publique et fonctionnent – du moins en partie – sur des fonds publics, opèrent aussi au moyen de centres offshore et de paradis fiscaux. Par exemple, l'entreprise agroindustrielle Feronia, détenue en majorité par différentes institutions européennes de financement du développement, était encore il y a peu basée aux Îles Caïmans. Un autre exemple est le Fonds africain pour le commerce et l'investissement agricoles (AATIF), basé au Luxembourg. Le ministère allemand pour la coopération au développement a en effet décidé d'établir ce fonds dans ce pays, car il n'aurait pas été légal de l'enregistrer en Allemagne.

Les banques de l'ombre constituent un autre élément essentiel du capitalisme dévoyé. Ces institutions financières remplissent

des fonctions similaires à celles des banques (comme l'octroi de crédits), mais opèrent en dehors du système de réglementation bancaire formel. Elles collectent et prêtent donc des fonds plus facilement, mais avec des risques considérables. Les banques de l'ombre se concentrent dans une poignée de pays. 75 % des actifs du système bancaire parallèle résident dans seulement six pays, à savoir les États-Unis (31 %), la Chine (16 %), les Îles Caïmans (10 %), le Luxembourg (7 %), le Japon (6 %) et l'Irlande (5 %)⁶⁰ Tout comme les centres financiers offshore et les paradis fiscaux, ces centres financiers parallèles assurent le flux de capitaux financiers sans aucune forme de réglementation ou de contrôle public. Le système bancaire parallèle a pris autant d'ampleur que le système bancaire « normal » – plus ou moins – réglementé. Le fait qu'il soit utilisé pour les transactions entre banques commerciales montre qu'il est étroitement lié au système financier « normal ».

Ressources financières mondiales

Source: www.tni.org/en/publication/financialisation-a-primer



Lecture complémentaire:

Hendrikse, Reijer and Fernandez, Rodrigo 2019. Offshore Finance. How Capital Rules the World. En: TNI. State of Power 2019.

En anglais: www.tni.org/en/stateofpower2019

Voir également le documentaire indépendant « La Toile d'Araignée : Le Second Empire Britannique », qui montre comment la Grande Bretagne s'est convertie d'une puissance coloniale à une puissance financière mondiale.

Disponible sur: www.youtube.com/watch?v=hizj_6EH34M

4.3 LES POLITIQUES

Comme nous l'avons vu au chapitre 2, la dérèglementation des marchés financiers a constitué l'un des principaux catalyseurs de la montée en puissance et de la croissance du capitalisme dévoyé. Aujourd'hui, plusieurs institutions et politiques contribuent à créer un environnement où la finance mondiale peut opérer et prendre le contrôle des biens communs.

Au niveau national, les gouvernements et les parlements dérèglementent la législation en matière de commerce et d'investissement et les législations régissant les terres, l'agriculture, les forêts, les océans et la pêche, la protection de l'environnement, le logement, les services publics, l'énergie, le transport et les autres questions liées aux infrastructures, etc. Les centres/agences d'investissement promeuvent et facilitent tous types d'« investissements » privés et la spéculation, y compris dans l'agriculture, l'extraction minière, le tourisme, etc. Le rôle des institutions financières publiques, censées régler et surveiller les transactions financières, grandit au fur et à mesure que les acteurs financiers privés étendent leurs activités commerciales à de nouveaux domaines. Dans de nombreux cas, ces institutions facilitent le développement du capitalisme financier. Un exemple est la Direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés des capitaux de l'Union européenne (DG FISMA) ⁶¹, qui a engagé des procédures contre plusieurs États membres de l'UE ayant promulgué des lois réglementant les marchés fonciers et limitant la détention de terres par des entreprises et/ou des étrangers. La DG FISMA affirme que les États membres de l'UE doivent avant tout veiller à la libre circulation des capitaux au sein de l'UE, l'un des principes de base de l'Union ⁶². Dans d'autres cas, les ministères d'État en charge du contrôle des acteurs financiers, tels que les fonds de pension, ne surveillent pas adéquatement les activités de ces acteurs et n'assurent pas non plus une réglementation appropriée.

Au niveau international, comme mentionné au chapitre précédent, les institutions financières internationales, y compris les banques de développement, ont joué un rôle majeur au moment d'ouvrir la voie à l'incursion de la finance mondiale dans nos territoires.

RAPPELZ
-VOUS

CAPITALISME DÉVOYÉ, AUTORITARISME

ET RÉPRESSION DES LUTTES SOCIALES

L'expansion du capitalisme financier dans nos territoires s'est accompagnée d'une violence accrue contre nos communautés ainsi que d'une criminalisation et d'une répression des luttes sociales défendant les droits humains et les communs. Les forces de l'État, les groupes paramilitaires ou les entreprises de « sécurité » privées commettent des actes de violence pour permettre l'extraction des richesses de la part d'acteurs privés et d'« investisseurs ». Les gouvernements autoritaires, en progression dans toutes les régions du monde, ont adopté des discours, des politiques et des pratiques qui justifient la violence à l'encontre des mouvements sociaux et des groupes marginalisés et finissent par l'encourager. Dans un même temps, ils démantèlent les législations et les institutions accordant un certain degré de protection aux communautés, et imposent des mesures qui donnent le champ libre à une augmentation de l'extraction et de l'accumulation des richesses par les riches et puissants.

Nous décrivons brièvement, dans les sections qui suivent, quelles sont les mesures, les mécanismes et les pratiques clés qui permettent à la finance mondiale d'extraire et d'accumuler des richesses.

4.3.1

LES POLITIQUES MONÉTAIRES ET FISCALES

Sous la pression des institutions financières internationales et de leurs propres élites, les États, partout dans le monde, ont adopté des politiques favorables au système financier. Parmi elles, la mise en œuvre de politiques de taux d'intérêt zéro par les banques centrales a engendré une création sans précédent de liquidités (d'argent disponible). Plusieurs États, dont les États-Unis et l'UE, ont introduit ce type de politiques après la crise financière de 2007-2008. Le principal argument avancé était que l'accès à des crédits bon marché constitue un important facteur au moment de stimuler l'investissement et l'activité économique, entraînant notamment la création d'emplois. Cependant, la question de savoir si ces politiques ont servi cet objectif porte à controverse. Il est toutefois évident qu'elles ont entraîné une stimulation des marchés financiers. Les faibles taux d'intérêt réduisent les revenus que dégagent les banques de leurs opérations de prêt, ce qui les pousse à prendre part à des opérations plus risquées. D'une manière plus générale, les investisseurs financiers recherchent des instruments et des actifs promettant des rendements plus élevés. Par conséquent, le système financier mondial a utilisé les liquidités créées afin d'engendrer toujours plus d'argent, notamment par le biais de la spéculation à court terme sur des dérivés, à la recherche de rendements rapides.

Les États ont aussi adopté des politiques fiscales qui prévoient une faible taxation des transactions financières et ont réduit l'impôt sur le patrimoine et les plus-values. Il est clair que ces mesures ont stimulé le capitalisme financier et intensifié la concentration des richesses entre les mains d'une petite élite mondiale.

4.3.2

LA PROMOTION DES MARCHÉS DE DÉRIVÉS

Le lien entre les acteurs financiers, d'une part, et la production et le commerce, de l'autre, existe depuis des siècles. Cependant, dans le contexte des politiques néolibérales de déréglementation des marchés, les réglementations existantes qui avaient été mises en place

pour empêcher – ou du moins limiter – la manipulation des marchés, les variations subites des prix et la spéculation ont été démantelées depuis les années 80 et 90. Ceci concerna le marché des produits agricoles ainsi que les marchés immobiliers. Par conséquent, les banques et autres acteurs de la finance mondiale commencèrent à négocier des dérivés pour les produits agricoles et l'immobilier. Les banques commencèrent notamment à vendre fréquemment, à ce moment-là, des fonds indiciaires portant sur des matières premières. Ces instruments financiers suivent les évolutions des prix des différents types de matières premières et permettent aux investisseurs financiers de spéculer sur les marchés des matières premières sans réellement avoir à les acheter.

S'agissant du marché de l'immobilier, l'absence d'indice largement accepté pour la valeur des biens immobiliers, en mesure de servir de référence pour un marché des dérivés, constitua un obstacle majeur à l'expansion de ce marché dans les années 90. En d'autres termes, il n'existait aucune référence pour la spéculation sur les biens immobiliers. Ce n'est que dans les années 2000 que le marché des produits dérivés immobiliers est devenu important, lorsque furent établis des indices immobiliers spécifiques⁶³. Aujourd'hui, l'immobilier constitue une cible attractive pour les acteurs financiers. Les actifs immobiliers mondiaux représentent près de 60 % de la valeur de l'ensemble des actifs mondiaux et leur valeur est estimée à 217 000 milliards € presque trois fois le Produit intérieur brut mondial⁶⁴.

Le lien entre l'établissement d'indices largement acceptés et le développement de marchés de dérivés spécifiques – et, donc, la croissance de la spéculation – peut également être observé en lien avec le foncier. Aux États-Unis, par exemple, un indice portant sur les terres agricoles est en train d'être développé par le National Council of Real Estate Investment Fiduciaries (NCREIF), dont l'indice immobilier joue déjà un rôle majeur sur le marché des dérivés immobiliers des États-Unis⁶⁵. Selon le NCREIF, cet indice « est une mesure composite du rendement basée sur une série chronologique trimestrielle portant sur la performance des investissements d'un grand groupe de propriétés individuelles de terres agricoles acquises sur le marché privé à des fins d'investissement uniquement »⁶⁶. Au Brésil, le Sénat a récemment approuvé une mesure permettant que des fractions d'une exploitation agricole soient négociées sur les marchés financiers comme garantie pour accéder au crédit, une mesure qui augmentera probablement la spéculation sur les terres agricoles⁶⁷.

L'ARGENT EN QUELQUES CHIFFRES

Quand on parle d'argent et de finance, les espèces sont la première chose qui vient à l'esprit des gens. Mais, l'argent liquide ne représente qu'une infime partie de l'argent existant aujourd'hui dans le monde :

\$ 7.600
milliards



L'encours total de monnaie fiduciaire, les billets et les pièces émis par les banques centrales.

\$ 36.800
milliards



« L'argent au sens strict », à savoir la monnaie fiduciaire ainsi que les encours d'épargne et de compte courant.

\$ 90.400
milliards



l'argent matériel + d'argent détenu sur des comptes d'accès facile (« l'argent au sens large »).



Autrement dit, l'argent matériel ne représente que 8 %, environ, de l'argent existant.

La part des espèces devient presque futile lorsque l'on inclut la taille des marchés financiers, en particulier des marchés des dérivés :

* L'encours des placements dans des produits dérivés se situerait, selon les estimations:

(haut de la fourchette) ⁶⁸

\$ 1.2
quadrillion

(bas de la fourchette)

\$ 544.000
milliards

* L'argent cumulé de l'ensemble des places boursières se chiffre à:

\$ 73.000
milliards

La dette constitue un autre élément important de la finance. Elle confère du pouvoir aux créanciers, leur permettant de faire pression sur les débiteurs. Les particuliers débiteurs peuvent se trouver contraints de vendre leurs terres ou leurs logements (voir l'Encadré n°11), tandis que la dette publique des États est souvent utilisée pour imposer aux débiteurs certaines mesures politiques, comme le démantèlement des cadres réglementaires et/ou des politiques sociales.



\$ 215.000
milliards

\$ 70.000
milliards

* L'encours total de la dette, comprenant les dettes accumulées par les gouvernements, les entreprises et les particuliers, soit plus de trois fois le produit intérieur brut (PIB) mondial.

* Dette produite au cours des dix dernières années (33 %).

Pour plus d'informations, voir ici (en anglais): www.marketwatch.com/story/this-is-how-much-money-exists-in-the-entire-world-in-one-chart-2015-12-18

4.3.3

LES ACCORDS DE COMMERCE ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

En même temps que les réglementations économiques et financières ont été démantelées, les régimes de protection des investissements se sont vus renforcés. La législation internationale en matière d'investissement, sous la forme de traités de commerce et d'investissement, et d'arbitrages entre investisseurs et États (qui permettent aux entreprises de demander une compensation pour les pertes réelles ou anticipées résultant de changements de politique), est devenue un outil essentiel pour la protection des investissements et des droits de propriété exclusive pour tous les types d'acteurs commerciaux, y compris la finance mondiale. À titre d'exemple, la grande majorité des transactions foncières conclues ces dix dernières années est protégée par des traités d'investissement⁶⁹. La documentation des accaparements de terres et la lutte contre ces derniers, partout dans le monde, montrent l'utilisation habile que font les investisseurs des cadres juridiques et politiques nationaux facilitant et promouvant la cession de terres pour permettre leur acquisition par des

investisseurs, d'une part, et le régime international de protection des investissements, de l'autre, afin de protéger ultérieurement ces terres contre les revendications des communautés et des personnes ayant été dépossédées ⁷⁰. Par ailleurs, les investisseurs utilisent la législation internationale en matière d'investissement pour limiter la capacité des États à régler dans l'intérêt public. En effet, ces dernières années, le nombre de cas d'arbitrage d'investissement ciblant les réglementations d'intérêt public a augmenté, causant un « gel règlementaire » s'étendant au-delà des États directement impliqués.

UN DROIT MONDIAL À LA PROPRIÉTÉ?

**RAPPEL-
-VOUS**

D'importantes parties de nos territoires ne sont pas encore concernées par les droits de propriété privée formalisés ou d'autres manières de formaliser et de standardiser notre relation avec ces droits. Cependant, le capital mondial requiert l'expansion massive des droits de propriété ainsi que de la formalisation et de la standardisation des relations entre l'être humain et la nature pour extraire et accumuler des richesses. La valeur estimée de l'immobilier mondial est de 217 000 milliards d'USD, comprenant l'immobilier commercial (13 %), l'immobilier résidentiel (75 %) et les terres agricoles (12 %) ⁷¹. Par conséquent, la promotion des régimes de propriété privée, la formalisation et la standardisation s'inscrivent dans le processus de rassemblement de nos terres, nos forêts ou nos pêches comme des actifs financiers mondiaux ⁷². Dans ce contexte, les acteurs des entreprises et de la finance, ainsi que les institutions qui les soutiennent, manipulent le langage des droits humains, notamment lorsqu'ils





défendent leurs droits de propriété contre les droits humains des communautés.

La Banque mondiale et d'autres institutions de développement défendent depuis des années la formalisation et la standardisation des terres et des autres ressources naturelles. Plus récemment, des fondations philanthropocapitalistes ont aussi renforcé leurs campagnes en faveur des droits de propriété privée. Bien que ces campagnes servent clairement les intérêts de la finance mondiale, elles prétendent d'habitude être liées à la réduction de la pauvreté et à la justice sociale. Par exemple, le bras caritatif londonien de l'agence de presse transnationale Thomson Reuters, la Fondation Thomson Reuters, défend les droits de propriété, affirmant que « les communautés disposant de droits de propriété sont plus fortes, plus saines, plus riches et mieux éduquées »⁷³. Les réseaux d'investissement opèrent également dans le monde de la charité : La Fondation Thomson Reuters obtient des fonds du réseau Omidyar, une organisation à but non lucratif dirigée par le fondateur d'eBay. Dans le cadre de son axe thématique dédié aux droits de propriété, le réseau finance également le Land Portal et apporte un soutien financier clé à l'ONG Landesa⁷⁴ et à l'Indice mondial des droits de propriété (IPRI)⁷⁵.

Les accords commerciaux favorisent en outre des règles de capitaux libres et ouvertes, qui rendent impossible la régulation ou le contrôle des flux de capitaux. Avec la numérisation de l'économie (voir chapitre 4.5), les plus grandes entreprises du monde ont commencé à s'efforcer d'obtenir la libéralisation totale de l'économie numérique de l'avenir, et en particulier le contrôle total des données. Ces efforts ont fait un grand pas en avant en mars 2019, lorsque l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a lancé des négociations en vue d'un

nouvel accord sur le commerce électronique. Le risque est grand que ces négociations sapent même la faible surveillance existante et donnent de nouveaux droits aux grandes entreprises technologiques qui veulent contrôler totalement les données ainsi que le monopole de les transférer partout dans le monde sans restrictions et de les utiliser exclusivement à des fins de profit privé ⁷⁶.

4.3.4

L'AUTORÉGLÉMENTATION VOLONTAIRE DE LA PART DES ACTEURS DES ENTREPRISES ET FINANCIERS

Alors que les États ont démantelé les réglementations existantes et évité d'adopter des politiques et des législations en mesure de régler efficacement le secteur de la finance, plusieurs programmes d'autoréglementation ont vu le jour du côté des entreprises. Dans de nombreux cas, ces cadres sont reconnus et soutenus – du moins tacitement – par les États et les institutions de l'ONU. Le problème fondamental de telles initiatives est qu'elles sont complètement volontaires et qu'elles ne garantissent ni la reddition de comptes, ni les voies de recours lorsque des individus et des communautés sont affectés négativement par les activités des entreprises.

Les Principes pour l'investissement responsable (PRI) en sont un exemple. Selon le site Internet dédié, « les six Principes pour l'investissement responsable constituent un ensemble volontaire et ambitieux de principes relatifs à l'investissement qui offrent un éventail d'actions possibles pour incorporer les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) aux pratiques en matière d'investissement. Les Principes ont été développés par des investisseurs, pour des investisseurs. En les mettant en œuvre, les signataires contribuent à développer un système financier mondial plus durable ⁷⁷. Plus de 2 000 entreprises et « investisseurs » ont signé les PRI, y compris les 10 premiers gestionnaires d'actifs du monde et de nombreux fonds de pension. Cependant, l'adhésion à ces principes ne va pas au-delà de la simple déclaration d'intention que prononcent les investisseurs lorsqu'ils y souscrivent. La présentation de rapports par les signataires se fait à partir d'auto-évaluations basées sur des critères et

des indicateurs auto-définis. Sans compter qu'il n'existe aucun mécanisme de recours pour les groupes affectés négativement.

En dépit de leurs défauts évidents, les États et les institutions internationales ont promu ces principes et les programmes de responsabilité sociale des entreprises, et les utilisent comme un argument pour éviter toute réglementation contraignante des activités des entreprises et des acteurs financiers opérant à l'échelle transnationale. Par ailleurs, ces initiatives cherchent activement à se présenter comme étant soutenues par les États ou l'ONU. Les signataires des PRI, par exemple, mentionnent ces principes comme étant les « PRI de l'ONU », afin de leur donner plus de légitimité.

Les initiatives dirigées par des entreprises, comme les PRI, constituent, du moins en partie, une réponse aux appels en faveur d'un développement économique plus durable et d'un système financier le secondant. Plusieurs États ont commencé à développer des stratégies pour des « finances durables ». L'Union européenne a par exemple adopté un Plan d'action sur la finance durable ⁷⁸. Bien que les mesures prévues incluent des réglementations, de meilleures évaluations des risques et une transparence accrue des opérations financières, le puissant lobbying des entreprises risque d'édulcorer les propositions plus progressistes. Le résultat pourrait bien être un nouveau cadre de verdissement profitant au capitalisme mondial.

4.3.5

LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET L'APPROCHE MULTI-PARTIES PRENANTES

La financiarisation accentue les processus de privatisation des biens et services essentiels, de la gouvernance et même du gouvernement. En effet, les entreprises et tous les types d'« investisseurs » sont de plus en plus considérés et traités comme des acteurs majeurs de la gouvernance, y compris dans l'élaboration des politiques. Ceci remodèle profondément la manière dont l'autorité publique est exercée à tous les niveaux, notamment au niveau national et dans le système multilatéral des Nations Unies.

Un exemple en est l'émergence de l'approche « multi-parties prenantes » (ou multipartite), promue par les entreprises, de nombreux gouvernements, les agences de l'ONU et les acteurs du monde des affaires tels que le Forum économique mondial (FEM). L'approche « multi-parties prenantes » est un pas vers la domination directe par les entreprises et les capitalistes. Une évolution particulièrement inquiétante a eu lieu en juin 2019, lorsque l'ONU a signé un cadre de partenariat stratégique avec le Forum économique mondial (FEM) pour mettre en œuvre le programme de développement durable des Nations unies pour 2030⁷⁹. Cette initiative a été violemment contestée par les organisations sociales du monde entier⁸⁰.

**RAPPEL-
-VOUS**

L'APPROCHE « MULTI-PARTIES PRENANTES » :

UNE NOUVELLE MANIÈRE, POUR LE MONDE
DES AFFAIRES DE GOUVERNER LE MONDE

Au niveau national, les gouvernements fonctionnent comme des médiateurs institutionnels entre les entreprises et la population. Les gouvernements sont censés adopter des réglementations pour protéger et promouvoir le bien-être de la population, et mettre à disposition des tribunaux et un système judiciaire impartial pour parvenir à un équilibre adéquat entre les pratiques impulsées par le marché et les valeurs et attentes du public. Or, depuis leur apparition, les sociétés transnationales ont opéré sur le marché international sans la force de contrainte similaire à celle d'un État.





Certaines transnationales et entités issues de élites, comme le FEM, ont fini par reconnaître qu'il existe des menaces mondiales si importantes qu'elles ne peuvent pas être gérées uniquement par les transnationales ou par les processus internes de la mondialisation. Selon eux, les transnationales doivent s'unir à d'autres acteurs afin de développer des interventions quasi-étatiques pour gérer ces crises. La structure de gouvernance multi-parties prenantes, telle que celle utilisée par les Global Future Councils du FEM et le Pacte mondial du Secrétaire général de l'ONU, offre une nouvelle manière d'institutionnaliser les rôles internationaux pour les entreprises transnationales, conjointement avec des gouvernements spécifiques, la société civile, les universitaires et d'autres acteurs sociaux. Un projet de gouvernance multi-parties prenantes combine généralement une entreprise transnationale ou deux et une organisation de la société civile ou deux, un gouvernement ou deux et d'autres individus afin d'affronter une tâche de gouvernance. Il ne s'agit pas de n'importe quelle tâche de gouvernance, mais d'une tâche dont la résolution revêt une fonction bénéfique pour l'organisation fondatrice. Toutes les transnationales n'entreprennent pas ces initiatives. Y compris les transnationales ou les divisions de transnationales s'étant engagées dans cette direction ont insisté sur le fait que toutes ces nouvelles interventions sont volontaires. Les entreprises transnationales et les autres potentiels acteurs de la gouvernance mondiale d'un groupe composé de multiples parties prenantes peuvent donc se retirer d'un projet multipartite spécifique ou prendre de la distance par rapport à l'approche multi-parties prenantes, lorsqu'ils considèrent que ces activités ne sont pas à leur goût.

Adapté de: Harris Gleckmann. 2018. Multistakeholderism: a new way for corporations and their new partners to try to govern the world.

En anglais:

www.civicus.org/index.php/re-imagining-democracy/overviews/3377-multistakeholderism-a-new-way-for-corporations-and-their-new-partners-to-try-to-govern-the-world

Les partenariats public-privé (PPP) constituent une autre forme de collaboration de plus en plus fréquente entre les acteurs des entreprises et financiers et les institutions publiques. Les PPP sont promus comme une solution permettant de dépasser le manque de financement gouvernemental pour le développement et des projets d'infrastructure. Dans de nombreux cas, ceci équivaut à privatiser les services publics tels que les transports, la santé, l'éducation et l'énergie, avec des conséquences néfastes pour les secteurs défavorisés de la population et les ménages à faible revenu. Par ailleurs, les PPP estompent les frontières entre acteurs publics et privés et confondent leurs fonctions et leurs responsabilités respectives. Les biens et services publics sont de plus en plus considérés comme des matières premières et des actifs, et l'État risque d'éluder de ses responsabilités publiques. Dans la pratique, les entreprises utilisent les PPP pour contourner la plupart des risques associés à certains types d'« investissements » en poussant les gouvernements à faire pencher les normes et les réglementations en leur faveur, et pour éviter d'avoir à rendre des comptes.

LA FOURNITURE DE SERVICES PUBLICS PAR

RAPPELZ
-VOUS

LE BIAIS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

« La fourniture de services publics est un domaine faisant l'objet d'une reconfiguration croissante dans le but de permettre une extraction des richesses en faveur des 1 % de la population, par le biais des dénommés Partenariats public-privé (PPP). L'impulsion en faveur des PPP ne vise pas à construire une infrastructure bénéficiant à la société,





mais à développer de nouvelles subventions bénéficiant à des personnes déjà riches. Elle porte moins sur le financement du développement que sur le développement de la finance. [...]

Les routes, les ponts, les hôpitaux, les ports et les chemins de fer sont convoités par la finance, et transformés en une catégorie d'actif garantissant aux investisseurs privés des sources de revenus aux dépens du public.

Ce pillage légalisé– ou « larcin autorisé » – revient à extraire des richesses considérables des pays du Sud et à les détourner en direction de l'élite représentant les 1 % de riches mondiaux ».

Extrait de: Hildyard, Nicholas. 2016. *Licensed Larceny: Infrastructure, Financial Extraction and the global South*, The Corner House.

Indépendamment des PPP, nous observons également que les entreprises, comme les compagnies minières ou les sociétés de l'agroindustrie, ainsi que les bailleurs les soutenant, se substituent parfois à l'État, finissant par construire les routes, les écoles ou les hôpitaux, dans le cadre de mesures de responsabilité sociale des entreprises. Compte tenu que ces entreprises paient souvent des forces de sécurité et comptent avec le soutien politique des autorités locales et du pouvoir central, les communautés peinent à distinguer les entreprises et les « investisseurs » du gouvernement.



4.3.6

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Les PPP et l'approche multi-parties prenantes sont maintenant institutionnalisés dans les priorités mondiales en faveur du développement durable, notamment dans le Programme de dévelop-

pement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable. En effet, le secteur privé/les entreprises, ainsi que les organisations philanthropistes (comme la Fondation Bill et Melinda Gates et le réseau Omidyar, qui est dirigé par le fondateur d'eBay, etc.), sont considérés comme des « partenaires » essentiels pour mobiliser les moyens financiers nécessaires afin de mettre en œuvre les priorités de développement durable. Ces dernières années, plusieurs initiatives ont encouragé des approches selon lesquelles le rôle actif des acteurs des entreprises et de la finance au moment de s'attaquer aux crises mondiales est non seulement bénéfique, mais aussi nécessaire. Par conséquent, les objectifs de développement mondiaux sont de plus en plus alignés sur les intérêts des entreprises.

Cette approche a été formalisée dans les ODD, mais aussi dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, qui a été adopté par les États en 2015. Selon les Nations Unies, celui-ci « fournit un nouveau cadre mondial pour financer le développement durable alignant l'ensemble des flux de financement et des politiques sur les priorités économiques, sociales et environnementales. ⁸¹. Un domaine d'action du Programme d'Addis-Abeba est l'« Entreprise privée et finances intérieures et internationales ».

Preuve du rôle croissant que joue le secteur privé dans la définition et la mise en œuvre des priorités mondiales en matière de développement, ses acteurs contribuent de plus en plus aux programmes des différentes agences onusiennes. Le « financement mixte » est une expression fréquemment utilisée pour décrire cette mainmise du secteur des entreprises et du secteur financier sur la gouvernance mondiale, qui entraîne une refonte radicale de la gouvernance.

4.4 LES DISCOURS ET LES IMAGINAIRES

Comme mentionné précédemment, la financiarisation s'accompagne d'un important aspect discursif. Cela signifie que le capitalisme dévoyé et ses acteurs dépensent des ressources considérables pour légitimer et justifier l'expansion de la finance

mondiale dans tous les sphères de la vie, tout en supprimant toute discussion critique dans la société en général. Leur objectif est de faire en sorte que le processus de financiarisation et ses conséquences soient considérés comme quelque chose de « naturel », nécessaire et désirable pour le développement et le progrès de l'humanité.

Une caractéristique centrale de l'argumentaire et du discours construit par les promoteurs de la financiarisation est que la réalisation d'un plus grand nombre d'investissements augmente l'efficacité de la production de biens publics comme l'alimentation, la santé, les transports, etc. Une grande partie du discours conventionnel entend l'« investissement » exclusivement en termes économiques/financiers, comme la mobilisation de capitaux financiers dans le but de générer un bénéfice/rendement. Cependant, le véritable investissement va au-delà de cela. Dans le contexte de l'agriculture, par exemple, l'investissement désigne l'engagement de ressources multiples (naturelles, humaines, sociales, culturelles, physiques et financières, entre autres) qui répondent à des objectifs multiples comme l'augmentation de la fertilité du sol, le soutien aux pratiques et rituels culturels ou la création d'opportunités pour la prochaine génération de jeunes ruraux ⁸². Dans le contexte de la financiarisation, ces aspects plus larges disparaissent et l'accent est mis sur la rentabilité financière, ce qui sert les intérêts du capitalisme dévoyé.

Il est important de souligner que, dans le monde de la finance mondiale, la distinction entre l'investissement et la spéculation est en train de s'estomper. Tous les investissements financiers comportent en effet une composante spéculative. Par exemple, les gestionnaires des régimes de retraite prétendent ne pas faire de spéculation, car ils achètent des terres avec une perspective à long terme (à 10 ou 20 ans). Ces investissements renferment cependant une importante composante spéculative. Ils spéculent sur la hausse des prix du foncier, l'augmentation de la demande mondiale pour les matières premières agricoles et une caractéristique anticyclique de l'évolution de la valeur du foncier par rapport aux autres secteurs d'investissement. Par ailleurs, dans la plupart des cas, un investisseur financier vendra son investissement s'il anticipe une perte (c'est-à-dire que la spéculation sur la valeur et le prix ne se concrétise pas) ou un gain notable (valeur maximale). Ceci différencie les acteurs financiers des autres « investisseurs ». Une paysanne ne vendra normalement pas son exploitation parce que les prix du foncier sont élevés. De la même

manière, une association/coopérative de logement investira dans ses logements et en construira ou en achètera probablement de nouveaux. Mais, compte tenu que son but principal est de proposer des appartements à ses membres, elle ne vendra pas, y compris si les prix de l'immobilier atteignent des sommets.

La transformation des terres et des autres biens communs en catégories d'actifs négociables sur les marchés financiers mondiaux doit être considérée dans la continuité de la privatisation et de la marchandisation de ces biens, promues depuis longtemps par des acteurs tels que la Banque mondiale. Dans les années 1990 et 2000, l'influent économiste Hernando De Soto justifia la fourniture d'actes/titres fonciers privés aux paysans au motif qu'ils pouvaient les utiliser comme garantie pour des crédits.

4.5 LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES ET LE « BIG DATA »

Le capitalisme dévoyé et numérisé. Les technologies numériques sont essentielles pour permettre à la finance mondiale d'exercer un contrôle sur nos territoires. Le contrôle des entreprises financières et des flux de trésorerie provenant des centres financiers mondiaux (voir le chapitre 4.2) exige des flux d'information et des outils pour réaliser des transactions (l'achat et la vente de terres, de maisons, d'actions, etc.). La numérisation, c'est-à-dire l'intégration des technologies numériques aux différentes sphères de la vie, a constitué un facteur clé de la financiarisation mondiale. La croissance exponentielle de la finance mondiale n'a par exemple été possible que grâce aux technologies de l'information, y compris les transactions à haute fréquence. La numérisation et les technologies de l'information ont aussi joué un rôle clé au moment d'amener les terres et les autres biens communs sur les marchés financiers mondiaux.

Il est important de faire la distinction entre les deux principaux aspects de la numérisation du foncier. Tout d'abord, l'accès à des données foncières portant sur des endroits très précis, telles que celles relatives à la qualité du sol, aux rendements de production, à l'accès à l'eau, à la couverture forestière, à l'évolution des prix

du foncier, aux régimes de pluie, etc., est essentiel pour les investisseurs. Grâce à la numérisation, un intermédiaire financier de Singapour, par exemple, peut accéder à ces informations pour une parcelle en Colombie. Au nom de la « la numérisation de l'agriculture », ce recueil de données et leur privatisation dans des clouds virtuels sont largement engagés, sous la direction de conglomérats d'entreprises transnationales comme John Deere, AGCO et CHN ⁸³.

Deuxièmement, la numérisation des données d'administration foncière, notamment des données cadastrales, permet (potentiellement) la réalisation de transactions foncières dans la sphère virtuelle. Des efforts sont actuellement en cours pour appliquer la technologie de la chaîne de blocs (blockchain, en anglais) au foncier. La chaîne de blocs est la technologie à l'origine des cryptomonnaies telles que le bitcoin ; elle est généralement décrite comme un grand système de registre ouvert, distribué et décentralisé, où sont enregistrées les informations et les transactions entre deux parties. La technologie de la chaîne de blocs permet non seulement le stockage des données d'administration foncière, mais permet aussi d'effectuer des transactions grâce aux dénommés « contrats intelligents », qui se réalisent pour une bonne part de manière automatisée et auto-exécutoire. Des expériences pilotes sont actuellement réalisées dans différents pays du monde ⁸⁴. Les discours qui s'y rapportent pointent tout spécialement du doigt l'inefficacité des États et des administrations, laissant ainsi penser que les acteurs privés seront bien plus efficaces au moment de prendre en main l'administration des terres de manière décentralisée et sans l'interférence des autorités publiques. Les entreprises impliquées promettent « un accès facilité, une plus grande précision, une meilleure extensibilité et transparence » ⁸⁵, et même une administration foncière plus démocratique.

L'exemple de BlackRock (voir l'Encadré n° 17) montre que la technologie numérique et le contrôle des grandes données sont utilisés pour exercer un contrôle sur les territoires, et en extraire des richesses. La technologie et les grandes données jouent donc un rôle clé dans la consolidation du contrôle des entreprises sur nos vies.

RAPPELEZ
-VOUS

LE CAPITALISME DÉVOYÉ, LES DONNÉES ET LES SYSTÈMES D'ANALYSE

De nos jours, les sociétés financières sont également des sociétés de données. Elles collectent constamment d'énormes quantités de données et les analysent afin d'optimiser leurs opérations. BlackRock, la plus grande société de gestion d'actifs au monde, en est l'illustration. Une grande partie de son succès est attribuée à son système d'analyse des données, Aladdin (Réseau d'investissements en actifs, passifs, dettes et dérivés). Pour que ces systèmes fonctionnent, ils doivent être alimentés par une importante quantité de données numériques. Des systèmes comme Aladdin utilisent les informations numériques pour transformer des terroirs (distants) en données, codes et algorithmes qui calculent les taux de rendement des investissements financiers et de la spéculation.

RAPPELZ
-VOUS

LES PROPRIÉTAIRES AUTOMATISÉS

Les sociétés immobilières financiarisées ou les grands groupes propriétaires (voir le chapitre 3.5) recourent de plus en plus aux technologies numériques pour optimiser l'extraction des richesses au détriment des locataires. Elles utilisent tout d'abord les outils numériques pour rendre la gestion de leurs parcs de logements plus efficace. De plus en plus, les locataires doivent signaler les dommages tels que les ruptures de canalisations via une interface numérique, ce qui crée une relation impersonnelle et distante entre propriétaires et locataires et rend la reddition de comptes encore plus difficile. Les sociétés immobilières utilisent également des outils numériques pour suivre le paiement des loyers et envoyer des rappels automatiques relatifs aux paiements, exerçant ainsi une pression accrue sur les locataires. L'installation de tels outils est par ailleurs vendue comme une mesure ajoutant de la valeur aux logements, justifiant donc l'augmentation des loyers.

Deuxièmement, elles utilisent les outils numériques pour recueillir systématiquement des données et des informations sur les locataires. Cette étape est essentielle pour que le logement (locatif) fonctionne comme un type d'actif financier. Les nouveaux instruments financiers tels que les titres adossés à des contrats de location, c'est-à-dire des actifs négociables basés sur les paiements (réels et anticipés) de loyers, dépendent de la capacité à calculer les risques de manière adéquate, y compris les défauts de paiement des locataires. Ceci exige de disposer de données systématiques concernant le pool de locataires, ce qui génère une surveillance accrue. Ces données peuvent aussi être vendues à d'autres entreprises, qui peuvent les utiliser pour cibler leurs produits et leurs services sur les personnes concernées.

Lecture complémentaire:

Fields, Desiree. 2017. Beware the Automated Landlord.

En anglais:

[www.redpepper.org.uk/
beware-the-automated-landlord](http://www.redpepper.org.uk/beware-the-automated-landlord)

LA FIN DE L'ARGENT

(TEL QUE NOUS LE CONNAISSONS) ?

Pour un grand nombre de personnes, finance rime avec argent. Il peut donc être difficilement concevable que l'abolition de l'argent liquide constitue une stratégie visant à élargir la portée de la finance mondiale et à accroître ses perspectives de bénéfices. Pourtant, plusieurs initiatives pointent exactement en ce sens. En voici deux exemples:

1. La démonétisation en Inde

En novembre 2016, le gouvernement indien annonçait sa volonté de retirer de la circulation tous les billets de cinq cents et de mille roupies (coupures équivalentes à sept et quatorze dollars environ, respectivement). Officiellement, il s'agissait de lutter contre le marché noir, la prolifération des fausses devises et le financement illicite de groupes terroristes. Le retrait de ces billets eut de graves répercussions sur les populations pauvres et les secteurs (informels) tributaires de l'argent en espèces, parmi lesquels les paysans, les artisans traditionnels ou les petites et moyennes entreprises. Ces personnes se sont vu priver de toute possibilité de vendre leurs produits, ont perdu leurs emplois ou ont dû mettre la clé sous la porte. Dans certains cas, elles ne pouvaient plus payer les soins médicaux. De surcroît, il a été constaté que plus d'une centaine de personnes avaient perdu la vie des suites de l'interdiction de ces billets.

L'unique secteur à tirer son épingle du jeu fut celui des sociétés de technologie financière (ou fintech), à savoir les services financiers qui reposent sur la technologie, comme les systèmes de paiements (PayPal, WePay, PayTM, etc.).





En conséquence de la décision du gouvernement, le volume des transactions bancaires réalisées sur mobiles augmenta de 380 % et celui des paiements numériques de 360% ⁸⁶. Finalement, le gouvernement fut forcé d'admettre que les objectifs déclarés n'avaient pas été atteints et que la démonétisation constituait, en réalité, un moyen d'ouvrir la voie à une économie utilisant moins, voire plus du tout d'espèces. Les banques, les sociétés de carte de crédit et de technologie financière ainsi que plusieurs gouvernements poussent en faveur du remplacement de l'argent matériel, car il ne permet de dégager que très peu de bénéfices. Mais, dès que l'on convertit l'argent en octets numériques, deux possibilités apparaissent : tout d'abord, facturer des frais arbitraires pour chaque transaction ; et générer toute une file de données sur les revenus et les dépenses des clients, ce qui offre une base à partir de laquelle vendre à ces derniers d'autres services financiers ⁸⁷.

L'Inde n'a pas réussi à remplacer l'argent liquide. Si, pendant un temps, les gens furent contraints de recourir à des moyens de paiement numériques, ils revinrent vite aux espèces dès leur remise en circulation.

2. Libra, la monnaie virtuelle de Facebook

D'aucuns voient dans les monnaies virtuelles (ou cryptomonnaies) un moyen par lequel s'affranchir de l'oppression de l'État ou d'un système monétaire international injuste et (néo)colonial ⁸⁸. Toutefois, l'annonce faite par Facebook, en juin 2019, de lancer la libra, sa propre monnaie virtuelle, laisse entrevoir comment l'argent numérique pourrait conduire les entreprises à étendre leur pouvoir encore davantage.

La libra a été créée par le consortium « Libra Association » réunissant plusieurs entreprises, dont la société de paiements électroniques PayU, les entreprises de technologie





Uber et Lyft, les compagnies de télécommunication Vodafone et Iliad, plusieurs sociétés spécialisées dans la technologie de la chaîne de blocs (ou blockchain) ainsi qu'un certain nombre d'entreprises de capital-risque ⁸⁹. Cette association est pilotée par une filiale du groupe Facebook appelée Calibra. Le consortium mise sur le fait que les utilisateurs de Facebook (2,5 milliards de personnes dans le monde actuellement) se tourneront vers la libra, qui est une monnaie privée, pour régler leurs paiements. Le plus grand réseau social du monde serait alors transformé en un lieu d'achat et de vente de biens et de services. Si un grand nombre de personnes commencent à utiliser la libra, la valeur des données générées par les transactions financières sera pharamineuse, et plus encore si elles sont associées aux données comportementales collectées par Facebook ⁹⁰.

Depuis toujours, l'émission de la monnaie relève des prérogatives des États et représente un pilier de leur souveraineté. De plus, les politiques monétaires sont un outil important permettant d'orienter l'économie d'un pays. Étant donné qu'il s'agit d'une monnaie privée, la libra échappe au contrôle des banques centrales ou des gouvernements et n'est soumise à aucune obligation de rendre compte. Mais, si l'usage de la libra devient plus large et qu'une crise la frappe, il se peut que les États soient obligés de prendre en charge le risque financier lié à cette monnaie. En résumé, la libra constitue un cap supplémentaire visant à remplacer les États et leurs politiques publiques par les entreprises et leurs intérêts financiers.

MESSAGES CLÉ

- Le capitalisme dévoyé fait appel à une large gamme d'acteurs, qui fonctionnent par l'intermédiaire d'un nombre relativement restreint de centres financiers.
- L'opacité et le contournement des réglementations publiques et de l'impôt constituent des caractéristiques essentielles du capitalisme financier.
- Une série de politiques permettent à la finance mondiale d'étendre son pouvoir et sa portée, ainsi que l'accumulation des richesses par une petite élite.
- Les acteurs issus des entreprises et de la finance se sont imposés comme des acteurs essentiels de la gouvernance des États et du système multilatéral des Nations Unies. Ceci leur permet de façonner les politiques mondiales et nationales et d'éviter la reddition de comptes au titre des délits qu'ils commettent.
- Les acteurs du capitalisme dévoyé ont créé des discours qui justifient l'expansion des marchés financiers dans des domaines et des secteurs où ils étaient auparavant absents. Le besoin d' « investissements » et d'une efficacité accrue suggèrent que le remplacement des politiques publiques par le capital mondial est non seulement nécessaire mais aussi souhaitable.
- Les technologies numériques ont contribué à transformer les terres et les autres biens communs en actifs financiers, et à consolider (et creuser) les inégalités existantes en matière de richesses.

QUESTIONS POUR LA DISCUSSION

- À travers quels mécanismes les acteurs financiers exercent-ils ou essaient-ils d'exercer un contrôle sur vos terroirs ?
- Quelles sont les principales politiques, dans votre pays ou dans votre région, qui promeuvent l'extraction des richesses par les acteurs des entreprises et de la finance ?
- Pouvez-vous donner des exemples de la manière selon laquelle la numérisation et les technologies de la communication ont facilité l'accaparement des ressources par les élites nationales ou mondiales ?





RÉSISTANCE: LES NOUVEAUX DÉFIS POUR LE MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Le capitalisme dévoyé intensifie les menaces existantes et crée de nouvelles formes de dépossession et de violence. Comprendre les moteurs et les mécanismes en jeu n'est que la première étape d'une réflexion orientée vers l'action qui nous permettra d'affiner nos luttes et nos stratégies pour arrêter et faire reculer la privatisation et la marchandisation de la nature et de la vie.

DANS CE CHAPITRE, NOUS:

- rappellerons les fondements des luttes des peuples et des organisations sociales pour leurs terroirs.
- décrirons des luttes en cours qui remettent en cause le capitalisme dévoyé.
- proposerons quelques questions à débattre au sein du mouvement pour la souveraineté alimentaire et d'autres mouvements.

En tant que mouvements sociaux luttant pour la souveraineté alimentaire, nous défendons nos territoires de tous types d'incurSIONS et de la destruction environnementale depuis longtemps. Nous nous sommes également battus pour la réforme agraire et aquatique, et pour la gestion communautaire de nos communs, car nous considérons qu'il n'est pas légitime qu'une minorité détienne et contrôle la plupart des terres, des forêts, des mers, des rivières et la nature dans son ensemble.

Nos combats s'inspirent de notre vision commune, exposée dans la Déclaration de Nyéléni de 2007, dans laquelle nous avons réaffirmé notre engagement vis-à-vis de la souveraineté alimentaire et consolidé notre compréhension de son potentiel transformateur pour bâtir un monde où le droit de chacun-e à une alimentation adéquate, saine et culturellement adaptée est concrétisé. Nous nous sommes aussi engagé-e-s à lutter pour:

« Une véritable réforme agraire intégrale qui garantisse aux paysan-ne-s de pleins droits sur les terres, défende et récupère les territoires appartenant aux peuples autochtones, assure aux communautés de pêcheurs l'accès aux zones de pêche et aux écosystèmes, et le contrôle de ces derniers, reconnaisse l'accès et le contrôle des pâturages et les voies migratoires, garantisse un travail décent pour une rémunération juste ainsi que les droits de tous les travailleurs, et un avenir pour la jeunesse dans les campagnes ; un monde où la réforme agraire redynamise l'interdépendance entre producteurs et consommateurs, assure la survie de la communauté, la justice économique et sociale, la pérennité écologique ainsi que l'autonomie et la gouvernance locales, dans le respect de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes [...] où le droit au territoire et à l'autodétermination des peuples est garanti »⁹¹.

De la même manière, dans l'Accord des peuples de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère, qui s'est tenue en 2010 en Bolivie, nous avons clairement reconnu les limites et les actions prédatrices du capitalisme à l'encontre de la Terre-Mère, et proposé les fondements de modèles d'interaction alternatifs entre les êtres humains et la nature cherchant à rétablir l'harmonie :

« Il ne peut y avoir d'équilibre avec la nature que s'il y a équité entre les êtres humains.

Nous proposons aux peuples du monde de récupérer, revaloriser et renforcer les connaissances, les savoirs et les pratiques ancestrales des peuples autochtones, affirmés dans l'expérience et les propositions du « bien-vivre » (Sumak Kawsay), en reconnaissant la Terre-Mère comme un être vivant avec lequel nous avons une relation indivisible, interdépendante, complémentaire et spirituelle »⁹².

À partir de notre vision partagée, nous avons développé des propositions détaillées portant sur les modalités de gouvernance de nos territoires en faveur de la souveraineté alimentaire et sur la base de nos droits humains⁹³. Nos propositions se basent en grande partie sur la reconnaissance, au niveau international, des droits des peuples autochtones sur leurs territoires ancestraux (Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones⁹⁴) ; ainsi que des droits des paysans et des autres populations rurales sur leurs terres et les ressources naturelles (Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural⁹⁵). Les conventions sur les droits humains et ces déclarations, ainsi que d'autres instruments internationaux ayant été adoptés par les États dans le cadre du système des Nations Unies (comme les Directives pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts⁹⁶, et les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale⁹⁷), montrent que nous avons pu atteindre la reconnaissance – partielle – de notre vision et de nos propositions.

Avec le capitalisme dévoyé, nous sommes confronté-e-s à des menaces et des problèmes anciens mais aussi nouveaux, qui menacent fondamentalement notre vision, nos droits et nos modes de vie. En tirant parti de nos luttes passées, nous devons nous mettre d'accord sur les meilleures manières de défendre et d'affirmer nos droits et notre dignité dans le nouveau contexte mondial. L'objectif de ce document de discussion est de stimuler des processus de réflexion permettant de réviser d'un œil critique notre analyse, la manière dont nous formulons nos luttes, nos stratégies et nos modes d'organisation, de travail et de mobilisation face au contexte du capitalisme dévoyé. Les exemples suivants, illustrant des luttes existantes, et les questions proposées entendent servir d'invitation à mener un processus collectif de réflexion et d'élaboration de stratégies.

5.1 LES LUTTES EN COURS CONTRE LE CAPITALISME DÉVOYÉ

Partout dans le monde, les communautés et les personnes s'opposent à la dépossession et l'injustice. Souvent, ces luttes bravent et défient – explicitement ou implicitement – le capitalisme, y compris sa forme contemporaine et financiarisée. Les exemples suivants entendent mettre en lumière la diversité des luttes sociales au service des territoires des peuples et contre la marchandisation de la nature. Nous n'ignorons pas que les luttes existantes sont bien plus nombreuses.

LA LUTTE POUR LA RÉFORME AGRAIRE



Lancée en 1999 par le mouvement paysan transnational La Via Campesina, la Campagne mondiale pour la réforme agraire en appelle à une juste redistribution des terres et des ressources naturelles et s'oppose aux approches présentant les marchés comme la meilleure manière d'allouer des terres aux utilisateurs et aux utilisations les plus « efficaces ». Face à la dépossession de leurs territoires dont sont victimes les communautés locales et face à la concentration du contrôle entre les mains d'une poignée d'acteurs puissants – que ces phénomènes soient des vestiges de l'histoire (par exemple de la période de colonisation) ou le fruit de processus plus récents – la Campagne mondiale pour la réforme agraire met en avant la nécessité de politiques de redistribution des terres basées sur les droits humains. En soutenant les luttes foncières en cours ainsi que le plaidoyer mené à différents niveaux, la Campagne s'oppose à la privatisation et à la marchandisation des ressources naturelles promues par plusieurs gouvernements, la Banque mondiale et d'autres Institutions financières internationales (IFI). Elle plaide en faveur de réformes agraires intégrales pour garantir le contrôle des personnes et des communautés sur leurs territoires.



PROMOUVOIR LE DROIT HUMAIN À LA TERRE ET AUX TERRITOIRES



Le cadre des droits humains constitue un outil important permettant aux communautés et aux mouvements sociaux de faire valoir leurs droits sur les territoires. Ces derniers se sont également impliqués au niveau des espaces consacrés aux politiques publiques mondiales afin de faire progresser la reconnaissance de leurs droits en tant que droits humains. Comme conséquence de ces luttes, les droits des peuples autochtones sur leurs territoires ancestraux ont été reconnus par les États dans la Convention n° 169 de l'OIT et dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Plus récemment, les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales sur les terres, sur leurs ressources naturelles et à choisir leurs modèles de production ont été reconnus dans la Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Les organisations du CIP ont aussi pris activement part à l'élaboration des Directives internationales pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (les Directives sur les régimes fonciers) et des Directives visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale (les Directives PAD), deux instruments fermement ancrés dans les droits humains clarifiant les obligations des États au regard de la gouvernance des ressources naturelles. Par ailleurs, la force du plaidoyer et de la participation a mené à l'adoption de la Recommandation générale n° 34 par le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), qui précise les droits des femmes rurales sur la terre.

Le Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels (CDESC) est quant à lui en train d'élaborer une Observation générale sur les questions foncières. Les mouvements sociaux et les OSC sont impliquées dans ce processus pour veiller à ce que le document réaffirme que la terre est un droit humain. La lutte pour un droit humain à l'alimentation demeure indispensable, car ce dernier permet de faire valoir que la terre


est d'abord et avant tout un bien commun ; un bien commun auquel les communautés et les peuples ont accès, qu'ils contrôlent, gèrent et utilisent sous de multiples formes, afin de vivre une vie digne et en accord avec leur contexte social et culturel.



LA RECONNAISSANCE JURIDIQUE DES SYSTÈMES FONCIERS COUTUMIERS



Fruit de plusieurs années de mobilisation et de plaidoyer de la part des groupes de base et des organisations paysannes, une nouvelle loi sur les terres agricoles (la Loi sur le foncier agricole, LFA) a été approuvée par le gouvernement malien en 2017 ⁹⁸. Cette loi apporte une reconnaissance juridique des droits fonciers coutumiers. En assurant une protection aux systèmes fonciers collectifs et coutumiers, elle donne aux communautés la possibilité de gérer leurs ressources de manière autonome, sur la base des droits collectifs et selon les règles définies par chacune d'entre elles. Elle protège ainsi les populations rurales des accaparements de terres et de la spéculation foncière, et ouvre la voie à la production agroécologique. Les mouvements sociaux et les OSC soutiennent actuellement la mise en application de la loi, notamment en appuyant l'établissement de commissions villageoises dans les communautés rurales et le processus de définition conjointe des règles collectives de la gouvernance communautaire des terres.



UNE POLITIQUE QUI RECONNAÎT LES DROITS COLLECTIFS DES PERSONNES PRATIQUANT LA PÊCHE ARTISANALE



En 2012, l'Afrique du Sud a adopté une nouvelle politique relative à la pêche artisanale. Cette politique se détourne de la traditionnelle allocation individuelle des droits de pêche dans une optique commerciale pour adopter une approche axée sur l'amélioration des moyens d'existence des pêcheurs et de leurs communautés. Par ailleurs, elle apporte une reconnaissance juridique aux communautés d'artisans-pêcheurs. Elle prévoit l'établissement d'une entité juridique communautaire, à travers laquelle une communauté de pêcheurs peut opérer pour la gestion de sa pêche et des activités connexes. De même, elle réserve des zones de pêche préférentielles aux artisans-pêcheurs, en dehors des limites prévues pour la pêche commerciale à grande échelle ⁹⁹. Malgré de nombreux accomplissements importants, la mise en œuvre de la politique reste un défi. Les organisations locales de pêcheurs soutiennent les communautés dans la définition des dispositions foncières qui s'appliqueront à leur cas, et pour décortiquer et tirer profit des cadres de gouvernance qui les concernent ¹⁰⁰.




LES LUTTES POUR LA REMUNICIPALISATION DE L'EAU



Après la vague de privatisations de l'eau survenues dans les années 90 et au début des années 2000, les autorités régionales et nationales ont commencé à replacer les services d'eau sous contrôle public. La pression exercée par les mouvements sociaux et la non-viabilité de plus en plus manifeste de la privatisation

de l'eau – qu'elle prenne la forme de privatisations totales, de concessions ou de PPP – ont forcé les administrations publiques à résilier les contrats avec le privé. Le sous-investissement, la hausse des prix, les coupes dans la main-d'œuvre et la piètre qualité des services figurent parmi les facteurs ayant conduit à la remunicipalisation. Selon les recherches, le nombre de cas de remunicipalisation a été multiplié par 60 entre 2000 et 2014 ¹⁰¹. À Jakarta (Indonésie), la Coalition des résidents de Jakarta contre la privatisation de l'eau a lancé une pétition afin de s'opposer à la gestion privée de l'approvisionnement en eau de la ville et intenté une action en justice en 2012 (après l'octroi d'une concession à un consortium d'entreprises en 1997). En 2015, le Tribunal du district central de Jakarta a statué que les conditions de la privatisation de l'eau de la ville violaient le droit à l'eau garanti par la Constitution indonésienne. Le gouvernement du pays et les opérateurs privés ont fait appel de la décision. En 2017, la Cour suprême d'Indonésie a rendu un verdict ordonnant aux gouvernements provinciaux et central de mettre fin à la privatisation de l'eau et de restituer les services à la compagnie publique de distribution d'eau ¹⁰².



L'AGROÉCOLOGIE, OU LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DES STRUCTURES DE POUVOIR



L'agroécologie est une composante clé du projet politique de souveraineté alimentaire, doublée d'une réponse aux multiples crises auxquelles sont confrontées l'humanité et notre planète. Elle incarne une proposition visant à transformer radicalement nos systèmes alimentaires et à réparer les dommages causés par le système alimentaire industriel, qui ont entraîné la destruction des écosystèmes, la dégradation des sols, l'épuisement des fonds de pêche, l'apparition de mauvaises herbes tolérantes aux

herbicides, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la malnutrition et de graves problèmes de santé liés à une alimentation regorgeant d'aliments industriels et de mauvaise qualité (obésité, diabète, etc.). Les pratiques de production agroécologique, notamment les cultures intercalaires, la pêche traditionnelle et le pastoralisme mobile, l'intégration des cultures, des arbres, des animaux d'élevage et des poissons, et l'utilisation du fumier, du compost, des semences et des races animales locales, sont profondément ancrées dans les connaissances et les innovations développées au fil des siècles par les personnes pratiquant l'agriculture paysanne et par les peuples autochtones, ainsi que dans leurs modes de vie.

L'agroécologie est fondamentalement politique, car elle conteste et transforme les structures de pouvoir sur lesquelles repose la société. Le contrôle sur les terres, les eaux, les semences et la culture doit être aux mains des communautés et des personnes. Les diverses formes de production d'aliments à petite échelle basées sur l'agroécologie génèrent des connaissances locales, promeuvent la justice sociale, garantissent l'épanouissement de l'identité et de la culture, et renforcent la viabilité économique des zones rurales ¹⁰³. En décembre 2019, le Conseil de la FAO a approuvé une résolution détaillant les 10 principes clés de l'agroécologie ¹⁰⁴.

Les communautés et les organisations à travers le monde promeuvent l'agroécologie comme un modèle rémunérant les personnes et la nature, et non la finance mondiale. En Argentine, l'université paysanne UNICAM SURI a commencé à créer les dénommées « Galaxies-refuges agroécologiques ». Ces fermes agroécologiques, établies sur des terres récupérées, sont gérées collectivement par des jeunes paysan-ne-s dont nombre ont été victimes de violences, de l'addiction à la drogue ou de l'extrême pauvreté, suite à l'expulsion des communautés rurales. L'accès aux terres et les pratiques agroécologiques leur offrent de nouvelles perspectives.



LA LUTTE EN FAVEUR DE LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME FINANCIER MONDIAL



Le mouvement pour la justice financière entend changer radicalement le système financier actuel, qui favorise les pays riches et les sociétés financières, et se caractérise par un faible degré de démocratie. Sa revendication principale est l'établissement d'un organisme fiscal mondial à même de stopper la fraude fiscale systématique des entreprises opérant au niveau transnational. En effet, les sociétés transnationales déclarent actuellement leurs bénéfices là où ils ne sont pas soumis à l'impôt, c'est-à-dire dans les paradis fiscaux et les centres offshore. Comme conséquence, les pays du Sud, en particulier, perdent chaque année des sommes colossales. La mise en place d'un organisme fiscal mondial ne constituerait pas une solution intégrale pour remettre en état un système financier mondial défaillant, mais elle permettrait à tout le moins de mettre fin à certaines des injustices les plus grandes et garantirait une certaine réglementation des flux financiers illicites.



LA RÉSISTANCE À LA PROCHAINE VAGUE D'ACCORDS DE LIBRE- ÉCHANGE ET À L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE IMPULSÉE PAR LES ENTREPRISES



Partout dans le monde, les accords de libre-échange ont exacerbé les injustices mondiales et entraîné l'expulsion de communautés et de personnes de leurs territoires. C'est pourquoi les mouvements sociaux les contestent depuis longtemps. Alors que la numérisation a fait des données la ressource la plus précieuse, les grandes entreprises poussent les gouvernements à utiliser les accords de commerce pour mettre la main sur les données mondiales. À travers les négociations multilatérales portant sur le commerce électronique lancées à l'OMC en 2019, elles entendent obtenir la consécration de nouveaux droits en faveur des grands groupes dans le domaine du transfert et du contrôle des données, et parvenir à la pleine libéralisation de l'économie numérique. Les OSC et certains pays du Sud résistent à cette offensive, en défendant leur capacité à maintenir le contrôle de leurs données. Les membres du réseau mondial Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS) mènent campagne contre les règles relatives au commerce numérique à l'OMC, au motif que les données devraient être utilisées à des fins d'intérêt général et non pour gonfler les bénéfices des entreprises. Les mouvements sociaux et les OSC demandent la transformation des règles du commerce mondial, et que les droits humains fassent l'objet d'une grande attention dans l'élaboration des politiques relatives à l'économie numérique, au lieu de promouvoir les règles du commerce électronique développées par les multinationales comme Amazon, Google, Facebook ou Alibaba.



LA LUTTE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Malgré le large consensus qui se dégage de nos jours sur l'urgence de prendre des mesures pour lutter contre la crise climatique, le mouvement pour la justice climatique s'attache à ce que les réponses apportées accordent une place centrale aux droits humains et à la justice sociale. Les mouvements sociaux luttent pour des solutions à la crise climatique qui reconnaissent que les responsabilités de la crise et de ses impacts sont inégalement réparties et que les communautés et les groupes marginalisés sont les plus affectés. Le mouvement pour la justice climatique exige que les mesures prises s'attaquent aux causes profondes du réchauffement climatique et n'entraînent pas une plus grande exclusion des segments marginalisés de la population. Un volet important de la lutte consiste à s'opposer aux fausses solutions, notamment les approches fondées sur le marché telles que les marchés de carbone et les compensations, qui génèrent de nouvelles formes de spéculation et exploitent davantage encore la nature et les territoires (voir la section 3.7). Les solutions réelles à la crise climatique doivent être pilotées par les communautés et fondées sur leurs droits, leurs connaissances, leurs pratiques et leurs innovations.



L'OPPOSITION AUX GRANDS GROUPES PROPRIÉTAIRES



Au cours des dernières décennies, dans les villes du monde, un phénomène de spéculation et de financiarisation sans précédent s'est produit dans le domaine du logement (voir la section 3.4). Dans ce contexte, les personnes et les communautés résistent et intensifient leurs luttes en faveur du droit au logement.

À Berlin, en Allemagne, locataires et militant-e-s du logement ont initié une campagne afin d'enrayer le contrôle du capital sur les logements des personnes et démocratiser la manière dont nous vivons ainsi que les lieux que nous habitons. Un référendum est en train de se dérouler dans toute la ville dans le but d'exproprier les grands groupes immobiliers propriétaires, qui détiennent à tout le moins 3 000 appartements. Si elle parvient à ses fins, la campagne pourrait ainsi participer à démarchandiser jusqu'à 250 000 appartements actuellement aux mains de divers groupes d'investissement. La campagne Expropriate Deutsche Wohnen and Co.¹⁰⁵ compte avec le soutien du public et ses revendications sont en partie appuyées par les décideurs. Le gouvernement local a récemment mis en place un contrôle plus strict des loyers, en établissant un plafond visant à empêcher les flambées des prix du logement dues à la spéculation.

À Barcelone, la Plate-forme des personnes affectées par l'hypothèque (Plataforma de Afectados por la Hipoteca, PAH) a repris à son compte la lutte contre les fonds vautour et rejoint la campagne internationale #BlackstoneEvict¹⁰⁶. Dans le quartier du Raval, à Barcelone, le Syndicat des habitants du Raval et le Syndicat des locataires ont pris la tête de la résistance à l'éviction planifiée d'un immeuble entier détenu par Blackstone, où vivent 10 personnes. La solidarité entre voisins a permis d'empêcher l'éviction en organisant des concerts et des ateliers. En fin de compte, grâce à l'intervention de la municipalité, Blackstone a accepté de régulariser la situation de six familles, en leur proposant un loyer abordable. D'autres campagnes conjointes ont également été organisées par différents mouvements à Barcelone, telles que #KillBlackstone, qui a vu des dizaines de militant-e-s protester devant le siège du fonds, dans la périphérie de la ville, pour dénoncer ses pratiques abusives envers les locataires.

Ces actions, combinées à d'autres, menées par les mouvements sociaux représentant les locataires et les militants du logement s'inscrivent dans le cadre d'un mouvement grandissant plaidant en faveur de la socialisation du logement, partout en Europe¹⁰⁷.

DÉNONCER LE FINANCEMENT DES ACCAPAREMENTS DE TERRES PAR LES FONDS DE PENSION



Distintas organizaciones locales en Brasil han iniciado una campaña internacional para exigir cuentas a los inversores financieros por el acaparamiento de tierras y la destrucción ecológica en la región de MATOPIBA (véase el Capítulo 3.1.2). Junto con OSC de Brasil, EE.UU., Canadá, Alemania, Suecia y Países Bajos, han organizado una misión de investigación para documentar la situación sobre el terreno, y los resultados de esta se han utilizado para ejercer presión sobre los fondos de pensiones que están financiando las operaciones de empresas locales de agronegocios. Los representantes de las comunidades afectadas también han viajado a Europa y EE.UU. para recordar a las autoridades estatales su obligación de reglamentar de forma eficaz las operaciones transnacionales de las empresas y agentes financieros, en particular los fondos de pensiones. Como parte de su lucha para recuperar sus territorios, las comunidades y las OSC aliadas también han cuestionado públicamente al Banco Mundial por un proyecto de titulación de tierras que las empresas están utilizando para legalizar acaparamientos de tierras en el estado brasileño de Piauí ¹⁰⁸.



ROMPRE LE POUVOIR DES ENTREPRISES



La Campagne mondiale pour réclamer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des entreprises et mettre fin à l'impunité est un réseau composé de plus de 250 mouvements

sociaux, organisations de la société civile, syndicats et communautés affectés par les activités des entreprises transnationales. Ces groupes s'opposent et résistent aux accaparements de terres, à l'exploitation minière extractive, à l'exploitation salariale et à la destruction de l'environnement causés par les transnationales à travers le monde, en particulier en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine. La Campagne mondiale est un mouvement partant de la base, qui lutte pour obtenir des réponses structurelles à l'impunité généralisée dont jouissent les entreprises pour les délits qu'elles commettent contre les personnes et contre la planète. Elle plaide en faveur d'un Traité international des peuples, qui fournirait un cadre politique en appui aux communautés et mouvements locaux, nationaux et internationaux dans leurs résistances et leurs pratiques alternatives contre le pouvoir des entreprises. La Campagne mondiale prend également part au processus développé au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en faveur d'un instrument juridiquement contraignant pour réglementer les activités des sociétés transnationales, mettre fin aux violations des droits humains et garantir l'accès des communautés affectées à la justice¹⁰⁹.

5.2 QUESTIONS POUR UNE RÉFLEXION CRITIQUE

Sommes-nous bien organisés pour riposter ?

- Nous devons résister aux « projets d'investissement » spécifiques tels que les plantations, les mines, les zones de conservation, la construction de grands ports, ainsi que la spéculation sur le logement et les terres, ou la privatisation des services publics etc.
- Sommes-nous uniquement organisés pour résister à des projets ou des secteurs spécifiques, comme les projets émanant de l'agroindustrie, l'exploitation minière, les grandes infrastructures ou les projets ayant un impact sur l'environnement ? Ou sommes-nous capables d'incorporer des luttes concrètes à un contexte et une convergence plus larges ?

- De quelles expériences disposons-nous au moment de relier la résistance à des projets comparables dans le même secteur et dans d'autres secteurs de l'économie ?
- Comment faisons-nous face aux réseaux d'investissement opaques derrière les projets d'accaparement des ressources ? Comment veiller à ce que nous soyons capables d'identifier les principaux acteurs sans nous perdre dans des recherches interminables ?
- Quels sont les points faibles du capitalisme dévoyé ? Comment en faire un usage tactique et stratégique ?

Que devons-nous faire mieux ?

- Quelle est la force et l'efficacité de notre vision de la souveraineté alimentaire pour lutter contre le capitalisme financier ? Sommes-nous en train de passer à côté de certains aspects ?
- Si oui, comment dépasser ces « angles morts » ?
- Devons-nous affiner/continuer de concrétiser nos propositions concernant la manière selon laquelle doivent être réglementés les acteurs des entreprises et financiers, ainsi que l'utilisation des nouvelles technologies ?
- Dans quelle mesure nos propositions sont-elles concrètes et viables lorsqu'il s'agit des modalités de la construction d'un nouvel ordre économique et financier, basées sur la souveraineté et le contrôle des individus sur les ressources, sont-elles suffisamment concrètes ?
- Quels sont nos points faibles ?

Comment nos mouvements peuvent-ils gagner en taille et en puissance ?

- Le capitalisme dévoyé ne concerne pas uniquement le monde rural. De quelles expériences disposons-nous au moment de tisser des liens et collaborer avec les mouvements urbains ?
- Devrions-nous nous efforcer de forger des alliances avec des groupes tels que ceux regroupant les clients des fonds de

pension, pour obtenir des victoires ? Comment ? Avec qui devrions-nous travailler ?

- Avons-nous besoin d'alliances stratégiques avec des organisations disposant des connaissances techniques sur les technologies utilisées par la finance mondiale pour étendre son pouvoir et son influence ? Comment pouvons-nous construire ces alliances, et avec qui ?

Quelles mesures combinées devons/voulons-nous prendre ?

- Analyser en détail la logique du capitalisme financier et son mode de fonctionnement, et sensibiliser nos communautés à ce sujet ;
- Identifier les acteurs et les politiques clés impulsant la financiarisation dans votre région ou dans votre pays ; développer des stratégies pour les combattre ;
- Dénoncer les « investissements » financiers comme relevant de la spéculation et de l'extraction financière ;
- Réfuter l'idée répandue selon laquelle les titres fonciers « propres » et sécurisés profitent à toutes et à tous (servent « l'intérêt public ») ;
- Relier la financiarisation à l'accaparement des terres et des ressources, ainsi qu'à la concentration, en soulignant qu'il s'agit d'enjeux mondiaux. Nous avons besoin d'une campagne mondiale pour reprendre et redistribuer les terres et autres biens communs qui ont été saisis par les acteurs financiers mondiaux, et pour sécuriser ceux qui sont encore sous le contrôle des communautés et des personnes.
- Affirmer notre droit à la terre et aux terroirs comme concept s'opposant au droit mondial de propriété pour le capital financier ; renforcer les modèles de gestion des communs adaptés aux conditions locales, les formes coutumières et communautaires d'auto-gouvernance des biens naturels pour la souveraineté des peuples et le bien-vivre pour les individus et la nature ;

- Dénoncer les initiatives multipartites visant à légitimer les opérations commerciales et financières comme étant « responsables » ;
- Échanger des expériences entre nous et rendre visible la manière dont la production d'aliments et d'énergie ainsi que la fourniture de services de santé, d'éducation et de transport sont organisées sur nos territoires, et développer de manière plus approfondie nos propres propositions en la matière ;
- Partager les expériences dans le domaine de l'agroécologie, de l'économie circulaire et solidaire, de la réhabilitation des écosystèmes que nous connaissons ou que nous avons développés ;
- Démontrer comment les communautés de pêcheurs et les travailleur/-euses de la pêche, les peuples autochtones, les paysan-ne-s, les pastoralistes et les communautés urbaines ont contribué à d'importantes innovations et à la production de connaissances dans le domaine de la pêche, de l'agriculture, de l'élevage, de la conservation de la biodiversité, des écosystèmes, de la cohabitation, etc. ;
- Discuter de l'importance de revendiquer la souveraineté des individus sur les données et la technologie et de considérer les données comme des communs ;
- Débattre de la forme que pourrait prendre une transition juste vers le post-capitalisme et de la manière selon laquelle nous entendons gérer nos territoires ;
- Discuter des acteurs, y compris les institutions publiques, susceptibles de devenir des alliés stratégiques de nos luttes ; Compiler et diffuser les types d'organisation communautaire s'étant avérés plus résilients aux processus de financiarisation ;
- Renforcer la capacité de nos organisations à mener des recherches sur les réseaux d'investissement sous-jacents et identifier les alliés tactiques et stratégiques dans les réseaux et les chaînes d'investissement ; partager les connaissances, nos visions et expériences ; dans un même temps, placer la charge de la preuve sur les « investisseurs », afin qu'ils démontrent qu'ils ne commettent aucune violation de nos droits.

- Discuter des manières de renforcer les mécanismes de reddition des comptes dans le domaine des droits humains aux niveaux local, national et international ; soutenir le traité contraignant sur les transnationales et les droits humains ;
- Élaborer des revendications communes contre la financiarisation des terres et de la nature que nous puissions présenter au sein des différentes instances consacrées à l'élaboration des politiques (la FAO, le CSA, le PNUE, la CDB, la CCNUCC, les ODD, le système des droits humains de l'ONU, etc.) ;
- Obtenir davantage d'informations concernant les propositions visant à reconquérir les systèmes monétaires et financiers des personnes, par exemple en fermant les paradis fiscaux, en séparant les banques commerciales des banques d'investissement, etc. ; réfléchir et débattre de la forme que pourrait prendre un système financier différent.
- Développer de nouvelles façons de modifier les discours dominants et proposer un imaginaire différent, étant donné qu'aujourd'hui les actions doivent de plus en plus avoir une forte composante communicative afin d'avoir un impact plus large.

RÉFÉRENCES


RECHERCHE:

- 1 See: https://en.wikipedia.org/wiki/Finance_capitalism
- 2 Epstein, Gerald A. 2005. Introduction: financialization and the world economy. En anglais: www.peri.umass.edu/fileadmin/pdf/programs/globalization/financialization/chapter1.pdf
- 3 Greenberg, Stephen. 2017. Corporate power in the agro-food system and the consumer food environment in South Africa. In: *Journal of Peasant Studies*, Vol. 44, 2017, Issue 2, pp. 567-496. En anglais: www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/03066150.2016.1259223
- 4 Puede que algunos de los conceptos y términos utilizados no estén claros para todos los lectores. Estos términos se explicarán más adelante en este documento.
- 5 Servaas Storm. 2018. 'Financial Markets Have Taken Over the Economy. To Prevent Another Crisis, They Must be Brought to Heel.' Institute for New Economic Thinking, 13 February 2018. En anglais: <http://bit.ly/2lQUqyc>
- 6 Le système de gestion financière de Bretton Woods établit les règles régissant les relations commerciales et financières entre les États-Unis, le Canada, les pays d'Europe de l'Ouest, l'Australie et le Japon après la signature des Accords de Bretton Woods, en 1944. Parmi ses principales caractéristiques, ce système obligeait chaque pays à adopter une politique monétaire maintenant ses taux de change extérieurs en-deçà de 1 % en rattachant sa devise à l'or, alors que le Fonds monétaire international (FMI) avait la capacité de combler les déséquilibres de paiement temporaires.
- 7 Naczyk, Marek and Palier, Bruno. 2014. Feed the Beast: Finance Capitalism and the Spread of Pension Privatisation in Europe. En anglais: <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2551521>
- 8 Banque mondiale, Averting the Old Age Crisis. Policies to Protect the Old and Promote Growth, 1994. En anglais: <http://documents.worldbank.org/curated/en/973571468174557899/Averting-the-old-age-crisis-policies-to-protect-the-old-and-promote-growth>
- 9 Un contrat à terme est un accord juridique portant sur l'achat ou la vente d'un produit de base ou d'un actif donné à un prix déterminé et à une date future spécifiée. Les fonds indiciels sont des produits financiers qui suivent l'évolution des cours d'un ensemble de différents actifs ou titres ; ils permettent aux investisseurs d'intervenir sur les marchés financiers sans avoir à acheter réellement les actifs ou titres en bourse. Les instruments dérivés sont des titres financiers dont la valeur dépend, ou est dérivée, d'un ou plusieurs actifs sous-jacents. L'instrument en soi est un contrat entre deux parties ou plus, et son prix est déterminé par les fluctuations de l'actif sous-jacent. Les actifs sous-jacents les plus courants sont notamment les actions, les obligations, les produits de base, les devises, les taux d'intérêt et les indices boursiers.
- 10 Lorsqu'une société émet de nouvelles actions et obligations pour la première fois, elle le fait sur le marché primaire. Le marché secondaire, également appelé marché boursier, est celui où s'échangent les titres une fois que la société les a émis sur le marché primaire. Les marchés à terme sont ceux sur lesquels se négocient les contrats à terme pour une livraison à une date future convenue et à un prix fixé lors de la transaction.
- 11 Source: www.globalforestwatch.org/map
- 12 Voir: <https://exame.abril.com.br/brasil/fogo-atinge-dimensoes-devastadoras-no-pantanal-diz-governo-do-ms>
- 13 Voir, par exemple, de Freitas Paes, Caio, "Matopiba concentra mais da metade das queimadas no Cerrado." In: *De Olhos Ruralistas*, 16 septembre 2019. En portugais: <https://deolhonos-ruralistas.com.br/2019/09/16/matopiba-concentra-mais-da-metade-das-queimadas-no-cerrado>
- 14 Grim, Ryan. 2019. "A Top Financier of Trump and McConnell Is a Driving Force Behind Amazon Deforestation." In: *The Intercept*, 27 August 2019. En anglais: <https://theintercept.com/2019/08/27/amazon-rainforest-fire-blackstone>
- 15 Ibid
- 16 Un exemple est BlackRock, la plus grande société de gestion d'actifs au monde, voir: Friends of the Earth U.S./ Amazon Watch/Profundo, BlackRock's BIG Deforestation Problem, 2019. En anglais: <https://1bps6437gg-8c169i0y1drtgz-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2019/08/BR-Big-Problem-Final.pdf>
- 17 Friends of the Earth US, GRAIN, National Family Farm Coalition, Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, "Harvard and TIAA's farmland grab in Brazil goes up in smoke." 2019. En anglais: <https://grain.org/en/article/6339-harvard-and-tiaa-s-farmland-grab-in-brazil-goes-up-in-smoke>
- 18 Voir : ETC Group, L'alimentation mondiale entre le marteau et l'enclume. Communiqué n° 116, 2018. www.etc-group.org/content/between-blackrock-and-hard-place
- 19 Clapp, Jennifer, Bigger is Not Always Better: Drivers and Implications of the Recent Agribusiness Megamergers., 2017. En anglais: www.researchgate.net/publication/314206957_Bigger_is_Not_Always_Better_Drivers_and_Implications_of_the_Recent_Agribusiness_Megamergers
- 20 The Guardian. What is China's Belt and Road Initiative? En anglais: <https://www.theguardian.com/cities/ng-interactive/2018/jul/30/what-china-belt-road-initiative-silk-road-explainer>
- 21 Voir: <https://www.marketwatch.com/story/this-is-how-much-money-exists-in-the-entire-world-in-one-chart-2015-12-18>
- 22 Les fonds de placement immobilier (FPI) sont des véhicules d'investissement immobilier. L'État espagnol détient plus de 70 entités de ce type, soit 50 % de tous les FPI européens.
- 23 La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement convenable, Leilani Farha, a publié une déclaration dénonçant les atteintes aux droits humains commises par ces fonds vautours, notamment Blackstone, et interpellé cinq gouvernements, dont l'espagnol à ce sujet. Voir en espagnol: <https://observatoridesc.org/ca/naciones-unidas-acusa-blackstone-contribuir-crisis-mundial-vivienda>

- 24** <http://worldpopulationreview.com/world-cities/bamako-population>
- 25** Un récent rapport de la Banque mondiale présente la vision de la Banque pour faire de Bamako « un moteur de croissance et de prestation de services ». Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/154691549486819482/pdf/127221-repl-Bamako-Report-final-v4.pdf>
- 26** Getzner, M. et al. 2018. Comparison of European Water Supply and Sanitation Systems. En anglais: <http://bit.ly/WaterSupplySystems>
- 27** Veolia. 2018. Document de référence 2018. Rapport financier annuel, p. 70. www.veolia.com/sites/g/files/dvc2491/files/document/2019/03/Finance_DDR-2018_Veolia_Environnement_%2013-03-2019_FR.pdf
- 28** BlackRock possède 5,88 % des droits de vote de Glencore (en faisant son 3e actionnaire), 5,46 % de ceux de BHP et 5,83 % de ceux d'AngloAmerican (ce qui le situe au rang de 3e actionnaire). Voir : Glencore, Annual Report 2018, 2019, p. 119
En anglais: <https://www.glencore.com/dam:jcr/b4e6815b-3a2c-43ca-a9ef-ef606bb3c1/glen-2018-annual-report-.pdf>; BHP. 2019. Annual Report 2019, p. 310. En anglais: www.bhp.com/-/media/documents/investors/annual-reports/2019/bhpanualreport2019.pdf et AngloAmerican, Integrated Annual Report 2018, 2019, p. 217. En anglais: <https://www.angloamerican.com/~media/Files/A/Anglo-American-Group/PLC/investors/annual-reporting/2019/aa-annual-report-2018.pdf>
- 29** Varghese, Shiney. 2012. Green Economy: Commoditization of the Commons, Institute for Agriculture & Trade Policy (IATP). En anglais: <https://www.iatp.org/documents/green-economy-commoditization-commons>
- 30** Voir: www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/financing-natural-rubber-plantation-indonesia-promoting-sustainable
- 31** Voir: www.euromoney.com/article/b19x6t4gd9fx25/im-pact-banking-tlff-a-rubber-revolution-takes-shape-in-indonesia?copyrightInfo=true
- 32** Voir: www.regjeringen.no/contentassets/d5115c7e81a74efda8ff099960543405/press-release-rlu-green-tlff-final-embargoed-until-8am-cet-06-march-2019.pdf
- 33** Les données sont extraites de diverses sources d'années différentes. La figure ne reflète pas la situation exacte au jour d'aujourd'hui. Cependant, ceci ne porte pas préjudice à l'objectif de la figure, qui consiste à illustrer les complexes réseaux d'investissement qui entourent les accaparements de terres. Pour des raisons de perspectives négatives, l'entité de Feronia aux Îles Caïmans est entrée en liquidation volontaire. Feronia est désormais enregistrée en Belgique. Source : FIAN, « Le droit humain à la terre », Note de synthèse, 2017. www.fian.org/fileadmin/media/publications_2017/Reports_and_Guidelines/FIAN_Position_paper_on_the_Human_Right_to_Land_en_061117web.pdf
- 34** Voir Willis Towers Watson, Global Pension Assets Study 2020, 2020. En anglais: www.thinkingaheadinstitute.org/-/media/TAI/Pdf/Research-Ideas/public/GPAS_2020.pdf
- 35** Voir Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, Imobiliárias agrícolas transnacionais e a especulação com terras na região do MATOPIBA, 2018. En portugais: www.social.org/images/MATOPIBA.pdf
- 36** Voir Olam International. 2019. Corporate Factsheet 2019. En anglais: www.thinkingaheadinstitute.org/-/media/TAI/Pdf/Research-Ideas/public/GPAS_2020.pdf
- 37** IPE. 2015. The top 400 asset managers. Disponible en anglais en: <https://hub.ipe.com/top-400/top-400-2015-503trn-at-a-glance/10010743.article> IPE .2018. The top 400 asset managers. En anglais: www.ipe.com/Uploads/k/x/x/Top-400-Ranking.pdf
- 38** Voir Jennifer Clapp. 2017. Bigger is Not Always Better: Drivers and Implications of the Recent Agribusiness Megamergers. En anglais: <http://bit.ly/BiggerNotAlwaysBetter>.
- 39** IPE .2019. The top 400 asset managers. En anglais: www.ipe.com/Uploads/j/e/b/Top-400-Asset-Managers-2019.pdf
- 40** Pouille, Jordan, BlackRock: ce Léviathan de la finance qui pèse sur les choix européens. Mediapart, 8 mai 2018. En anglais: <https://www.mediapart.fr/journal/economie/080518/blackrock-ce-leviathan-de-la-finance-qui-pese-sur-les-choix-europeens?onglet=full>
- 41** <https://en.wikipedia.org/wiki/BlackRock>
- 42** Wealth-x. 2019. Ultra Wealthy Population Analysis: The World Ultra Wealth Report 2019. En anglais: www.wealthx.com/report/world-ultra-wealth-report-2019
- 43** BMZ. 2018. Mittelherkunft der Bi- und Multilateralen ODA 2015-2016
- 44** Center for Strategic and International Studies (CSIS). 2016. Development Finance Institutions Come of Age. En anglais: https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/161021_Savoy_DFI_Web_Rev.pdf
- 45** En anglais: www.edfi.eu/members/facts-figures.
- 46** Voir Oakland Institute, Vendre les terres au plus offrant : Le plan de la Banque mondiale pour privatiser les biens communs, 2018. <https://www.oaklandinstitute.org/vendre-les-terres-au-plus-offrant-le-plan-de-la-banque-mondiale-pour-privatiser-les-biens-communs>
- 47** Voir www.ifcamc.org
- 48** P. Mader, Microfinanced land-grabs and abuses are no surprise, 2019. En anglais: www.ids.ac.uk/opinions/microfinanced-land-grabs-and-abuses-in-cambodia-are-no-surprise
- 49** LICADHO/Sahmakum Teang Thnaut. 2019. Collateral Damage. Land loss and abuses in Cambodia's microfinance sector. En anglais: <http://bit.ly/CollateralDamageCambodia>
- 50** Voir www.smartcampaign.org
- 51** HighQuest Partners LLC, Key Fundamentals Driving Investor Interest in Global Agriculture, Présentation réalisée lors de la Conférence mondiale sur l'investissement agricole au Moyen-Orient en 2014.
- 52** Conclusions préliminaires de la recherche menée par Reporter Brazil, commandée par FIAN International (novembre 2017).
- 53** Au total, le ministère a subventionné les compagnies d'assurance à hauteur de 218 millions d'USD en 2014. Voir : Ministère brésilien de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement, Agricultural Risk Management in Brazil, 2016.
- 54** Jutta Kill. 2014. Economic Valuation of nature. The Price to Pay for conservation? A Critical Exploration.
- 55** Voir www.fauna-flora.org/people and <https://rare.org/we-are-rare>
- 56** Voir www.deginvest.de/Internationale-Finanzierung/DEG/Über-uns/Wer-wir-sind/Aufsichtsrat.

- 57 En anglais: www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2007/wp0787.pdf
- 58 En anglais: <https://fsi.taxjustice.no/globalscaleweight/top>
- 59 En anglais: <http://longreads.tni.org/state-of-power-2019/geography-of-financial-power>
- 60 En anglais: <http://longreads.tni.org/state-of-power-2019/geography-of-financial-power>
- 61 Les directions générales de l'UE sont des sortes de ministères au sein de la Commission européenne.
- 62 En anglais: http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-1827_en.htm?locale=EN
- 63 Aujourd'hui, l'indice immobilier IPD du Royaume-Uni suit la performance de 2 962 investissements immobiliers, avec une valeur en capital totale de 48 901 milliards de GBP au mois de juin 2018. En anglais: www.msci.com/www/ipd-derivatives/derivative-ipd-uk-monthly/0164965629
- 64 Savills. 2016. Around the World in Dollars and Cents. What Price the World? Trends in international real estate trading. World Research. En anglais: www.savills.co.uk/research_articles/229130/198667-0
- 65 En anglais: <https://www.ncreif.org/data-products/property/>
- 66 En anglais: <https://www.ncreif.org/data-products/farmland/>
- 67 Voir Garcia G. 2017. Senado autoriza uso de parte de imóvel rural como garantia em empréstimo. G1 Globo. 14 de junio de 2017. En portugais: www.g1.globo.com/senado-autoriza-uso-de-parte-de-imovel-rural
- 68 Un quadrillion (un million de milliards) s'écrit en chiffres : 1 000 000 000 000 000.
- 69 Cotula, L. et Berger, T., Land Deals and Investment Treaties : Visualizing the Interface, Institut international pour l'environnement et le développement, 2015. En anglais: www.pubs.iied.org/pdfs/12586IIED.pdf
- 70 Voir, par exemple, le cas Pezold vs Zimbabwe ici (en anglais): <https://corporateeurope.org/sites/default/files/2019-06/Border%20Timbers%20and%20von%20Pezold%20vs%20Zimbabwe.pdf>
- 71 Voir: www.marketwatch.com/story/this-is-how-much-money-exists-in-the-entire-world-in-one-chart-2015-12-18
- 72 Tania M. Li, What is Land? Assembling a resource for global investment, Transactions of the Institute of British Geographers, vol. 39, 2014, pp. 589-602 (en anglais).
- 73 Voir la vidéo de la campagne (en anglais): <https://youtu.be/UGFiilh6K5s>
- 74 Plus de 20 millions d'USD ces dernières années. Voir: <https://www.omidyar.com/investees/landesa> (en anglais). Les autres principaux bailleurs de fonds des Landesa sont la Fondation Ford, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Google et la Fondation IKEA. En anglais: www.landesa.org/annual-report-2018
- 75 En anglais: www.internationalproperty-rightsindex.org
- 76 James, D., Giant Tech Corporations Join Forces with the WTO to Try to Launch a WTO 2.0 to Cement Digital Colonialism through International Treaties. In : América Latina en movimiento, no 542, June 2019, 2019. En anglais: <https://www.alainet.org/en/revistas/542>
- 77 En anglais: www.unpri.org/signatories/what-are-the-principles-for-responsible-investment
- 78 En anglais: <https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/sustainable-finance>
- 79 Voir: www.weforum.org/press/2019/06/world-economic-forum-and-un-sign-strategic-partnership-framework
- 80 Voir: www.cognitofirms.com/MultistakeholderismActionGroup/CorporateCaptureOfGlobalGovernanceTheWorldEconomicForumWEFUNPartnershipAgreementIsADangerousThreatToUN?fbclid=IwAR-0jaqd3fdz2NI3ndISI-fbR1mIMwMESK-TDX5SlwtN-kwY3eLfQAFq71ujM
- 81 En anglais: www.un.org/sustainabledevelopment/financing-for-development
- 82 Transnational Institute, Policy Shift: Investing in Agricultural Alternatives, Hands off the Land, 2014. En anglais: www.tni.org/files/download/policy_shift_0.pdf
- 83 ETC Group, Software vs. Hardware vs. Nowhere: Deere & Co. is becoming 'Monsanto in a Box', 2016. En anglais: www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/software_vs._hardware_vs._nowhere_-_briefing_dec_2016.pdf La demande en drones, robots, capteurs, caméras, etc. pour l'agriculture devrait passer de 2,3 milliards d'USD en 2014 à 18,45 milliards d'USD en 2022.
- 84 SDes expériences pilotes sont actuellement menées en Géorgie, Ukraine, Suède, Inde, Australie, à Dubaï, au Honduras, aux États-Unis et au Ghana. Graglia, J.M. et Mellon, C., "Blockchain and Property in 2018: at the end of the beginning", Étude présentée à l'occasion de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le foncier et la pauvreté, 2018. En anglais: www.newamerica.org/future-property-rights/blog/blockchain-and-property-2018-end-beginning
- 85 En anglais: <https://bravenewcoin.com/news/brazil-pilots-bitcoin-solution-for-real-estate-registration/>
- 86 Athialy, J. 2018. Demonetisation: Lest we Forget. En anglais: www.cenfa.org/blog/demonetisation-lest-we-forget.
- 87 Centre for Financial Accountability/All India Bank Officers' Confederation. 2017. Organised Loot and Legalised Plunder. Looking Back at One Year of Demonetisation. En anglais: www.cenfa.org/publications/organised-loot-and-legalised-plunder-looking-back-at-one-year-of-demonetisation
- 88 Au Venezuela, le gouvernement a, par exemple, lancé une monnaie virtuelle dénommée le « Petro » dans le but de redynamiser son économie face à la pression des sanctions américaines. Voir (en espagnol) : www.telesurtv.net/pages/Especiales/el-petro-cryptomonedavenezolana/index.jsp.
- 89 Voir: www.libra.org
- 90 J. Vipra, What's up with Libra? Everything That Should Concern Us About Facebook's New Cryptocurrency, 2019. En anglais: <https://botpopuli.net/whats-up-with-libra>. Facebook prétend que les données de paiements liées à la libra ne seront pas recoupées avec les données portant sur les utilisateurs de Facebook puisque la libra sera gérée par Calibra, l'une de ses filiales.
- 91 Disponible en: <https://nyeleni.org/IMG/pdf/DeclNyeleni-en.pdf>
- 92 En espagnol: <https://pwccc.wordpress.com/support>
- 93 www.fian.org/fileadmin/media/publications_2015/2011_3_CSOProposals_LandTenureGuidelines.pdf
- 94 https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_E_web.pdf
- 95 <https://undocs.org/en/A/RES/73/165>
- 96 www.fao.org/3/i2801e/i2801e.pdf
- 97 www.fao.org/3/a-i4356en.pdf

- 98** Voir: www.farmlandgrab.org/post/view/27237-communique-de-la-cmat-sur-la-loi-fonciere-agricole
- 99** Masifundise Development Trust/Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies (PLAAS)/Too Big To Ignore, Small-scale fisheries (SSF) policy, A handbook for fishing communities in South Africa, 2014.
En anglais: http://repository.uwc.ac.za/xmlui/bitstream/handle/10566/4565/small_scale_fisheries_policy.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- 100** Masifundise Development Trust/TNI, Bottom-up Accountability Initiatives to Claim Tenure Rights in Sub-Saharan Africa. Country Report on South Africa, 2017.
En anglais: www.tni.org/files/publication-downloads/web_south_africa_country_report_0.pdf
- 101** Unité de recherches internationale sur les services publics (PSIRU)/Transnational Institute (TNI)/Observatoire des multinationales, Là pour durer: La remunicipalisation de l'eau, un phénomène global en plein essor, 2014.
En anglais: www.tni.org/en/publication/here-to-stay-water-remunicipalisation-as-a-global-trend
- 102** Voir: www.tni.org/en/article/indonesian-supreme-court-terminates-water-privatization
- 103** Déclaration du Forum international sur l'agroécologie de Nyéléni (Mali), février 2015. www.foodsovereignty.org/wp-content/uploads/2015/02/Download-declaration-Agroecology-Nyeleni-2015.pdf
- 104** Voir: www.fao.org/3/ca7173en/ca7173en.pdf
- 105** En allemand: www.dwenteignen.de
- 106** En anglais et espagnol: www.youtube.com/watch?v=gPGGJpOisel
- 107** Voir: www.youtube.com/watch?v=EUw8VWk76PA
- 108** www.fian.org/en/press-release/article/world-bank-program-forcing-local-communities-off-their-land-2087
- 109** Voir: www.stopcorporateimpunity.org/call-to-international-action

An aerial photograph of agricultural fields. The top portion shows a lush green field, likely a forest or dense crop. Below it, a large area of brown, tilled soil is visible, with distinct curved furrows. A small, irregularly shaped green field and a tiny blue pond are situated on the right side. A white hexagonal shape is superimposed over the center of the image, containing text.

Aux quatre coins de la planète, les communautés rurales sont confrontées à une augmentation spectaculaire de la dépossession et de la destruction de leurs terres, rivières, pâturages, forêts, océans en maisons. Qu'est-ce qui explique cette augmentation spectaculaire ? C'est le capitalisme financier.

Ce document examine l'architecture de la finance mondiale et ses moyens d'extraire la richesse des terroirs et de la nature. Il vise à stimuler une réflexion collective, orientée vers l'action, parmi toutes les organisations intéressées, sur la manière de s'opposer et de faire reculer le pouvoir croissant de la finance mondiale sur nos vies.